

Les Monopoles en Roumanie

avant et après la Stabilisation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public pour les matières ci-après sera présenté et soutenu
le 5 Décembre 1933, à 14 heures*

PAR

GIURESCO Gr. Dumitru

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. EDGARD ALLIX, Doyen de la Faculté de Droit de Paris

Suffragants : MM. LESCURE, Professeur — — — —
 PIROU, — — — —

PARIS
LES PRESSES MODERNES
45, RUE DE MAUBEUGE

—
1933

Les Monopoles en Roumanie

avant et après la Stabilisation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public pour les matières ci-après sera présenté et soutenu
le 5 Décembre 1933, à 14 heures*

PAR

GIURESCO Gr. Dumitru

JURY DE LA THESE :

Président : M. EDGARD ALLIX, Doyen de la Faculté de Droit de Paris

Suffragants : MM. LESCURE, Professeur — — — —
PIROU, — — — —

PARIS

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE

—
1933

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



A MES PARENTS

*Qu'ils veuillent bien recevoir l'expression
de ma vive gratitude.*

LES MONOPOLES EN ROUMANIE AVANT ET APRES LA STABILISATION

AVANT-PROPOS

La notion de monopole est bien souple. Elle englobe tout à la fois les services que les produits. Mais quoique l'Etat ait presque seul l'administration et l'exploitation du réseau des voies ferrées cette situation ne saurait pas s'appeler monopole. En effet conformément aux certaines lois (du 23 mars 1900, de 1905, etc) relatives à la construction et à l'exploitation de voies ferrées par l'initiative privée, les districts, les communes et les particuliers peuvent construire et exploiter des réseaux de chemins de fer d'intérêt local ou général à condition qu'ils accomplissent un certain nombre de prescriptions prévues par les lois.

Quant aux transports sur les cours d'eaux navigables, l'Etat ne s'est réservé non plus l'exclusivité de sorte que les sociétés privées et les simples particuliers puissent à côté de lui effectuer le trafic de voyageurs et de marchandises. D'ailleurs depuis l'internationalisation du Danube stipulée tout d'abord par le Traité de Paris du 30 mars 1856 et ensuite par le Traité de Versailles et surtout par la Convention du 23 juillet 1921, il y aurait non sens à parler d'un monopole au profit des Etats riverains.

En ce qui concerne les transports maritimes leur liberté est l'aboutissement final d'un long effort

de doctrine commencé par Grotius (*De jure praede* dont a été détaché en 1609 le *Mare liberum*) et suivi incessamment depuis lors.

Dans le même ordre d'idées on ne saurait non plus considérer comme monopole les brevets d'invention qui confèrent à leurs titulaires un droit d'exclusive jouissance pour un certain temps, généralement pour 15 ans (loi du 17 janvier 1906).

Les trusts et les cartels dont la structure s'analyse par des coalitions de capitaux engendrent des monopoles de fait qui suppriment la libre concurrence, mais leur apparition est suivie de restrictions légales qui tarent la plupart du temps leur omnipotence.

Pratiquement en Roumanie la question ne se pose que pour les cartels et même pour ceux-ci d'une façon tout à fait secondaire. J'écarte de mon étude le monopole des « Postes, télégraphes et téléphones » à cause de son défaut de liaison avec la stabilisation, si bien que nécessairement le sujet de ma thèse ne comprenne que les monopoles de produits.

Donc il y aura lieu à envisager dans cet ouvrage la création et le développement des monopoles : du tabac, du sel, des allumettes, des cartes à jouer, de la poudre et autres explosifs et du papier à cigarettes.

Il y a encore une autre raison pour laquelle je groupe autour des produits l'étude des monopoles en Roumanie, à savoir leur rassemblement jusqu'au mois de février 1929 dans la « Direction générale de la Régie des Monopoles de l'Etat », institution pure-

ment étatiste, attachée au département des finances.

Depuis le 7 février 1929, il fut créé « La Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie », jouissant de la pleine personnalité civile et de l'autonomie financière et ayant pour but d'exploiter les monopoles sus-mentionnés et de faire toutes les opérations commerciales et financières dans l'intérêt de la stabilisation monétaire et du développement économique de l'Etat.

Ladite loi a autorisé l'Etat à concéder et transférer à la « Caisse Autonome des Monopole du Royaume de Roumanie », à titre irrévocable et non transférable, le droit exclusif d'exploiter tous les monopoles exploités jusqu'alors par la « Régie des Monopoles de l'Etat » pour un prix de 300.000.000 dollars-or des Etats-Unis d'Amérique et contre paiement de redevances annuelles prévues dans une convention spéciale.

Je suis amené par conséquent à délimiter strictement le domaine de mes recherches aux cadres de l'ancienne « Régie des Monopoles de l'Etat » devenue à la suite « Caisse Autonome des Monopoles », celle-ci se superposant à celle-là, en vue de préparer le redressement économique et financier du pays.

Voilà pourquoi en traitant « Les Monopoles en Roumanie avant et après la stabilisation » il ne s'agira que des monopoles de produits et, parmi ceux-ci, seulement les produits qui ont fait avant la stabilisation et n'ont pas cessé de faire après la stabilisation l'objet de la gestion des deux institutions qui se sont succédées l'une l'autre.

LE MONOPOLE DU TABAC

APERÇU HISTORIQUE SUR L'INTRODUCTION DU TABAC EN EUROPE

Il est historiquement prouvé que la provenance du tabac en Europe est étroitement liée à la découverte du Nouveau Monde par le célèbre navigateur Christophe Colomb.

Pendant les trois dernières expéditions de celui-ci, il avait amené avec lui des missionnaires qui devaient propager le christianisme parmi les populations des terres nouvellement conquises.

C'est surtout Ramon Pane qui mérite d'être cité à cet effet pour les précieux renseignements qu'il nous a laissés sur l'emploi du tabac par les habitants de l'île Charis, baptisée Espanola par Colomb, dénommée actuellement Saint-Domingue ou Haïti.

Dans le même sens Bernard Diaz, historien de tout premier ordre, faisant partie de l'expédition organisée par Fernand Cortez vers 1519, nous révèle des étendues superficielles de tabac plantées dans le Mexique.

Aujourd'hui il est chose certaine que l'Espagne fut le premier pays où on expérimenta la culture du tabac, d'abord comme plante d'ornement et médicinale et ensuite pour la prise et la fumerie. En

1757 il y avait à Sévilla une fabrique pour la transformation du tabac brut en produits fabriqués.

Tout à côté de l'Espagne, le Portugal devait nécessairement suivre de près l'exemple de son voisin en plantant le tabac dans le jardin royal de Lisbonne. Damian de Goes en fut le premier expérimentateur en 1558.

Jean Nicot de Villemain, l'ambassadeur de France à Lisbonne, en imitant l'exemple de Damian de Goes avec des semences empruntées à celui-ci, crut de son devoir d'envoyer à Catherine de Médicis, l'épouse d'Henri II, tant des semences que du tabac proprement dit, afin que la reine puisse se persuader personnellement des qualités médicinales de la merveilleuse plante.

Quelque peu avant lui, André Thévet, moine érudit et historiographe célèbre ayant participé à l'expédition en Brésil organisée en 1555 par l'amiral Villegaignon, avait apporté et planté le tabac dans la province d'Angoulême. Donc il est bien certain que c'est à André Thévet qu'on doit l'introduction du tabac en France, tandis que Jean Nicot, de Villemain et Catherine de Médicis restent les véritables promoteurs de l'utilisation de cette plante.

Le tabac fut successivement introduit en Italie par le cardinal Prospero di Santa Croce, en Angleterre par John Hawkins et répandu par Walter Raleigh, en Belgique et en Hollande où existaient les plus fameuses fabriques de pipes, en Allemagne, en Suisse, en Autriche et Hongrie, en Pologne, en

Scandinavie, en Russie et ensuite dans la Turquie d'où la mode de fumer s'est répandue dans toute la péninsule des Balkans.

En ce qui concerne la Roumanie, l'habitude de fumer est très répandue déjà dans la seconde moitié du XVII^e siècle et il est infiniment probable que le tabac était connu dans les Principautés roumaines même avant cette date. Al. Lapedatu, publiant en roumain l'ouvrage de K. A. Romstorfer sur les ruines de la cité de Souceava, nous mettent en face d'une pluralité d'objets dont la forme les indique être des pipes. S'il est vrai que les objets trouvés sont des pipes, alors comme la cité des Souceava fut détruite pour la dernière fois en 1675, l'existence de ces engins constituerait un témoignage irréfutable, notamment par l'inscription se trouvant sur l'une de ces pipes de l'année 1571, que l'habitude de fumer existait dans les principautés roumaines bien avant la date sus-mentionnée (la seconde moitié du XVII^e siècle).

Je répète que pour nous comme pour tous les pays se trouvant dans la Péninsule Balkanique, se sont les Turques qui ont introduit le tabac.

Les historiens turcs fixent entre 1605-1610 l'introduction du tabac dans l'empire.

Or, comme la provenance du tabac dans les Principautés doit être indissolublement liée à la pré-existence de celui-ci dans la Turquie, si on conçoit une erreur de date, alors cette erreur ne nous regarde pas ; elle appartient exclusivement aux historiens turcs qui ont fixé arbitrairement la première décade

du XVII^e siècle comme date de l'introduction du tabac dans l'Empire.

La pipe trouvée dans les ruines de la cité de Souceava et datée de l'an 1571 ne fait aucun doute.

*L'introduction du tabac en Roumanie
et l'établissement du monopole sur lui.*

Pendant le règne de Serban Cantacousino, prince de la Valachie, on trouve pour la première fois établi dans cette Principauté un impôt sur le tabac. Cet impôt datant de 1680-1681, s'appelait toutounarit. Son assise est assez incertaine.

S'agissant de la Moldavie, la date de l'établissement de l'impôt sus-mentionné nous est précisément indiquée par les documents historiques : elle remonte à 1694, sous le règne de Constantin Duca-Voda.

Presque tous les revenus de l'Etat, en ce temps-là, étaient afferchés, système qui ne constituait guère une originalité roumaine, puisque dans la France de l'Ancien Régime, la ferme fut, jusqu'à la veille de la Révolution, l'expédient financier par excellence.

Cet état de choses dura jusqu'au Règlement Organique de 1830 qui remplace le « toutounarit » par une taxe appelée « axise », perçue au profit des communes.

En 1863, à côté de « l'axise » on a institué également « une patente » payable par tous les débiteurs de tabac qui, à cet effet, étaient répartis en quatre classes.

Par le décret-loi du 5 décembre 1864, rendu en vertu du statut, le prince régnant « Alexandrou Jean Cousa », institua pour la première fois le monopole du tabac dans les deux Principautés.

Malgré la sécularisation des fortunes des abbayes, réalisée par la loi du 8 décembre 1863, permettant à l'Etat d'inscrire dans son budget un revenu égal à 16.263.067 lei, le budget de 1864 présentait quand même un déficit de 10.000.000 lei et, par dessus, un nouveau vide de 6.000.000 (six millions) lei s'annonçait lorsque la loi du 15 août rendant les paysans propriétaires, fut votée.

La sécularisation des richesses des abbayes avait été effectuée sans aucune indemnisation, néanmoins les fermiers ayant passé des contrats avec les abbayes avant l'intervention de la loi sus-mentionnée (8 décembre 1863), ne pouvaient être privés de leurs revenus comme suite de la réforme rurale de 1864 sans dédommagement. C'eût été souverainement injuste !

La précarité de nos finances à cette époque suggéra aux hommes politiques, comme remède, l'institution du monopole du tabac. Par la loi du 5 décembre 1864, l'Etat se réservait à lui seul tant le monopole de la fabrication, que celui de la vente du tabac et de ses dérivés.

A cet effet, un délai de 4 mois et 20 jours était accordé aux débitants et cultivateurs pour qu'ils liquident les stocks existants. A partir du 1^{er} mai 1865, quiconque aurait eu du tabac restant devait, conformément aux prescriptions de la loi, l'appor-

ter aux dépôts de la Régie afin qu'il soit pesé, emballé et acheté suivant un tarif préalablement établi.

La création du monopole du tabac engendra des mécontentements ; surtout les commerçants de tabac se plaignaient amèrement, en attribuant au nouveau régime institué par le monopole, le ralentissement de leurs affaires. Il convenait donc de leur donner satisfaction.

La Chambre des députés en prit l'initiative. Elle vote le 9 juin 1865 un projet de loi ajournant la mise en application du décret-loi du 5 décembre 1864 jusqu'au 1^{er} mai 1866, en établissant en même temps un droit de douane très élevé pour les tabacs importés de l'étranger. Le projet voté par la Chambre fut remis au Sénat.

La chute inattendue du ministère amena l'échec définitif de ces travaux, le nouveau cabinet ne croyant pas nécessaire de s'approprier la proposition votée par la Chambre. En vertu du Statut (art. 3) et avec l'avis conforme du Conseil d'Etat, le ministère nouvellement établi rendit un décret, le 3 juillet 1865, par lequel la date de la mise en application de la loi de 1864 fut fixée au 1^{er} août 1865, en modifiant en même temps sensiblement ses principales dispositions.

Conformément au décret du 3 juillet 1865, l'Etat s'obligeait d'acheter toutes les quantités de tabac se trouvant aux mains des particuliers à cette date, suivant un tarif déterminé et d'après les normes que voici :

Les possesseurs des tabacs dont la valeur ne dé-

passait pas 3.700 lei recevaient immédiatement 20 % en monnaie et 80 % en bons de tabac ;

Les possesseurs de tabac dont la valeur allait de 3.700 lei jusqu'à 9.260 lei devaient se contenter d'une avance de 15 % en monnaie et de 85 % en bons de tabac ;

Ceux des possesseurs dont la valeur du tabac allait de 9.260 lei jusqu'à 14.815 devaient recevoir seulement 10 % de la valeur totale en argent et le reste en bons de tabac ;

Enfin, pour les détenteurs de tabac dont la valeur dépassait 14.815 lei, l'Etat se bornait à leur acquitter 5 % en numéraire et 95 % en bons de tabac.

Les bons portant un intérêt de 8 % ne devaient rester en circulation plus d'un an.

Les dommages subis par les possesseurs de tabac, par suite de l'application du décret du 3 juillet 1865, étaient à la charge de l'Etat dans une proportion de 15 % ; en outre les trafiquants de tabac bénéficiaient d'un abattement de 20 % pourvu qu'ils soient d'anciens détenteurs de quantités transférées à l'Etat.

Le système ci-dessus mentionné présentait de graves inconvénients : d'abord la classification des tabacs était d'un maniement vraiment difficile, l'évaluation des dédommagements à accorder aux débiteurs d'une difficulté non moins appréciable, ensuite les abus des experts chargés de faire les évaluations, inévitables. Dans ces conditions intervient la loi du 1^{er} février 1867 qui supprime le monopole du tabac institué par la loi du 5 décembre 1864, fixe les normes suivant lesquelles les bons de tabac

se trouvant en circulation seront retirés, et la façon de liquider les stocks de tabac se trouvant dans les dépôts de l'Etat.

Un délai de deux années fut imparti aux débiteurs pour s'approvisionner obligatoirement des dépôts de l'Etat ; ceux-ci furent à cet effet répartis en cinq classes suivant l'importance des quantités qui devaient être mensuellement vendues par eux.

On a permis en même temps l'importation des tabacs et cigarettes étrangers, en instituant les droits de douane afférents.

Comme le délai de deux années ne suffit pas pour vider les dépôts de l'Etat, la loi du 12 juin 1868 prolongea d'un nouveau délai biennal l'obligation des débiteurs de s'approvisionner de celui-ci, intervalle après l'expiration duquel le commerce du tabac devenait absolument libre.

Afin qu'on puisse subvenir aux lourdes charges budgétaires, on a augmenté les droits de douane ci-dessus mentionnés d'une part, en frappant d'une taxe de 0,40 lei le kilo de tabac planté à l'intérieur, d'autre part.

Depuis le Règlement Organique qui avait supprimé « le toutounarit » (taxe assise sur le 1/2 hectare de superficie plantée de tabac), c'était la première fois qu'on soumettait la culture du tabac indigène au paiement d'une taxe.

Mais la liberté du commerce du tabac ne dura pas longtemps ; le monopole de celui-ci fut rétabli le 6 février 1873. Conformément à cette loi, l'Etat se réservait exclusivement la vente et la fabrication

du tabac sur toute l'étendue de son territoire, la plantation de celui-ci devant se faire pour le compte exclusif de la Régie.

La loi autorisait le gouvernement à concéder le monopole du tabac à une entreprise d'ordre privé pour un délai de 15 ans, par licitation publique, contre un prix échelonné par trois périodes quinquennales. Par la licitation tenue au ministère des finances la concession fut faite en faveur de deux banques (Franco-Hongroise et Banque de Roumanie), pour un prix variant comme il suit : première période de 1872 à 1877 pour un prix égal à 8.010.000 lei annuellement ; deuxième période, de 1877 à 1882, pour un prix égal à 9.612.000 lei annuellement ; troisième période de 1882 à 1887 pour un prix égal à 11.534.000 lei annuellement. A peine entrée dans la deuxième période, la société concessionnaire demanda la résiliation du contrat sous prétexte que la rétrocession de la Bessarabie, conformément au traité de Berlin de 1878, lui enlevait une partie notable de bénéfices, que l'objet du contrat se trouvant ainsi diminué, la clause de la résiliation pouvait être mise en jeu.

Il n'y avait guère d'autre issue du différend qu'un arrangement à l'amiable intervenant entre l'Etat et la société concessionnaire, ou la résiliation du contrat et la substitution de l'Etat dans les droits du concessionnaire. L'arrangement préconisé par le Ministre des Finances d'alors, Dem-A-Stourdza consistant dans la réduction des annuités restantes, à 8.115.000 lei chacune et dans la participation de l'Etat dans une proportion de 45% sur le produit

brut de la vente quand celle-ci dépasserait 18 Millions annuellement, fut repoussé par la Chambre.

Cela aurait valu à l'Etat un bénéfice de 10.857.954 lei. En effet, les encaissements bruts allèrent en augmentant depuis 1879, date de l'intervention du projet repoussé par la Chambre, en atteignant en 1887, date de l'expiration de la concession, le chiffre de 30.388.237 lei.

La Chambre ayant opposé son veto au projet présenté par le ministre Dem-A-Stourdza, il ne restait autre chose qu'à résilier le contrat et à procéder au règlement des comptes entre la société et l'Etat.

Malgré l'hostilité de la plupart des députés contre les monopoles en général, les circonstances ne permirent pas à l'Etat d'autre solution que de se substituer à la place de l'ancien concessionnaire en exerçant pour son propre compte le monopole du tabac.

Dans les neuf ans, c'est-à-dire de 1879 à 1887, pendant lesquels le monopole du tabac aurait dû être exploité par voie de concession, l'Etat, à la suite de la résiliation intervenue, l'exploita tout seul, en réalisant un bénéfice de 49.798.202 lei.

La Chambre qui s'était opposée à l'arrangement suggéré par le ministre des Finances, Dem-A-Stourdza, craignant la modicité des encaissements, à son insu a travaillé conformément à l'intérêt national, puisque le bénéfice réalisé par l'Etat exploitant lui-même le monopole du tabac a dépassé de plus de 38 millions ce qu'aurait rapporté l'arrangement proposé par le Ministre des Finances.

La loi de 1879 mettant à la charge de l'Etat

l'exploitation du monopole du tabac, crée « une Direction générale des monopoles de l'Etat », à la tête de laquelle se trouve un directeur général aidé dans sa tâche par un conseil d'administration composé de neuf membres.

La Direction générale des monopoles de l'Etat a englobé ensuite dans sa gestion le monopole du sel en 1881, celui des allumettes et des cartes à jouer en 1886, le monopole des explosifs en 1899 et celui du papier à cigarettes en 1900.

Inspirée du souci d'unité, la loi du 31 mars 1901 enleva la surveillance sur la fabrique de timbres ayant appartenu jusqu'alors à la Direction générale des Douanes et la confia à la Direction générale des Monopoles. La vente de timbres-poste et fiscaux se faisait même avant cette date (depuis 1887) par les débits distribuant les produits monopolisés.

La loi de 1879 créant la Direction générale des monopoles de l'Etat a subi plusieurs modifications, savoir : en 1881, en 1887, en 1905, et la plus notable, celle de 1912 qui subsista jusqu'à la grande loi du 7 février 1929 créant la « Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie », et même après cette date avec de petites modifications.

Sans crainte d'exagération, on peut considérer la loi de 1912 comme la loi organique des monopoles en Roumanie, puisque même après la création de la « Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie » qui changea radicalement la physionomie de l'ancienne Régie du point de vue de son entité juridique, ladite loi, avec d'insignifiantes modifications, n'a pas moins existé.

Il convient de passer sommairement en revue les principales dispositions de la loi du 20 mars 1912, afin que nous puissions avoir une idée exacte de la structure de la Régie des Monopoles de l'Etat.

En outre on envisagera dans l'examen des principales dispositions de la loi du 20 mars 1912 les modifications apportées à quelques-uns de ses articles par la loi du 22 août 1929 ; cela à fin de méthode dans l'étude que nous nous sommes proposés.

On montrera à son heure pourquoi nous entendons passer sous silence, au moins pour le moment, les modifications subies par la loi de 1912 en 1930 et 1931.

L'examen analytique de la loi du 20 mars 1912

L'Etat a, conformément à cette loi, le monopole du tabac, du sel, des allumettes, des explosifs de toutes sortes du papier à cigarettes et des cartes à jouer. Les monopoles sus-mentionnés sont administrés et exploités par la « Direction Générale de la Régie des Monopoles de l'Etat », institution qui se trouve placée sous la dépendance et le contrôle du Ministère des Finances.

Les conditions de nomination et de fonctionnement du directeur général sont celles prévues par la loi organique du Ministère des finances. Les attributions de celui-ci sont : il assure l'application des lois et des règlements concernant les monopoles ; il exécute les décisions du conseil d'administration ;

il représente l'administration des monopoles devant les autorités judiciaires et extra-judiciaires ; il surveille et exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard de tout le personnel employé dans l'administration des monopoles de l'Etat ; il nomme et révoque le personnel diurnal.

Le conseil d'administration est composé de neuf membres, désignés par décret-royal, pour trois ans, avec l'avis conforme du Ministre des Finances. Ils sont indéfiniment rééligibles.

Au début de chaque année le conseil élit dans son sein le président. Le conseil doit se réunir au moins deux fois par mois à moins qu'il ne s'agisse de questions urgentes. Le ministre des finances peut assister aux délibérations toujours, quand il l'estime nécessaire.

Le directeur général n'a qu'une voix consultative.

Les attributions du conseil d'administration sont : la surveillance et le contrôle de la marche de l'institution ; l'examen et l'approbation du projet de budget présenté par le directeur général, l'approbation des crédits nécessaires à la Régie ; se prononcer sur l'opportunité de toute dépense dont la valeur excéderait 5.000 lei ; fixer les prix de vente pour tous les articles monopolisés tant dans l'intérieur qu'à l'extérieur ; donner son avis pour les règlements d'administration de toutes sortes.

Le ministre des finances a un droit de veto souverain contre toute décision du conseil d'administration qu'il estime contraire aux intérêts de l'Etat.

Un sous-directeur général remplace le directeur général pendant ses absences, ayant en même temps des attributions propres.

L'Administration de la Régie est divisée en Administration centrale et Administration extérieure, chacune d'elles comportant plusieurs services.

L'administration centrale comprend ; le service administratif sous-divisé en plusieurs bureaux : du personnel, de la registrature, du matériel et de l'ordonnancement ;

le service de la culture du tabac composé du bureau de la culture, du bureau des dépôts de fermentation et du bureau des fonds pour l'amélioration de la culture ;

le service de l'exploitation avec le bureau des approvisionnements et le bureau pour la liquidation des dépenses ;

le service des ventes divisé en bureau des dépôts de vente et de l'exportation et le bureau pour le contrôle des débits ;

le service technique des fabriques et des dépôts ayant le bureau d'études et le bureau pour l'exécution des travaux ; le service technique des salines ;

le service de comptabilité composé du bureau de la vérification des comptes de la tenue des registres et du bureau de la statistique ;

le service du contentieux ;

le service de la caisse ;

le service de l'inspection ayant des inspecteurs financiers, des inspecteurs et des sous-inspecteurs des fabriques et des salines ;

Les services de l'administration extérieure sont :

le service extérieur pour la culture du tabac et des dépôts de fermentation, ayant des inspecteurs et des sous-inspecteurs des régions, des chefs et sous-chefs des circonscriptions et des agents de culture dans les ressorts des communes ; des contrôleurs, des chefs et des surveillants des dépôts de fermentation ; comme annexes les stations expérimentales pour la culture du tabac ;

les dépôts centraux de tabac ;

les fabriques et les salines ayant leurs directeurs et sous-directeurs ;

les dépôts des produits fabriqués et de vente ;

le service pour le contrôle des débits et la poursuite de la contrebande.

Le budget des revenus de la Régie fait partie du budget général de l'Etat, celui des dépenses figure dans le budget des dépenses du Ministère des Finances, formant une partie notablement distincte.

L'engagement, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses doit se faire conformément à la loi de la comptabilité générale de l'Etat.

Sauf les crédits budgétaires annuels, la Régie a à sa disposition un fonds d'exploitation de 20 millions lei. Celui-ci est alimenté par les crédits annuels alloués à la Régie, par les crédits supplémentaires et extraordinaires. Il doit servir exclusivement aux dépenses de constructions et d'installations, pour l'achat du tabac indigène et le couvrement des frais de réception, fermentation, emballage et transport, pour l'achat des tabacs étrangers,

ainsi que pour l'achat des matériaux de fabrication. Il ne peut servir aucunement pour le paiement des salaires (1).

Les marchés de gré à gré conclus par le conseil d'administration, dont la valeur ne dépasse pas 10.000 lei et les marchés conclus à la suite d'une licitation publique ou par concurrence limitée, ne dépassant pas 50.000 lei, sont exécutoires d'eux-mêmes. Au-dessus de ces limites toute dépense doit être approuvée par le conseil des Ministres, à moins qu'il ne s'agisse de l'exportation des produits monopolisés quand l'approbation du Conseil des Ministres n'est nécessaire qu'au delà de 100.000 lei.

Trois mois après la clôture de l'année financière, au plus tard, la Régie doit envoyer à la Cour des Comptes les opérations qui ont trait à l'exercice écoulé, avec les liasses des pièces justificatives, ainsi que les comptes de tous ses gestionnaires, pour qu'elle juge de leur conformité avec la loi de la comptabilité publique.

Dans un chapitre séparé, la loi de 1912 s'occupe exclusivement du tabac. Pour suivre fidèlement le plan de cette étude, je vais analyser dans cette première partie tout ce qui concerne le tabac, en réservant pour l'étude des autres produits monopolisés l'examen des diverses dispositions les concernant et contenues dans la loi sus-mentionnée.

(1) Le fonds d'exploitation avait été créé par une loi du 30 mars 1886 et s'élevait à cette date à 7.782.856 lei ; par la loi du 16 juillet 1891 le fonds d'exploitation fut augmenté à 10.000.000 (dix millions) lei ; par la loi du 1^{er} mai 1911, il fut de nouveau augmenté à 20.000.000 lei. Le 21 juillet 1921 il subit une nouvelle augmentation : 400.000.000 lei.

La loi dispose que nul ne pourra cultiver le tabac ou autre espèce du genre « nicotiana » sans l'autorisation de la Régie. Cette autorisation peut être accordée pour une ou plusieurs années. S'il s'agit d'une culture en vue de l'exportation, la Régie est obligée d'en donner l'autorisation. La Régie peut également entreprendre la culture du tabac pour son propre compte, sur des superficies affermées.

La culture du tabac sera faite seulement dans les régions et sur les étendues désignées à cet effet annuellement par la Direction générale. Les cultivateurs doivent travailler personnellement toute la superficie pour laquelle ils ont obtenu une autorisation. A moins de cas de force-majeure dûment constatés, les cultivateurs qui manquent à cette obligation, payent, conformément à cette loi, un dédommagement maximum de 200 lei pour chaque centaine de mètres carrés.

C'est le Conseil d'administration, avec l'avis préalable du Ministre des Finances qui fixe annuellement les prix maxima qu'on payera aux cultivateurs pour chaque qualité de tabac. Les prix seront publiés dans les communes intéressées au mois de septembre de l'année qui précède la culture.

La Régie passera des contrats, avec les cultivateurs, légalisés, affranchis de timbres.

Pour faciliter les cultivateurs dans leur tâche, la Régie peut leur avancer des acomptes sur la valeur probable de la récolte, acomptes dont le maximum ne pourra pas dépasser la moitié de cette valeur probable.

En cas d'insuffisance de la récolte, la Régie, pour rentrer dans ses débours, aura le droit de saisir n'importe quel élément du patrimoine du cultivateur jusqu'à concurrence des sommes avancées. Les cultivateurs sont obligés de livrer toute leur récolte à la Régie aux dépôts et aux époques qui leur sont fixés pour chaque région. Le contrôle de la superficie cultivée et de la récolte obtenue est fait par les agents de culture.

Ceux-ci mesurent les superficies de terrain cultivés dès que la transplantation a été terminée et les résultats sont contrôlés par le chef de la circonscription. Ensuite ils comptent et pèsent les guirlandes au fur et à mesure du dessèchement des feuilles (1).

Les manques constatés aux contrôles ultérieurs, soit des guirlandes, soit des quantités, constituent des contraventions qui seront punies d'une amende de 100 lei pour chaque kilo ou guirlande et de la confiscation d'une quantité égale à celle qui fait défaut.

Les diminutions de quantités au-dessous de 10 % provenant du dessèchement par rapport aux quantités préalablement établies, ne seront pas imputables aux cultivateurs. L'estimation des diverses qualités de tabac est faite par une commission composée de deux fonctionnaires appartenant à la Régie et d'un délégué des cultivateurs. Les contestations

(1) Les diverses opérations subies par la plante, de l'ensemencement jusqu'à la transformation en produit fabriqué, sont les suivantes : l'ensemencement, la transplantation, les soins d'entretien, l'écimage, l'ébourgeonnement, la récolte, l'enfilement, le séchage, le manouage, la manipulation et la fermentation (Petre. E. Mihaescu. Le tabac en Roumanie).

éventuelles pouvant naître à cette occasion seront tranchées par une autre commission dont fait partie un délégué du conseil d'administration et un fonctionnaire supérieur de la Régie pris en dehors de la commission.

Le refus de certains tabacs par la commission entraîne pour les producteurs l'obligation de les détruire dans la présence d'un agent de la Régie ou de les exporter dans les délais fixés à cet effet.

Les sommes dûes aux cultivateurs à titre de prix pour les quantités de tabac livrées à la Régie sont protégées contre toute saisie, à l'exception de l'Etat, du district, de la commune et du propriétaire pour les sommes afférentes aux superficies affermées en vue de la culture du tabac. Les cultivateurs de tabac en vue de l'exportation n'obtiendront pas l'autorisation nécessaire s'ils ne cultivent au moins 20 hectares dans la même commune. Des garanties seront prises afin d'éviter la mise en consommation de ces tabacs dans l'intérieur du pays.

L'exportation des tabacs devra avoir lieu dans les délais fixés par la Régie selon l'époque où les tabacs sont en état d'être négociés ; contrairement ils seront déposés dans les magasins de la Régie, à charge pour le propriétaire de payer une taxe de magasinage.

Si dans un délai de six mois à partir du dépôt des tabacs dans les magasins de la Régie le propriétaire ne les avait pas exportés, il sera mis en demeure par une publication faite dans le « Moniteur Officiel », aux termes de laquelle le propriétaire, ou bien enlève les tabacs et les exporte, ou

bien il les abandonne à la Régie. Il y a une obligation pour les cultivateurs de contribuer de 5 % des sommes qu'ils reçoivent de la Régie comme prix du tabac vendu, contribution à laquelle vient s'ajouter une égale partie du côté de la Régie, pour former ainsi un fonds destiné à l'amélioration de la culture du tabac, l'assurance contre la grêle, l'incendie, l'inondation et pour venir en aide aux cultivateurs en cas de vieillesse, accidents, décès, etc.

Le conseil d'administration fixe chaque année, avec l'approbation du Ministre des Finances, le prix des tabacs et des produits fabriqués destinés à la consommation intérieure ; même réglementation pour les tabacs ou produits de provenance étrangère.

Le tarif sera publié dans le Moniteur Officiel en temps utile. Au chapitre intitulé « Dispenses et Exceptions », la loi de 1912 énumère quelques exceptions à la taxation du tabac et des produits monopolisés de provenance étrangère. Ces dispenses fonctionnent en faveur de la famille régnante et princière, des agents du corps diplomatique s'il s'agit de leur propre usage et des membres de la Commission du Danube.

Toutefois les faveurs accordées aux représentants des pays étrangers ne peuvent être invoqués qu'à charge de réciprocité, c'est-à-dire que si nos représentants à l'étranger ont les mêmes avantages.

Les particuliers peuvent obtenir des autorisations pour importer des tabacs, cigarettes et cigares, en payant comme taxe de monopole une somme

égale à celle que la Régie perçoit pour les qualités similaires de produits importés mis en consommation.

S'il s'agit de produits étrangers pour lesquels il n'y a pas dans la consommation de qualités similaires importés, la Régie en fixe définitivement la taxe qui ne peut aucunement être inférieure au double du prix de vente des produits monopolisés indigènes et similaires.

Les quantités permises à l'importation dans ces conditions sont strictement limitées à un kilo de tabac, ou à 1.000 cigarettes ou à 200 cigares pendant un mois, pour une personne.

La loi réglemente également les quantités de tabac, de cigarettes et de cigares, de tabac à priser, de papier à cigarettes et des allumettes que les voyageurs peuvent avoir sur eux lors de leur entrée dans le pays. Ils doivent, afin qu'ils puissent échapper à la taxation, déclarer ces quantités.

Le chapitre suivant a trait aux débitants. La vente des produits monopolisés ne peut être faite que par des personnes possédant un brevet, délivré par la Régie.

Sont aptes à demander des brevets les citoyens roumains et ceux qui ont obtenu leur naturalisation. L'exercice des droits conférés par la détention d'un brevet est strictement réservé au titulaire, à moins qu'une autorisation en disposant autrement n'ait été délivrée. Les personnes exceptées de cette obligation sont : l'épouse ou son mari et les enfants se trouvant encore à la charge de leurs parents. Le déménagement d'un débit dans un autre endroit ne

peut avoir lieu sans l'autorisation préalable de la Régie.

La loi prévoit deux catégories de débits : spéciaux et ordinaires.

Les débits spéciaux sont réservés exclusivement aux produits monopolisés et aux articles nécessaires aux fumeurs. Les titulaires de ces débits sont exemptés de la patente due par les commerçants en général, des taxes communales pour les écritaux indiquant l'existence du débit, et enfin ils sont soustraits aux dispositions de la loi sur le repos du dimanche. Le nombre de ces débits est limité par les distances qui les séparent, distances qui sont fixées souverainement par le conseil d'administration.

Les brevets pour les débits de tabac sont accordés de préférence : aux anciens militaires ou fonctionnaires ayant subi une infirmité et dont les ressources sont presque inexistantes ;

aux veuves des fonctionnaires ou militaires se trouvant dans le même état de pauvreté ;

aux sous-officiers de l'armée ayant servi au moins 12 ans.

Sont inaptes pour obtenir des brevets ceux qui ont subi une peine privative de liberté pour des faits infamants, les faillis, les non réhabilités, les interdits et ceux qui notablement ont une mauvaise conduite.

Dans les communes rurales où il n'y aurait pas de débits, la vente des produits monopolisés sera faite par l'intermédiaire des percepteurs et des agents de la Régie. Les quantités nécessaires à la consommation de ces communes seront procurées

ou bien par les offices postaux s'il y en a, ou bien par les facteurs dans le service de la poste en cas de défaut de pareils offices.

Dans les communes urbaines l'approvisionnement des débiteurs doit se faire obligatoirement de dépôts de la Régie. Les débiteurs des deux catégories sont soumis aux mesures de contrôle déterminées par la loi et les règlements.

La soustraction de la marchandise de paquets avec l'intention de préjudicier les acheteurs sera punie conformément à l'article 336 du Code pénal.

Une remise de 7 % est accordée aux débiteurs qui vendent exclusivement les produits monopolisés et les articles accessoires à l'usage des fumeurs. Les débiteurs ordinaires qui, sauf les produits monopolisés, pratiquent en même temps le commerce des autres articles, bénéficient, dans les communes urbaines, d'une remise de 3 %. Ceux des communes rurales, quelle que soit leur catégorie, bénéficient d'une remise de 5 %.

La loi de 1912 contient d'importantes dispositions relatives aux contraventions, aux pénalités et primes.

La constatation des contraventions à cette loi appartient aux officiers de la police judiciaire, aux agents de la Régie ou des douanes, aux gardiens des frontières et à tout autre agent fiscal désigné par les lois de finances, qui procèdent par la conclusion des procès verbaux.

La loi prévoit un certain nombre de conditions essentielles que doivent contenir les procès verbaux de contravention. La conclusion de ceux-ci est lé-

galement possible à n'importe quelle heure de jour et de nuit, dans les dimanches et les jours fériés.

Les perquisitions domiciliaires pour la constatation des infractions aux lois des monopoles de l'Etat sont effectuées par les mêmes personnes qui constatent les infractions à condition toutefois qu'elles soient accompagnées par un agent de la police judiciaire.

Les autorisations nécessaires sont données ou bien par le procureur ou bien par le juge pour les infractions commises dans le ressort de leur juridiction. Elles doivent être écrites. Passé un délai de 30 jours sans qu'elles eussent été utilisées, elles se trouvent périmées. Il suffit qu'une demande soit adressée par la poste pour qu'une telle autorisation soit délivrée.

Sont assimilées aux perquisitions domiciliaires, les visites sur les bateaux de nationalité étrangère se trouvant dans les eaux roumaines. L'autorisation n'est pas nécessaire lorsque la perquisition domiciliaire est la conséquence d'une poursuite déjà commencée.

Dans tous les cas, l'absence d'autorisation n'encourt pas la nullité du procès-verbal qui constate l'infraction, mais seulement la responsabilité pénale de l'agent conformément à l'article 151 du Code pénal.

Le défaut d'un domicile stable ou l'insolvabilité notoire du contrevenant attirent l'arrestation de celui-ci pour un nombre de jours égal au résultat de la division du montant de l'amende par le nu-

méro 5 (un jour de prison est compté cinq lei). Les agents restent personnellement responsables des amendes qui, par le défaut de diligence de leur part, n'eussent pas été réalisées.

Les procès-verbaux seront envoyés à la Direction générale de la Régie des monopoles de l'Etat pour approbation. La décision de celle-ci sera insérée sur le procès-verbal même et elle doit contenir in extenso tant le texte de la loi prévoyant la contravention que la pénalité à instituer.

La décision de la Direction générale est immédiatement exécutable, les instances judiciaires ne pouvant suspendre son exécution sans la consignation intégrale de l'amende.

La décision de la Régie est susceptible d'appel dans un délai de 15 jours à dater de sa communication. C'est le juge de paix qui est compétent pour statuer sur les appels des contraventions commises dans le ressort de leur juridiction quand le montant de l'amende ne dépasse pas 100 lei ; le juge dans le ressort duquel le contrevenant a son domicile ou sa résidence a la même compétence.

Si l'amende avec les dommages-intérêts dépasse la somme de 100 lei, l'appel sera porté devant les tribunaux de la circonscription où l'infraction s'est perpétrée, ou de la circonscription dans le ressort de laquelle l'infracteur a son domicile ou sa résidence.

Lorsque le tribunal statuera sur l'appel, la Régie devra nécessairement être présente dans l'instance ou bien par son Directeur Général, ou bien par l'Administrateur financier, ou bien par son avo-

cat ce qui arrive la plupart du temps, ou bien par un fonctionnaire de l'administration générale des finances, sans que celui-ci soit assisté par un avocat.

Les assertions contenues dans les procès-verbaux peuvent être combattues soit par la preuve contraire, soit par l'inscription de faux. Mais il est bien périlleux d'user d'un tel moyen puisque celui qui est débouté de sa prétention encourt une amende de 200 à 2.000 lei, indépendamment des dommages-intérêts envers l'agent injustement accusé.

Contre les décisions définitives des tribunaux, un recours est ouvert aux contrevenants dans un délai de 30 jours et seulement pour les litiges dont la valeur excède 100 lei.

Tant contre les décisions des tribunaux qui ont statué comme juges d'appel que contre les décisions de la Cour de Cassation, la partie défaillante peut se pourvoir par voie d'opposition dans un délai de 8 jours à dater de la prononciation.

Dans l'intérêt de la loi, pour l'établissement d'un principe, le procureur général de la Cour de Cassation peut, dans un délai de 60 jours à partir de la prononciation porter un recours contre toute décision ayant trait à une contravention frappée d'une amende qui n'excède pas 100 lei. Les décisions définitives sont soumises à la révision pour les cas prévus par l'article 291 du Code de Procédure civile.

Passé un délai d'une année à partir du dernier acte de procédure, toute action, opposition, contestation, appel, recours en cassation ou demande en révision seront réputés comme périmés. Celui qui,

ayant subi une condamnation, n'acquitte pas dans un terme de 30 jours à dater de la sommation qui lui est transmise l'amende respective, sera réputé comme insolvable et la Régie, par l'intermédiaire du Parquet, pourra l'incarcérer en estimant à 5 lei un jour de prison, sans toutefois que l'état d'arrestation puisse dépasser six mois.

Toutes les amendes prévues par la loi du 20 mars 1912 se prescrivent par un délai de trois ans depuis leur prononciation.

Les agents fiscaux chargés de la réalisation des amendes restent responsables, avec leur fortune entière, pour les sommes inscrites à leur débits.

La loi prévoit ensuite un tableau contenant 19 contraventions types aux lois sur les monopoles, avec les amendes respectives.

En cas de récidive, la pénalité va se doubler. Lorsque la contravention, de quelque catégorie qu'elle soit, est imputable à un fonctionnaire de l'Etat, du district ou de la commune, l'amende encourue est égale au double de la pénalité prévue par la loi.

Les condamnations ayant trait à plusieurs personnes en même temps seront solidaires ; en cas de cumul d'infractions on appliquera à chacune d'elles la pénalité prévue par la loi.

Le défaut d'intention frauduleuse de la part du contrevenant ne constitue guère un motif d'absolution en faveur de celui-ci.

Le produit des amendes est versé pour le compte de la Régie. La loi du 20 mars 1912, inspirée du désir de promouvoir toute la vigilance et le dévoue-

ment de son personnel dans la découverte, la constatation et la poursuite des contraventions a coïntéressé celui-ci dans les proportions qu'on montrera plus bas aux produits des amendes et aux valeurs des marchandises confisquées.

Les dénonciateurs et les constatateurs vont recevoir 25 % de l'amende encaissée et 25 % de la valeur des marchandises et des objets confisqués et livrés à la Régie. Lorsque les constatateurs auront agi de leur propre initiative, sans l'entremise des dénonciateurs, ils recevront 50 % tant de l'amende encaissée que de la valeur des marchandises et des objets confisqués.

Les réviseurs du service de poursuite de la Régie bénéficieront également d'une prime de 5 % de la valeur des amendes encaissées et d'un même pourcentage calculé sur la valeur des marchandises et des objets confisqués, lorsque la découverte des contrebandes a été organisée par eux dans le ressort de leurs circonscriptions.

Les agents fiscaux chargés de la réalisation des amendes jouissent d'une prime de 12 % du montant des amendes encaissées par eux dans les trois mois à dater de leur mise en débit. Cette prime est réduite d'un quart pour chaque semestre de retard.

L'estimation des marchandises confisquées est faite, en vue de la distribution des primes, suivant le tarif de vente de la Régie pour les produits fabriqués et pour les produits non-fabriqués selon un tarif spécialement établi par la Régie.

Pour les autres objets ne pouvant faire partie ni de l'une ni de l'autre catégorie et qui doivent

pourtant figurer dans le calcul des primes, la valeur est celle qui résulte de la vente aux enchères.

Les primes pour les marchandises confisquées sont payables dès que les marchandises ont été livrées aux offices de la Régie.

Les primes jusqu'à 10.000 lei pour chaque catégorie de bénéficiaires, provenant des amendes encaissées, sont payables avant même que la condamnation soit restée définitive. Le reste sera payé lorsqu'aucune voie d'attaque n'existera plus.

S'agissant des amendes non encaissées, il n'y a pas lieu à d'autres primes que celles provenant de la valeur des marchandises et des objets confisqués. Si un procès-verbal de contravention avait été annulé, la partie gagnante n'aura pas un autre droit de réparation que celui d'en demander la restitution des objets confisqués ou leur contre-valeur s'ils avaient été vendus ou détruits.

La loi du 20 mars 1912 prévoit ensuite une prohibition absolue d'établir des impôts, de quelque nature qu'ils soient, sur les objets monopolisés ou sur les taxes de monopole, en faveur des districts ou des communes.

Les mêmes exemptions pour les matériaux bruts ou fabriqués, pour les machines, pour les fournitures de toute sorte, pour les ustensiles nécessaires à l'exploitation des monopoles.

Les bâtiments de la Régie et les établissements par elle utilisés pour les ouvriers sont également affranchis de tout impôt envers l'Etat, le district ou la commune.

Les sommes dues à la Régie à titre de dédom-

magements et d'amendes seront réalisées grâce à la loi de poursuites des revenus de l'Etat.

La contrefaçon des marques, des sceaux et des plombs appliqués par la Régie sur les paquets et les emballages contenant ses produits est frappée d'une peine comme si c'était la contrefaçon des sceaux de l'Etat.

Les règlements d'administration vont déterminer les mesures d'assurance et de contrôle pour l'empêchement de la culture illicite du tabac, la procédure pour la réception et le paiement des tabacs par la Régie, les obligations des exportateurs des tabacs, les normes suivant lesquelles le fonds pour l'amélioration de la culture sera employé, les dispositions pour l'embauchage des ouvriers permanents dans les établissements de la Régie et les mesures d'ordre et de contrôle qui doivent y régner, les instructions concernant la vente des produits monopolisés, le fonctionnement des dépôts de vente, les instructions pour le service du contrôle des débits et pour la poursuite des contrebandes.

Les lois du 7 avril 1881, du 28 février 1887 et du 19 décembre 1905, relatives au monopole du tabac, ont été abrogées.

Après la Grande Guerre, les diverses provinces ayant appartenu à la Roumanie, ont fait retour à la mère patrie, de sorte que par le décret-loi du 5 Septembre 1919, la loi pour l'administration et l'exploitation des monopoles fut introduite en Bessarabie et en Boucovine et par le décret-loi du 26 mai 1920 elle fut étendue dans toutes les provinces situées au-delà des Carpathes. Il n'y a pas autre chose

qui nous retienne l'attention jusqu'au 7 février 1929, moment où intervient la loi créant « la Caisse autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie ».

Cette loi se trouve étroitement liée au programme du gouvernement roumain pour la stabilisation monétaire et le développement économique.

En effet, le gouvernement roumain désirant consolider l'œuvre de restauration financière poursuivie par la Roumanie depuis la guerre, restaurer définitivement le crédit du pays et faciliter son développement économique, a décidé de stabiliser le « leu » sur la base or, au cours actuel de l'échange par une série de mesures capables d'assurer à la stabilisation un caractère définitif. Quelles sont ces mesures et en quoi consistent-elles ?

On donnera à la Banque Nationale de Roumanie la possibilité de maintenir la stabilité monétaire au dedans et à l'extérieur du pays, en revisant ses statuts d'une telle manière qu'ils puissent préciser la nature de ses opérations.

Sa liquidité sera assurée pour lui permettre d'accomplir les fonctions monétaires normales d'une banque d'émission, fonctions qu'elle accomplissait avant la guerre.

On donnera aux institutions nécessaires au développement de la vie agricole et industrielle du pays, la possibilité de se priver des avances à long terme, accordées jusque là par la Banque Nationale de Roumanie. A cette fin, on mettra à leur dispo-

sition, en permanence, les premiers fonds nécessaires,

Les services financiers, les services du Trésor et la Comptabilité publique seront réorganisés d'une telle façon qu'ils garantissent le maintien de l'équilibre budgétaire et affermissent le contrôle du Ministère des Finances. La liquidité du Trésor sera obtenue notamment par la constitution, pour les établissements industriels de l'Etat, des fonds de roulement.

Le réseau des voies ferrées sera mis en état de répondre aux besoins amplifiés de l'Etat agrandi ; à cet effet il sera doté de tous les moyens matériels nécessaires, d'une organisation poussée à l'extrême et d'une administration financière semblable à celle qui règne au sein des entreprises privées.

Les ressources nécessaires à l'application de ce programme seront obtenues par l'émission d'un emprunt international de la Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie.

Voilà donc la raison de l'intitulé de cet ouvrage : « les monopoles en Roumanie avant et après la stabilisation ». Celle-ci se lie étroitement aux réformes monétaires impérieusement réclamées pour le redressement économique et financier du pays, mais pour que ces réformes soient possibles la création de la Caisse Autonome des Monopoles apparaît elle aussi comme indispensable. L'événement qui scinde la vie des monopoles en deux étapes est la stabilisation ; la création de la Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie n'en est que

la conséquence. La logique ne m'eût pas permis de démarquer autrement les deux étapes de nos monopoles.

Analyse sommaire de la loi du 7 février 1929

La Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie, qu'on désignera dorénavant brevitatibus causa : la C. A. M. ou « la Caisse » a pris naissance le 7 février 1929.

Le but de cette institution ressort de l'article premier de la loi, qui reconnaît son indépendance et lui donne la personnalité civile et l'autonomie financière pour exploiter les monopoles et faire les opérations commerciales et financières (en particulier émettre et accorder des emprunts) dans l'intérêt de la stabilisation monétaire et du développement économique de l'Etat et de ses établissements publics autonomes.

Les opérations de la C. A. M. sont considérées d'ordre commercial et, en dehors d'une stipulation contraire prévue expressément par le texte de la loi ou par les statuts, la Caisse bénéficiera de tous les droits et les prérogatives des sociétés commerciales, soumises aux lois de l'Etat. Une annexe A contient les statuts conformément auxquels la Caisse sera conduite.

L'Etat concède et transfère à la C. A. M., à titre irrévocable et non transférable le droit exclusif d'exploiter tous les monopoles qui sont exploités par la Régie des Monopoles de l'Etat en vertu de la loi du 20 mars 1912 pour un prix de 300.000.000 dol-

lars-or des Etats-Unis d'Amérique et contre le payement des redevances annuelles exigibles aux époques et dans les termes fixés par une convention annexe.

Les biens meubles et immeubles de la Régie, libres de toute charge seront transférés également à la C. A. M. pour toute la durée de la concession, période après laquelle les propriétés feront retour à l'Etat dans la situation existant en ce moment-là.

La loi du 7 février 1929 autorise la Caisse à signer avec la « Svenska Tändsticks Actiebolaget » un contrat pour l'exploitation du monopole des allumettes par celle-ci. Le tarif pour la vente des produits monopolisés sera fixé par la C. A. M. avec l'avis conforme du gouvernement et d'une telle manière qu'il soit à même de couvrir toutes les dépenses de la Caisse y compris le service de la dette, les allocations nécessaires aux réparations, les renouvellements, les frais d'entretien et d'amortissement, le fonds de roulement et, le cas échéant, la réserve extraordinaire prévue par les Statuts de la Caisse. Pendant la durée du contrat avec la Svenska Tändsticks Actiebolaget le prix de vente des allumettes sera fixé par accord intervenu entre les deux parties contractantes. En ce qui concerne le budget, la Caisse en aura un tout à fait séparé du budget de l'Etat. Dans le budget de l'Etat, parmi les revenus, vont figurer les sommes versées chaque année par la Caisse.

La loi confère à la Caisse le droit de contracter un emprunt extérieur, dénommé « l'emprunt de stabilisation et de développement de 1929 », dont

la valeur ne pourra pas dépasser 73 millions de dollars-or des Etats-Unis d'Amérique, 561.638.000 francs français et 2 millions livres sterling de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, d'émettre et de vendre des obligations.

Comme garantie des dites obligations, la Caisse est autorisée à établir un privilège de premier ordre sur tous ses revenus présents et futurs, privilège qui doit primer toute autre garantie et qui sera exécutoire en vertu de la loi, sans faire l'objet d'une inscription ou d'une autre formalité.

Aussi longtemps qu'une obligation ou un coupon afférent sera en circulation la Caisse ne pourra pas hypothéquer, mettre en gage, ou affecter de quelque façon que ce soit, ses propriétés ou ses biens pour le paiement d'une de ses dettes ou pour garantir certains recours dirigés contre elle.

Pour assurer la marche du service de l'emprunt, la Caisse est autorisée à signer avec les banquiers mentionnés dans le contrat, tous les contrats additionnels, relatifs à l'émission, à l'authenticité et l'enregistrement des obligations dans des conditions déterminées par la Caisse et approuvées par le Ministre des Finances. L'Etat garantira lui aussi lesdites obligations, dans les termes et conditions prévus par le contrat de garantie, annexé à la loi.

Conformément aux statuts et avec l'autorisation spéciale donnée par une loi, la Caisse pourra émettre et vendre des obligations additionnelles ayant le même rang et jouissant des mêmes garanties que les obligations de l'emprunt de stabilisation

et de développement de 1929. Eventuellement, la Caisse pourra avoir recours aux crédits bancaires dont le montant, date, intérêt, terme et conditions seront appréciés par la Caisse et approuvés par le Ministre des Finances.

Les exemptions, les dispenses et les privilèges dont bénéficient les emprunts publics de l'Etat sont accordés également à la Caisse pour ses obligations, ses coupons, ses contrats, etc.

Le produit net de l'emprunt de stabilisation et de développement de 1929 doit être entièrement versé à l'Etat, celui-ci ne pouvant lui donner une autre utilisation que celle prévue dans le plan de stabilisation approuvé par la loi du 7 Février 1929.

Après cette énumération des principales dispositions de la loi du 7 Février 1929, il nous reste à rappeler quelques mots sur les statuts de la Caisse.

La Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie est administrée par un conseil d'administration qui a les pouvoirs les plus étendus pour administrer les affaires, les biens et les opérations de la Caisse. Il est composé de 7 membres de nationalité roumaine, à savoir :

1) Le président, nommé par décret royal à la suite de la recommandation du ministre des Finances.

2) Le directeur de la dette publique ;

3) Le directeur de la Comptabilité générale de l'Etat ;

4) Un membre désigné par décret royal à la

suite de la recommandation du Ministre des Finances ;

5) Un membre désigné par décret royal à la suite de la recommandation de la Banque Nationale de Roumanie ;

6) Un membre nommé par décret royal conformément à la recommandation du Conseil d'administration du réseau des voies ferrées roumain ;

7) Un jurisconsulte nommé toujours par décret royal suivant la recommandation du ministre de la Justice.

La durée du mandat des administrateurs est de 4 ans ; il est renouvelable. Le conseil d'administration s'assemblera au moins une fois par mois à une date fixée par le président 3 jours avant la séance. Les décisions seront prises à la majorité et, en cas de partage d'opinions, le président ou son remplaçant a voix prépondérante.

C'est à la charge du Conseil d'administration la nomination du « Comité de Direction » composé du président du conseil et de deux administrateurs, comité dont les pouvoirs sont déterminés par le conseil d'administration de la C. A. M.

Le conseil d'administration nommera le Directeur Général et, le cas échéant, deux directeurs (commerciale et technique), dont la rémunération sera fixée par le conseil avec l'approbation du ministre des Finances. Aux séances du conseil d'administration, le Directeur général et les deux directeurs n'ont qu'une voix consultative.

La C. A. M. est obligée de prélever de son bénéfice net après l'expiration de chaque exercice, d'abord une somme d'au moins 100.000.000 lei ou une somme supérieure pour le couvrement du déficit de son fonds de roulement (1), puis une somme nécessaire pour constituer, s'il est utile, une réserve extraordinaire et ensuite les fonds nécessaires pour payer à l'Etat les sommes prévues par la convention intervenue entre lui et la C. A. M., convention qui fait partie intégrante de la loi du 7 Février 1929.

A la fin de chaque exercice (le 31 Décembre) le Conseil d'administration préparera un inventaire, un bilan, un état d'encaissements et de revenus et un compte de profits et pertes.

Le Ministre des Finances est celui qui nomme les trois censeurs chargés d'examiner les registres et les comptes de la C. A. M., d'approuver et de vérifier le bilan annuel, l'état des encaissements et des revenus, le compte de profits et pertes. Dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice, le bilan annuel, avec toutes les annexes sus-mentionnées, seront transmises obligatoirement à la Cour des Comptes pour contrôle et vérification. Les administrateurs ne seront pas déchargés de leur responsabilité pour la gestion d'un exercice clos qu'après le contrôle juridictionnel effectué par la Cour des Comptes.

Jusqu'ici, nous nous sommes bornés à faire plu-

(1) Le fonds de roulement est composé de l'excédent de l'actif liquide de la C.A.M., c'est-à-dire de disponibilités en numéraire, de stocks et de comptes créditeurs, venant à échéance pendant une année.

tôt l'examen des textes qu'à étudier les monopoles du point de vue économique et financier. Comme le sujet annoncé a trait surtout à ces deux aspects, savoir économique et financier, je tâcherai de présenter le monopole du tabac sous ces deux angles.

Néanmoins, comme j'ai annoncé lorsque je me suis proposé l'étude des diverses lois concernant les monopoles je n'entamerais pas l'examen de ceux-ci sous d'autres aspects, avant d'expliquer pourquoi j'ai englobé dans l'analyse de la loi du 20 Mars 1912 les modifications apportées par la loi du 22 Août 1929 d'une part, et pourquoi j'ai laissé les deux autres modifications (2 Juillet 1930 et 2 Avril 1931) à traiter dans leur ordre chronologique, d'autre part.

La première question, celle de savoir pourquoi j'ai englobé dans l'examen de la loi du 20 Mars 1912 les modifications subies par elle le 22 août 1929, la réponse en est facile à donner. D'abord, il s'agissait de la modification de six articles seulement dans une loi qui comprenait 99 articles, sauf les divers articles concernant les décrets-lois pour l'étendue de la loi sur les monopoles dans les provinces récupérées, et ensuite parce que les articles modifiés ont été replacés dans le même contexte que la loi du 20 Mars 1912. Donc faible importance de la modification, d'une part, unité de texte, d'autre part.

Quant à la deuxième question, celle de savoir pourquoi les deux autres modifications concernant la loi du 20 Mars 1912 (la première intervenue le 2 juillet 1930, la seconde le 2 avril 1931) sont examinées dans leur ordre chronologique, la réponse est la suivante : quoique les deux modifications aient

trait à la loi du 20 Mars 1912, elles ont été mises d'accord avec la loi du 7 Février 1929, créant la C. A. M., de sorte que dans les nouveaux textes, l'ancienne dénomination de R. M. S. (Régie des Monopoles de l'Etat) se trouve définitivement éliminée.

Or, il eût été illogique de n'y pas tenir compte des efforts faits par le législateur pour raccorder les trois textes, à savoir celui du 7 Février 1929 créant la C. A. M. avec les deux autres contenant les modifications apportées le 2 Juillet 1930 et le 2 Avril 1931.

Comme ces efforts se sont succédés dans le temps et comme il y a une étroite filiation entre la loi du 7 Février 1929 qui crée la C. A. M. et les deux lois modificatrices, celle du 2 Juillet 1930 et celle du 2 Avril 1931, la chronologie dans l'étude nous apparaît fort naturelle, l'exception faite pour la loi du 22 Août 1929 tout à fait justifiée.

Examinons maintenant brièvement les innovations des deux lois.

D'abord, partout où il y avait dans l'ancienne loi (du 20 mars 1912 y compris sa modification du 22 août 1929) marqué R. M. S. (Régie des Monopoles de l'Etat), on a remplacé cette dénomination par C. A. M. Au chapitre relatif au personnel, la loi du 2 juillet 1930 fait une distinction tranchante entre le personnel de la R. M. S. existant le 7 Février 1929 qui continuera à conserver la situation statutaire, et le personnel de la C. A. M. nommé après cette date (7 Février 1929) qui n'aura qu'une situation contractuelle. Pour les nominations et les avancements du personnel statutaire, la commission pré-

vue par l'article 39 du statut des fonctionnaires publics fonctionnera auprès de la C. A. M. et sera présidée par le Directeur général ou par un membre du Conseil d'administration. Pour les nominations et les avancements des fonctionnaires de la C.A.M. (nommés après le 7 Février 1929), le Conseil d'Administration rédigera un statut qui sera soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Le délai d'appel contre les décisions de la C. A. M. ayant prononcé des condamnations est, conformément à la loi du 2 Juillet 1930, abrégé à 10 jours par rapport au délai de 15 jours prévu par la loi de 1912. La valeur des litiges qui entrent dans la compétence du juge de paix est augmentée à 5.000 lei. De même, sont augmentées les amendes contre ceux qui seront déboutés de leur requête pour l'inscription de faux. L'instance qui a statué sur la requête pourra appliquer une amende variant entre 5.000 et 50.000 lei. Dans l'ancienne loi, le montant de l'amende oscillait entre 200 et 2.000 lei.

La loi du 2 juillet 1930 estime à 100 lei un jour de prison, par rapport à la valeur précédemment établie qui était de 5 lei. Le délai de prescription, tant pour les amendes que pour les infractions, est lui aussi, accru de 3 à 5 ans.

Le tableau des contraventions de la loi du 2 Juillet 1930 en prévoit 25 catégories, donc six catégories en plus par rapport à la loi de 1912. C'est un affermissement des garanties contre les transgressions à la loi. Dans la loi de 1912, on entendait par récidive une nouvelle contravention commise dans un intervalle d'un an à compter de la première.

Dans la loi du 2 Juillet 1930, cet intervalle est fixé à trois ans.

Les biens immeubles, urbains ou ruraux, la propriété ou la possession de la C. A. M., sont dispensés de toute expropriation durant toute la période de la concession. Par la loi du 2 Avril 1931, le droit de monopole de l'Etat est étendu sur les appareils électriques, mécaniques ou chimiques, tels que les briquets et les appareils pour l'allumage du gaz aérien ou tout autre objet ou partie d'objet qui peut en produire le feu sans être mis en contact avec une matière en combustion, ainsi que sur les produits artificiels comme le ferrocérium ou autres qui constituent les amorces de briquets ou des appareils semblables.

L'exploitation des droits de monopole pour les articles sus-mentionnés est concessionné à la C.A.M. conformément à la loi du 7 Février 1929. La C.A.M. peut exploiter seule ou par l'entremise d'une société commerciale le droit exclusif d'importation, fabrication et vente des appareils et produits précités ; les autorisations données par la C. A. M. pour la vente des appareils d'allumage, briquets et amorces, valables à la promulgation de la présente loi, resteront valables jusqu'au 30 Novembre 1931, le plus tard.

A cette date, ceux qui n'auront pas été vendus, seront cédés par les détenteurs ayant des autorisations, à la C. A. M. contre le prix de revient plus une majoration de 10 %. Les allumoirs des mines, importés par les sociétés minières avec l'approbation de la C. A. M., pourront être laissés aux importa-

teurs pour leur consommation directe jusqu'à leur complet épuisement. En cas de différend concernant le prix de revient, celui-ci sera fixé à la requête des parties par les tribunaux judiciaires.

La taxe de monopole sera d'un minimum de 200 lei et d'un maximum de 300 lei pour chaque briquet et d'un maximum de 2 lei pour chaque déci-gramme de poids pour chaque amorce

Font exception les appareils pour les mines dont la taxe de monopole sera fixée par le Conseil d'administration de la C. A. M. avec l'approbation du Ministre des Finances.

Les briquets, les appareils d'allumage et les lampes pour les gaz aériens ou parties de ces appareils seront munis du sceau de la C. A. M. avant d'être mis en consommation.

Quant aux amorces, celles-ci devront être vendues en emballage fermé par une banderole, portant l'inscription de la C. A. M.

La loi du 2 Avril 1931 a ajouté aux personnes aptes à dresser les procès-verbaux de contravention, les officiers de gendarmerie rurale et les gendarmes ruraux, les fonctionnaires des douanes, les capitaines des ports et leurs substituts légaux, les maires et les fonctionnaires de la C.A.M. autorisés à cet effet.

Le dépôt du minimum d'amende prévue par la loi, à l'Administration financière, ou la constitution des garanties réelles acceptées par la C. A. M. sont obligatoires pour les infracteurs qui ne veulent pas subir la saisie de leur personne.

La prison ne pourra pas dépasser le nombre de

jours équivalents aux amendes appliquées, en estimant à 100 lei un jour de prison Une innovation de la loi du 2 Avril 1931 consiste dans la possibilité pour l'agent qui a découvert la contravention d'encaisser la prime prévue par la loi à la suite de la constitution par le contrevenant d'une garantie acceptée par la C. A. M. Auparavant il n'y avait pas pour l'agent d'autre moyen pour encaisser la prime que le versement effectif de l'amende encourue par le contrevenant.

*Le monopole du tabac, du point de vue économique
et commercial*

La meilleure classification des monopoles est, à notre sens, celle qui conçoit les monopoles du point de vue de l'intérêt général et de la sûreté de l'Etat, et du point de vue fiscal.

Les monopoles ayant en vue l'intérêt général et la sûreté de l'Etat, seraient, pour n'en donner que quelques exemples, celui de la fabrication de la monnaie, de la fabrication des explosifs et le monopole des postes, télégraphes et téléphones.

Comme exemples de monopoles fiscaux, il y a tous les produits monopolisés dont il est question dans cet ouvrage, sauf le monopole de la poudre et des autres explosifs qui, tout en appartenant à la première catégorie, est étudié parmi les monopoles fiscaux puisqu'à partir de 1899-1900, il fut englobé dans la gestion de la R.M.S.

L'unique raison des monopoles fiscaux est de

procurer des ressources au Trésor, donc ils ne sont que des modes d'impôts perfectionnés. Suivant l'observation de M. Edgard Allix, on n'a recouru au monopole comme moyen radical d'imposition que pour corriger les vices des méthodes de taxation employées, pour mieux dominer la matière imposable (2). « Ce qui caractérise essentiellement les monopoles fiscaux, au point de vue économique, c'est la maîtrise de l'Etat sur les prix qu'il fixe à sa guise. Leur avantage est de soulever le moins de mécontentement chez les contribuables. Il est difficile au consommateur de faire, dans le prix qu'il paye, le départ exact entre la véritable valeur du produit ou du service vendu par la Régie, et le supplément qui représente, dans le monopole, la part de l'impôt proprement dit. L'impôt est fondu et plus ou moins dissimulé dans le prix de vente total. En outre, l'impôt perçu par la voie du monopole fiscal a, dans une certaine mesure, l'apparence d'un impôt volontaire : on ne paie l'impôt du tabac, que si l'on veut fumer. » (Edgard Allix, *Traité élémentaire de science, etc.*, livre V, chapitre XXXVI).

Sauf les qualités que le monopole fiscal possède en commun avec l'impôt indirect ordinaire, il a des qualités qui lui sont propres. Suivant l'excellente étude de M. Edgard Allix, ces qualités sont :

« 1) Dans les recettes que le monopole rapporte au budget, il y a une partie qui correspond au pro-

(2) Edgard Allix « *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française* », livre V, chapitre XXXVI.

fit normal du commerce, et que le consommateur eût, sous le régime de la libre concurrence, payée aux commerçants privés. Cette part de bénéfice n'est donc pas réalisée aux dépens des contribuables, puisqu'elle ne constitue pas un impôt.

« 2) L'Etat sous le régime du monopole vend toujours un service ou une marchandise au consommateur de sorte que celui-ci, tout en payant le service ou la marchandise, ne sort pas les mains vides comme si c'était le cas du contribuable s'en allant du percepteur.

« 3) L'impôt, perçu par voie de monopole, est moins tracassier pour les contribuables que les impôts indirects ordinaires. Dans l'impôt indirect, il y a toujours ce qu'on appelle des assujettis, obligés de déboursier l'impôt, sauf à le reverser sur les consommateurs 'en majorant leur prix de vente, astreints à être en compte avec les organes fiscaux, à subir leur contrôle. Rien de tout cela avec le monopole. Il n'y a de contact entre le contribuable et le fisc que dans le débit de la régie.» (3)

Le monopole est, par conséquent, l'instrument le plus propre pour le redressement du budget lorsque les finances de l'Etat se trouvent en état de déconfiture.

Cependant, la création des monopoles ne laisse pas d'être sans inconvénients.

(3) Edgard Allix. « Traité élémentaire de science des finances et de législation financière », livre V, chapitre XXXVI (impôts sur les consommations).

« D'abord, le rachat des industries privées, ayant fonctionné jusqu'au moment où l'Etat s'attribue le monopole d'un produit ou d'un service, pèse quelquefois assez sérieusement dans la balance (4) ;

les mesures de protection nécessaires pour éviter les fraudes et les contraventions sont souvent vexatoires ; la libre concurrence et la liberté du commerce se trouvent étranglées ;

L'Etat, ayant des attributions d'ordre collectif, fournit généralement des salaires plus élevés en exigeant moins de travail, s'il s'agit en qualité d'industriel ; enfin, la gestion des monopoles fiscaux est malaisément compatible avec les règles de la comptabilité publique » (5).

Ce dernier inconvénient se trouve définitivement écarté par la transformation de la R.M.S. en C.A.M. qui a adopté un système de comptabilité commerciale et mécanisée, dont il sera question plus tard.

Chez nous les défenseurs du régime de la libre concurrence se sont inspirés de thèses d'école, surtout des idées de l'école classique. Malgré la répugnance de l'opinion publique contre les monopoles, ce furent les théories qui durent céder aux circonstances économiques en 1864, en 1872, en 1879.

C'est presque une utopie de penser pouvoir ar-

(4) En 1879, la question ne se posa pas chez nous, puisqu'il s'agissait en l'espèce de la résiliation d'un contrat de concession et non pas d'un rachat.

(5) Edgard Allix, *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française* », livre V, chapitre XXXVI (impôts sur les consommations).

river à une organisation sociale tellement perfectionnée qu'on puisse se dispenser de l'impôt ; sous forme de monopoles fiscaux ou d'impôts proprement dits, la contribution des citoyens aux charges de l'Etat est une nécessité indiscutable. Il importe pourtant de bien faire le choix de la matière imposable s'il s'agit de monopoles ; il faut en éviter autant que possible les articles destinés à la satisfaction des besoins de tout premier ordre (les denrées alimentaires par exemple). Quant au tabac, des économistes comme Paul-Leroy Beaulieu, l'apprécient comme la meilleure matière imposable, puisqu'il n'est pas un article d'alimentation ou de première nécessité qui enchérisse le coût de la vie.

De plus, il ne frappe que chacun proportionnellement à sa fortune, de sorte que les plus aisés fument les qualités les meilleures par rapport aux plus pauvres qui fument les qualités les plus inférieures.

Le tabac rapporte donc un gros bénéfice à l'Etat sans produire des vexations aux contribuables, puisque personne n'est obligé à fumer.

Avant de poursuivre la rentabilité du monopole du tabac depuis ses origines jusqu'à l'heure actuelle, il convient de nous arrêter un peu sur l'organisation technique et commerciale de ce monopole.

L'organisation technique et commerciale du monopole du tabac

On prendra comme norme pour l'étude qui suivra, trois périodes : d'avant la guerre, d'après la

guerre jusqu'à la création de la C.A.M., et de la création de la C.A.M. jusqu'à l'heure actuelle.

Pour la première période, celle qui a précédé la guerre, la Régie des monopoles de l'Etat disposait de :

2 manufactures de tabac, l'une à Bucarest, l'autre à Iassy ;

1 fabrique d'allumettes à Filaret ;

24 circonscriptions pour la culture du tabac ;

10 dépôts pour la fermentation du tabac ;

1 dépôt pour les tabacs bruts ;

10 dépôts pour la vente du tabac ;

31 dépôts de vente mixtes ;

1 dépôt central d'économat (6).

Après la guerre, le nombre de ces établissements s'est augmenté comme il suit :

6 manufactures de tabac à Bucarest, Iassy Kichinau, Saint-Georges, Timissoara et Cluj ;

72 circonscriptions pour la culture du tabac ;

26 dépôts pour la fermentation du tabac ;

1 dépôt central de matériaux pour la culture et la fermentation du tabac ;

1 dépôt central de tabacs bruts en feuilles à Belvédère Bucarest ;

(6) Nous ne connaissons pas le nombre exact des dépôts spéciaux et des dépôts mixtes ; l'approvisionnement des villageois avait lieu par l'entremise de la poste, contre une commission payée par la R.M.S.

En outre, en 1908, on a créé la station et le champ d'expériences de Belvédère (Bucarest) qui a fonctionné jusqu'à la guerre en donnant des résultats extrêmement précieux en ce qui concerne l'amélioration qualitative du tabac.

1 institut expérimental pour la culture et la fermentation du tabac à Bucarest, Baneassa ;

2 pépinières d'arbres fruitiers ;

1 école inférieure d'agriculture à Armasesti ;

37 dépôts pour la vente des produits monopolisés, exclusivement le sel ;

1.676 débits spéciaux ;

4.206 débits ordinaires ;

37.812 débit ruraux.

Pour l'organisation intérieure et extérieure de la Direction Générale de la Régie des Monopoles de l'Etat, nous envoyons à ce qui a été dit aux pages 21 et 22 de l'ouvrage.

L'institut expérimental de Baneassa, Bucarest, dont il a été question plus haut, fut officiellement inauguré le 29 Juillet 1929 (7).

Par le nouveau règlement, les services centraux de la C.A.M. ont été regroupés de la façon suivante :

*A) Services dépendant directement de la
Direction Générale :*

a) le service du secrétariat et de l'emprunt ;

b) le service du personnel, de l'archive et de la registrature générale ;

c) le service de comptabilité ;

(7) Cet institut ayant à s'occuper de tous les problèmes relatifs à la culture et à la fermentation du tabac, est doué des installations les plus modernes et possède en outre un champ d'expériences d'une étendue de 10 hectares.

d) le service d'études, statistiques et publications ;

e) le service du contrôle.

B) Services dépendant de la direction technique :

a) le service de la culture et des dépôts pour la fermentation du tabac ;

b) le service pour l'exploitation des fabriques ;

c) le service pour l'exploitation des salines ;

d) le service pour les salaires, travail et assistance sociale ;

e) le service des constructions et installations.

C) Services dépendant de la direction commerciale :

a) le service des achats ;

b) le service des ventes ;

c) le service des poursuites ;

d) le service de publicité ;

e) le service contentieux ;

S'agissant de l'organisation technique extérieure de la C.A.M., nous avons déjà rappelé les 6 manufactures de tabac, en approvisionnant chacune d'elles une région. On fabrique dans ces six manufactures les produits suivants :

a) des cigarettes avec ou sans carton, de différents genres et dimensions ;

b) du tabac haché, en paquets ;

- c) des cigares ;
- d) des petits cahiers de papier à cigarettes ;
- e) des extraits de nicotine.

Il y a sept qualités de tabac standardisées, à savoir : *Macedonia*, qui est un tabac pur de Macédoine ; *Spécial*, contenant en proportions égales du tabac de Macédoine et indigène ; *Regal*, dont la composition est une mixture de tabac de Macédoine, Smyrne et différentes espèces de tabac supérieur indigène ; *Luxe*, contenant du tabac de Smyrne et du tabac supérieur indigène, 1^{re}, 2^e et 3^e qualité, contenant 100 % de tabac indigène.

Les tabacs exotiques de Havane, Brésil et Java servent pour la confection des cigares supérieurs, tandis que pour la confection des cigares ordinaires on emploie des espèces indigènes.

Pour mieux surveiller la fabrication des cigarettes de luxe, on a restreint la fabrication de celles-ci à la manufacture Belvédère, Bucarest, en réservant l'exclusivité de la fabrication des cigares aux manufactures de Cluj, Timissoara, Saint-Georges.

Le triage, l'humectation des feuilles, le coupage, l'emballage sont exécutés avec un outillage modernisé dans nos manufactures et récemment un nouveau progrès est réalisé par l'introduction des systèmes mécaniques destinés à faire le choix du tabac et le conditionnement de l'air.

Pour répondre à toutes les exigences du public consommateur, la C. A. M. a mis en vente quelques-uns de ses produits d'une teneur en nicotine moins élevée. A la suite des pourparlers menés avec la So-

ciété « Fumosan », la C. A. M. a créé une fabrique pour la dénicotinisisation du tabac selon le procédé Falk, remplissant de cette façon une lacune dans l'industrie roumaine du tabac.

Les manufactures de la C. A. M. fabriquent aujourd'hui environ 15 types différents de cigarettes sans carton, 15 types de cigarettes à bout de carton, 12 types de cigares, 8 espèces de tabac coupé, divers extraits, etc.

Les récentes installations perfectionnées de nos manufactures permettent un rendement de 4-500 000 (cinq cent mille) cigarettes dans 8 heures de travail (8).

La consommation du tabac coupé, par rapport aux produits fabriqués, se présente ainsi : tabac coupé environ 11.500.000 kilos, cigarettes environ 4.000.000 de kilos, représentant approximativement 6 milliards et demi de pièces et le reste du tabac sous forme de cigares dont on fabrique environ 40.000.000 de pièces.

Ces derniers temps, grâce aux sacrifices faits par la C. A. M., on a abouti à améliorer sensiblement la qualité de nos cigarettes, de sorte que la renommée dont elles jouissaient avant la guerre à l'étranger a été rattrapée.

En ce qui concerne les circonscriptions de culture, il n'y avait, nous l'avons vu, avant la guerre,

(8) Chaque manufacture est mise sous la direction d'un ingénieur, aidé par un sous-directeur, la plupart du temps lui aussi ingénieur, un chef-comptable et plusieurs fonctionnaires et contre-maîtres.

que 24, et comme dépôts de fermentation, seulement 10.

Pour cette période, la superficie cultivée occupait entre 8 et 12.000 hectares, avec une production annuelle entre 5 et 8.000.000 de kilos. Considérant comme point de départ de cette période l'année 1879, date de l'établissement du monopole du tabac et de son exploitation par l'Etat, le chiffre indiquant l'étendue de la superficie cultivée est de 2.250 hectares avec une production annuelle de 762.400 kilos.

Longtemps auparavant, sous le régime de la culture libre, la surface cultivée variait entre 1.500 et 4.500 hectares, avec une production de 700.000 à 2.000.000 de kilos annuellement.

Après la guerre, c'est-à-dire dans la deuxième période, l'étendue de la surface cultivée a atteint à la fin de l'année 1928, 27.702 hectares, avec une production de 15.562.267 kilos dont le prix d'achat s'élevait à 492.300.849 lei.

On cultivait à cette époque (1928) le tabac dans 41 districts dont 22 dans l'ancien Royaume avec une superficie de 12.026 hectares, 6 districts dans la Bessarabie avec une superficie de 8.895 hectares et 13 districts dans la Transylvanie avec une superficie de 6.781 hectares.

Il appert clairement que l'ancien Royaume était le plus fort producteur puisqu'il représentait, à lui seul, 43 % de l'étendue cultivée dans la grande Roumanie.

Dans la troisième période, celle qui suit la création de la C. A. M., les chiffres sus-mentionnés ont été surpassés de beaucoup ; la surface cultivée s'est

accrue en atteignant 36.402 hectares avec une production moyenne de 25.000.000 de kilos, annuellement.

Parallèlement à ces augmentations, le nombre des cultivateurs s'est augmenté lui aussi en passant de 8.019 en 1879, à 85.000 en 1932.

Du point de vue du climat et du terrain, il y a en Roumanie plusieurs régions, à savoir :

a) la région des plaines, du Danube, de la Valachie et de la Theisse en Transylvanie, aux terrains riches en substances organiques et en azote produisant des tabacs à grandes feuilles, ayant les nervures et les tissus épais. Les variétés cultivées dans cette région sont, surtout celles d'origines américaines, acclimatées et connues sous le nom de « Ialomitza » et « Satmarean ».

b) la région située au pied des collines de la Valachie, du Banat et celle du plateau transylvain aux sols argileux et sablonneux, produit des tabacs ayant la feuille grande, les tissus plus fins, les nervures minces, bons pour la fabrication des cigarettes de qualité moyenne. Les variétés de tabac plantées dans cette région sont d'origine orientale, acclimatées et connues sous le nom de « Ghimpats », « Persicean », « Samusn » et « Banat ».

c) La région des collines de la partie Nord-Ouest de la Bessarabie, du Sud-Est de la Moldavie et de Dobrodgea, produit des tabacs ayant des tissus fins, d'une couleur jaune clair, d'arôme agréable, très appréciés pour la fabrication des cigarettes de qua-

lités supérieurese. Les variétés cultivées dans cette région sont d'origine orientale, acclimatées et connues sous le nom de « Suluc », « Moldava » et « Rezina ».

d) La région des côteaux, jusqu'à 500 mètres d'altitude, comprenant les régions viticoles de l'Olténie et de Dobrodgea, aux terrains calcaires, riches en substances minérales, produit des tabacs à feuilles petites, veloutées, riches en huile et en matières résineuses, de couleur jaune-rougeâtre, à l'arôme agréable, ressemblant beaucoup aux tabacs de Macédoine.

Dans cette région, à l'aide de graines importées chaque année de Macédoine, on obtient les variétés « Yaca ».

Vu ces données, on pourrait affirmer que la Roumanie, située dans la zone des pays du Sud, possède les régions nécessaires pour toutes les catégories de tabacs demandés sur le marché.

Les opérations ayant trait à la culture, à l'entretien des plantations, à la récolte et au conditionnement des feuilles de tabac jusqu'à leur fermentation, sont effectuées par les agriculteurs.

La C. A. M. dispose, pour la directive et pour l'instruction des cultivateurs d'un service spécial, organisé comme il suit :

Dans chaque commune où se pratique la culture du tabac se trouve un agent de culture, diplômé d'une école inférieure d'agriculture, qui dirige le travail des cultivateurs. Un groupe de 12-18 communes forme une circonscription (il en existe 72),

dirigée par un ingénieur agronome, qui contrôle les agents et leur donne les instructions nécessaires.

Un groupe de 4-5 circonscriptions et de 2-3 dépôts de fermentation (il y a dans l'actuelle organisation de la C.A.M. 26 pareils dépôts) forment une région, conduite par un inspecteur ou un sous-inspecteur, organe de contrôle technique et administratif.

Les dépôts de fermentation sont dirigés par un chef, aidé par un employé, un comptable et plusieurs surveillants, un contremaître et employés de magasin et de bureau. Les circonscriptions et les dépôts de fermentation les plus importants sont dirigés par des sous-inspecteurs. Par la fermentation, le tabac est soumis à une série de transformations de nature chimique, physique et micro-biologique, qui améliorent son goût et son arôme, réduit en quelque sorte le pourcentage de nicotine et le rend enfin agréable à fumer.

Le Monopole du tabac du point de vue financier

Remontons rétrospectivement jusqu'en 1879, moment où il advient la résiliation du contrat intervenu entre l'Etat et la Régie du monopole du tabac. L'Etat ayant, obtenu par une loi datée de 1872, le monopole sur la vente et la fabrication du tabac sur toute l'étendue du territoire roumain, fut autorisé à concéder ce monopole par licitation publique pour un délai de 15 ans.

Vu les résultats de la licitation tenue au minis-

tère des finances, l'exploitation du monopole du tabac fut adjugée à deux banques : Franco-Hongroise et de Roumanie, avec lesquelles on a passé un contrat précisant les clauses de la concession.

A peine entrée dans la deuxième période (le délai de concession avait été échelonné par périodes quinquennales), la société concessionnaire demanda la résiliation du contrat en arguant comme prétexte la rétrocession des trois districts, imposée à la Roumanie, par le traité de Berlin.

En vérité, le véritable motif de son mécontentement résidait dans l'échec de ses prévisions : elle n'avait pas pu réaliser les bénéfices espérés.

Les pourparlers engagés entre D. A. Stourdza, le ministre des finances d'alors, et Robert-H. Lang, le directeur de la Régie du monopole du tabac, n'aboutirent à aucune solution. Un projet de loi présenté par le premier à la Chambre des députés, pour le maintien de la concession, la diminution de la redevance précédemment établie, et sa fixation à une somme de 8.115.000 lei annuellement en échange d'une participation de l'Etat au produit des encaissements bruts dans une proportion de 45 %, toutes les fois que ceux-ci dépasseraient le montant de 18.000.000 de lei, fut âprement combattu.

Il n'y avait, dans ces circonstances, qu'une seule issue : la résiliation du contrat de concession et la substitution de l'Etat dans les prérogatives de l'ancien exploitant. Ce fut l'objet de la loi du 28 Mars

1879. Le projet proposé par le ministre des finances à la Chambre eut, jusqu'à la fin de la concession, rapporté 10.857.954 lei.

Les Années	Les encaissements bruts	La Redevance de la Régie suivant le contrat	La Redevance de la Régie suivant le projet de loi	Déficits	Bénéfices
1879-80..	20.957.053	9.618.000	9.445.674	172.326	
1880-81..	23.665.729	9.618.000	10.664.578		1.046.578
1881-82..	24.498.704	9.618.000	11.039.417		1.421.417
1882-83..	25.515.380	9.618.000	11.496.920		1.878.920
1883-84..	27.308.617	11.540.400	12.333.877		793.477
1884-85..	27.927.345	11.540.400	12.582.305		1.041.905
1885-86..	28.086.098	11.540.400	12.623.744		1.083.344
1886-87..	29.201.604	11.540.400	13.155.724		1.615.324
1887-88..	30.388.241	11.540.400	13.689.715		2.149.315
Total..	237.548.771	96.174.000	107.031.954	172.328	11.030.280 10.857.954

tandis que l'Etat exploitant lui seul le monopole du tabac a gagné, dans un intervalle de 9 ans, la somme de 49.798.202.

Les Années	Le bénéfice net suivant le projet de loi	Le bénéfice net de la Régie de l'Etat	Différence en plus encaissée réellement par la Régie de l'Etat
1879-80	9.445.574	12.684.310	3.238.636
1880-81	10.664.578	15.732.722	5.068.144
1881-82	11.039.417	16.086.107	5.046.690
1882-83	11.496.920	16.484.303	4.989.383
1883-84	12.333.877	17.354.536	5.020.759
1884-85	12.582.305	17.741.769	5.159.464
1885-86	12.623.744	19.050.903	6.427.159
1886-87	13.155.724	20.381.867	7.226.143
1887-88	13.689.715	21.311.539	7.621.824
Total..	107.031.954	156.830.156	49.798.202

En assumant l'exploitation du monopole du tabac, l'Etat réalisa dans un quart de siècle, de

1879-1904, un bénéfice net égal à 574.435.944 lei, ce qui représente un bénéfice moyen annuel de 22.977.437 lei.

Le 7 avril 1879 les revenus brut du monopole du tabac atteignirent 20.957.052 lei, pour qu'ils s'élevassent, à peu de chose près à 38.000.000 lei, dans une période de 25 ans, ce qui représente une augmentation de 81,15 % pour la période énoncée ou bien une augmentation de 3,24 % pour chaque année.

Les revenus nets du monopole s'élevèrent de 12.684.310 lei en 1879, à 28.819.859 lei en 1904, ce qui représente une augmentation de 645.422 lei annuellement.

Deux causes ont contribué à l'accroissement des bénéfices du monopole du tabac : d'une part la diminution des frais d'exploitation, d'autre part l'augmentation de la consommation.

Pour la période envisagée les frais d'exploitation n'ont subi qu'une faible augmentation : de 8.272.742 lei en 1879, ils se sont élevés à 9.147.711 lei en 1904, tandis que la consommation annuelle s'est accrue de 2.554.595 kilos en 1879 et à 4.138.892 kilos en 1904 (9).

A la même date la consommation par tête d'habitant représentait 650 grammes et la valeur moyenne de cette consommation était de 6 lei pour chaque individu.

Tenant compte que les frais pour l'exploita-

(9) D'après les chiffres extraits de « Studiul asupra Monopolurilor în România » de Th. C. Aslan ouvrage couronné par l'Académie Roumaine avec le prix G. San Marin de 1906.

tion du monopole du tabac représentent 24,09 % du revenu brut, il appert que l'impôt payé par les fumeurs est de 75,91 % du prix de vente de chaque article, de sorte que à un paquet de tabac dont le prix est un leu, l'impôt payé par le consommateur est de 75 centimes.

Les chiffres dont l'éloquence est tellement indéniable surtout dans un ouvrage comme le mien, m'oblige d'y présenter chronologiquement la marche du monopole du tabac depuis 1904 jusqu'au moment où la C. A. M. vient de prendre naissance.

Les Années Financières	Le montant des Encaissements	Le montant des Dépenses	Le montant du Bénéfice net
(en milliers de lei)			
1904	37.967	9.148	28.819
1905	40.492	9.995	30.497
1906	43.434	9.463	33.971
1907	46.826	10.474	36.352
1908	47.890	14.015	33.875
1909	50.038	17.039	32.999
1910	51.216	15.178	36.348
1911	56.840	16.805	40.035
1912	61.090	16.946	44.144
1913	70.161	19.143	51.018
1914	75.754	21.283	54.471
1915	83.147	26.460	56.687
1916	—	—	—
1917	—	—	—
1918	—	—	—
1919	230.072	69.228	160.844
1920	596.399	274.524	321.875
1921	1.054.961	356.191	698.770
1922	1.460.275	492.105	968.170
1923 (9 mois) ..	1.649.389	529.991	1.119.398
1924	2.529.979	880.054	1.649.925
1925	3.418.648	1.156.732	2.261.916
1926	4.251.202	1.289.487	2.961.715
1927	4.651.848	1.791.473	2.860.375
1928	5.621.569	1.903.214	3.718.355

A la veille de la guerre la consommation du tabac avait atteint 6.756.870 kilos ce qui revient à 855 grammes par tête d'habitant.

Durant la grande guerre la consommation du tabac a sensiblement diminué dans le pays envahi, puisqu'il fallait d'abord pourvoir aux armées occupantes toutes les quantités nécessaires à leurs besoins et ensuite puisque la désorganisation du rouage surtout industriel de la Régie était à son comble.

La reprise de la bonne marche ne commença qu'en 1922-1923. A partir de cette année et jusqu'à la création de la C. A. M. les étendues plantées et la production en tabac accusèrent presque constamment une tendance vers la hausse. Pourtant le niveau de la consommation par tête d'habitant ne s'éloigna pas trop du chiffre de 1915 (il n'y a eu que des oscillations de dizaines de grammes autour du chiffre de 855) et la moyenne des sommes encaissées ne laissa pas d'être à la fin de la période envisagée (10) inférieure à celle de 1915, si on rapporte le leu papier à la valeur du leu-or.

Je vais présenter ci-dessous trois tableaux dont le premier aura trait au nombre de planteurs, étendues plantées et la production du tabac pour la période comprise entre 1879-1915 ; le second portera sur les mêmes questions pour la période comprise entre 1915-fin de 1928 ; le troisième sur les quantités de tabac vendues, sommes encaissées et

(10) Commencement de 1929.

consommation par tête d'habitant pour le même laps de temps (11) (1915-1928).

Tableau N° 1

Années	Nombre des plantateurs	Etendues plantées en hectares	Production en kilos	Le Prix d'achat en lei
1879....	8.019	2.250	762.400	489.400
1882....	12.748	4.820	4.277.200	2.510.606
1885....	15.177	5.610	3.416.100	1.900.158
1888....	18.102	6.140	4.398.800	2.847.430
1891....	12.690	4.376	3.119.000	1.941.400
1894....	15.762	5.567	2.248.000	1.189.453
1897....	13.578	4.408	3.435.200	1.577.175
1900....	13.003	4.569	4.002.300	2.077.129
1903....	16.961	5.758	4.504.500	2.644.638
1906....	18.650	6.247	4.523.300	3.155.172
1909....	22.152	8.250	5.487.750	3.378.503
1912....	25.101	9.241	5.985.800	4.147.250
1915....	36.513	12.780	8.350.600	6.612.700

Tableau N° 2

Années	Nombre de Plantateurs	Etendues plantées en hectares	Production en kilos	Prix d'achat en lei	Equivalent du leu-or en lei-papier
1916..	29.514	8.288	4.329.592	3.358.240	1 = 1.23
1917..	22.596	5.284	2.426.935	3.425.580	
1918..	33.511	8.688	4.861.965	11.441.064	
1919..	50.586	15.328	12.187.328	44.977.798	1 = 3.47
1920..	65.508	23.793	17.019.234	125.118.808	1 = 9.49
1921..	65.560	21.106	12.514.229	107.913.284	1 = 15.51
1922..	60.423	19.803	12.832.172	127.032.999	1 = 29.3
1923..	55.567	17.721	9.372.110	156.086.350	1 = 36.9
1924..	82.964	31.297	22.022.364	522.571.509	1 = 40
1925..	86.119	35.612	17.313.894	402.715.014	1 = 40
1926..	86.636	33.449	19.465.903	603.589.421	1 = 40
1927..	81.339	30.806	20.153.730	506.704.525	1 = 35
1928..	74.018	27.702	15.562.267	492.300.849	1 = 33

(11) D'après les chiffres présentés par M. Petre. E. Mihaescu, dans son étude : « Le tabac en Roumanie » (deuxième édition).

Tableau N° 3

Années	Quantités de tabacs vendus en Roumanie	Sommes encaissées	Nombre des habitants	Consomma- tion par tête d'ha- bitant	Equi- valent du leu-or en lei-papier
1914-1915	5.914.691	73.737.370	7.770.000	0.716	1 = 1
1922-1923	14.131.625	1.391.905.502	16.500.000	0.856	1 = 29.3
1924	14.718.203	2.529.888.815	16.976.000	0.867	1 = 40
1925	15.081.604	3.407.133.593	17.216.000	0.876	1 = 40
1926	15.651.254	4.251.205.369	17.460.000	0.896	1 = 40
1927	15.117.798	4.651.848.347	17.700.000	0.854	1 = 35
1928	15.240.560	5.473.777.392	18.000.000	0.847	1 = 33

Les chiffres présentés dans les premiers deux tableaux, rigoureusement exacts et pourtant assez contradictoires, sont explicables. Si par exemple pour l'année 1897 sur une superficie de 4.408 hectares seulement, on a obtenu 3.435.200 kilos de tabac, tandis que pour une étendue plantée de 5.567 hectares en 1894 ne correspondent que 2.248.000 kilos, cela s'explique facilement par la différence du rendement. En 1897 la production moyenne par hectare avait atteint 779 kilos tandis qu'en 1894 elle ne fut que de 404 kilos.

En ce qui concerne le prix d'achat, le montant de celui-ci varie en fonction tant de la dépréciation du lei à partir de 1916 qu'en fonction du prix par unité de poids fixé souverainement chaque année par la Commission de réception instituée à cet effet (12).

(12) Voir sur ce point les détails exposés à l'occasion de l'analyse entreprise sur « La loi pour l'administration et l'exploitation des monopoles de l'Etat ». Malgré les modifications subies par la loi précitée, cette disposition se trouve toujours en vigueur.

S'agissant du troisième tableau on peut s'apercevoir que la consommation par tête d'habitant est restée, à peu de chose près, la même qu'en 1915-1916 et que le chapitre des encaissements s'est enflé au fur et à mesure que le lei faisait sa dégringolade et que le nombre des habitants du pays s'augmentait.

Nous voilà arrivés au commencement de 1929, c'est-à-dire au moment où la R. M. S. est remplacée par la C. A. M. C'est la période, dont l'importance pour notre étude dépasse de beaucoup les périodes précédentes. Etudions-là plus minutieusement.

Dès que la C. A. M. fut créée deux questions s'imposaient à l'esprit des facteurs responsables : séparer les revenus de la C. A. M. des revenus de l'Etat, exécuter ponctuellement les clauses concernant le service de l'emprunt.

La comptabilité de l'ancienne R. M. S., quoique assez soigneusement tenue, suivant les règles de la comptabilité publique, n'entamait que la statistique des encaissements et l'ordonnancement des dépenses, le reste constituant une préoccupation exclusive du Ministère des Finances. Les sommes encaissées par les dépôts de la R. M. S. étaient versées aux administrations financières pour perdre leur individualité dans la masse des autres revenus de l'Etat, tandis que les dépenses inhérentes à la marche de ses services s'ordonnançaient de toutes sommes disponibles se trouvant dans les caisses des administrations financières, sur la base des ordonnances émises par la R. M. S. Il n'y avait donc aucune liaison entre les revenus et les dépenses.

Parmi les premières mesures susceptibles de corriger les défauts mentionnés on a décidé que toutes les sommes provenant de monopoles soient versées à la Banque Nationale de Roumanie (en abrégé B. N. R.) soit à son siège central soit à ses succursales ou à ses agences de province, à un compte unique en faveur de la C. A. M.

Pour les districts n'ayant pas des agences ou des succursales les sommes en question seront versées provisoirement aux administrations financières qui, à leur tour, vont verser ces sommes chaque semaine à la B. N. R., pour le compte de la C. A. M.

Durant une période transitoire, pour suppléer à l'absence d'un contrôle du maniement de ses deniers, la C. A. M. a obligé ses unités de présenter aux administrations financières la feuille des versements effectués à la B. N. R. pour son compte.

De cette façon les encaissements sont versés directement à la B. N. R. d'une part, les administrations financières sont cointéressées au contrôle du maniement des fonds appartenant à la C. A. M., d'autre part. Les opérations des services extérieurs (dépôts et établissements industriels) suivant la comptabilité tenue par la R. M. S., étaient centralisées à peine une fois par mois, de sorte que les mouvements des fonds s'éloignaient notablement des opérations comptables tendant à leur évidence.

Jusqu'à la mise en œuvre d'une comptabilité commerciale expéditive afin de poursuivre au jour le jour les opérations des unités extérieures, on a introduit un journal de caisse à tous les services et établissements de la C. A. M., journal ayant 3 copies,

une pour l'Administration financière qui doit être livrée à celle-ci en même temps que la feuille du versement journalier effectué à la B. N. R., une pour la comptabilité centrale de la C. A. M. et la troisième destinée au service même. Dans ce journal sont enregistrées toutes les entrées et les sorties journalières.

Le service de la comptabilité institué par la C. A. M. à côté du service de la comptabilité de l'ancienne R. M. S., contrôle journallement les feuilles de ces journaux de caisse par rapport aux dates obtenues de la B. N. R. Il s'agit en l'espèce d'enregistrer chaque jour 2.500, 3.000 postes, répartis en 8.000, 10.000 comptes différents, pour obtenir une balance de vérification journalière qui donne à la C. A. M. la possibilité de poursuivre pour la première fois dans l'exploitation des monopoles la rentabilité de chaque établissement, du coût de production et même de l'organisation commerciale de la distribution des produits. Nous réservons un chapitre final pour l'étude de la comptabilité mécanique nouvellement mise en œuvre par la C. A. M.

Sauf le compte d'encaissement ouvert à la B. N. R., la C. A. M. possède un compte spécial pour le service des obligations privilégiées « 1929 » où sont dirigés, conformément au contrat de l'emprunt, tous les versements mis à la charge de cette institution.

Une autre lacune de l'ancienne comptabilité de la R. M. S. consistait dans le système dit « des paiements de portefeuille ». L'argent nécessaire au fonctionnement des divers services de la R. M. S., au lieu qu'il soit procuré sur la base de l'engagement et de

l'ordonnancement des dépenses, l'était par l'intermédiaire des actes justificatifs, livrés aux administrations financières en échange des sommes équivalentes en deniers comptants.

Personne n'eut pu savoir les prélèvements opérés chaque jour des encaissements de l'Etat puisque les enregistrements afférents subissaient des retards de quelques mois dans les meilleurs cas.

Une innovation s'imposait à tout prix. On a eu recours au système des accreditifs. Tous les services de la C. A. M. doivent, dans les premiers dix jours du mois, communiquer à la Direction générale les dépenses strictement obligatoires comme : salaires, frais de transport, d'entretien, d'approvisionnement, etc, qui se répètent à chaque intervalle de 30 jours.

Sur la base de ces prévisions, la direction générale de la C. A. M. approuve à chaque unité extérieure avant l'expiration du mois un accreditif à la B. N. R. dont le montant est égal à la totalité des dépenses prévues, vérifiées et admises par elle.

Les prélèvements des sommes inscrites dans les accreditifs se font au fur et à mesure des besoins avec la signature du chef de service et de l'administrateur financier pour les unités extérieures, tandis que pour les établissements et les dépôts de Bucarest on a recouru à la méthode des chèques signés personnellement par le Directeur général de la C. A. M.

Le surplus net des encaissements mensuels, après avoir rempli les obligations vis-à-vis du service de l'emprunt et satisfait toutes les dépenses d'exploitation, est versé pour le compte de la redevance annuelle, en faveur de l'Etat. Après le paiement du

premier coupon de l'emprunt de stabilisation, une section pour le contrôle des amortissements et des coupons fut instituée auprès de la comptabilité centrale de la C. A. M.

Je me suis, autant que possible, ingénié à faire compréhensible la transition de la R. M. S. à la C. A. M. Il est bien certain que les changements subis par l'ancienne organisation de la R. M. S. comme suite de la transformation de son régime juridique, ont traversé plusieurs étapes. Pour l'instant, je me suis contenté d'esquisser les travaux de transition de l'ancien système de comptabilité publique au système nouvellement adopté par la C. A. M. (comptabilité mécanique) et même dans cette direction je n'ai fait que débrouiller les méandres. Maintenant je tâcherai de présenter les résultats financiers de l'exploitation du monopole du tabac par la C. A. M.

Pour cela il faut distinguer pour l'année 1929 deux périodes : du 1^{er} janvier au 7 février 1929 et du 8 février 1929 au 31 décembre 1929. (A partir du 8 février 1929 nos recherches seront exclusivement acheminées vers la C. A. M. puisque le 7 février 1929 intervient sa loi créatrice).

Lors de la création de la C. A. M., la R. M. S. avait déjà un budget inclus dans celui du Ministère des Finances et voté par le Parlement. Le chapitre «revenus» de ce budget présentait un total de 8.279.000.000 lei.

Il fallait naturellement, étant données les nouvelles circonstances, déduire de cette somme les revenus concernant les Imprimeries de l'Etat, la

fabrique de timbres, la Caisse de secours et le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac dont le montant s'élevait à 299.000.000 lei. Donc les revenus nets inscrits dans le budget de 1929 comptaient 7.980.000.000 lei.

Le conseil d'administration de la C. A. M., parmi les premiers problèmes qui se posa fut celui de séparer, pour l'exercice de l'année 1929, la gestion des deux institutions qui s'étaient succédées l'une l'autre.

On a eu recours, de prime abord, à l'établissement d'un inventaire, évalué le 8 février 1929 à 4.625.611.270. lei à savoir :

1) Actions et numéraire dans les dépôts de la B. N. R.	155.487.058 lei
2) Tabac et matières premières, produits fabriqués et semi-fabriqués, créances à recevoir	2.339.041.546 »
3) Terrains, bâtiments industriels et maisons d'habitation, machines de production et force motrice, installations mécaniques, mobilier d'atelier et bureaux, véhicules, etc.	2.131.082.666 »
Total.....	4.625.611.270 lei

Durant toute la concession, l'Etat roumain figurera dans le budget de la C. A. M. comme créancier pour cette somme. De même en ce qui concerne le prix de la concession fixé par la loi à 300.000.000 dollars-or de l'Amérique du Nord ou, dans la monnaie nationale au cours de la stabilisation, à 50.155.500.000 lei.

Malgré la volonté du conseil d'administration de la C. A. M. de réaliser les prévisions du budget

de 1929, cela ne fut pas possible, puisque celui-ci fut liquidé, pour l'exercice en question, avec un déficit de 730.000.000 lei aux revenus et 180 millions lei économies au chapitre «dépenses».

Le déficit par rapport au budget préalablement établi provient de l'évaluation exagérée des revenus. On a tenu compte surtout de l'augmentation de la superficie cultivée, qui atteignait en 1929, 32.075 hectares avec une production de 26.000.000 kilos à peu près.

Les encaissements réalisés en 1929 furent de 6.909.960.124 lei dont 682.404.650 lei par la R. M. S. dans l'intervalle du 1^{er} janvier-7 février 1929, et 6.227.555.474 lei par la C. A. M. depuis le 8 février jusqu'au 31 décembre 1929.

Le budget des dépenses de la R. M. S. pour 1929, assumé par la C. A. M. le 8 février 1929 présentait un total de 2.957.495.438 lei.

Il convient de déduire de cette somme les crédits alloués pour les Imprimeries de l'Etat et la fabrique de timbres qui on fait retour au Ministère des Finances et les crédits pour les derniers six mois concernant le monopole des allumettes, concessionné le 1^{er} juillet 1929 à la Svenska Tändsticks Aktiebolaget (société suédoise) donnant un total de 260.264.881 lei. Il reste pour l'exploitation des monopoles 2.697.230.557 lei.

En réalité les dépenses pour l'année 1929 ont atteint la somme de 2.787.494.065 lei puisque on a eu recours tant aux crédits budgétaires alloués à cet

effet qu'au «fonds d'exploitation» (13). Cette somme se répartit comme il suit : 371.820.223 lei dépensés effectués par la R. M. S. du 1^{er} janvier au 7 février 1929 et 2.415.673.842 lei dépenses effectuées par la C. A. M. du 8 février 1929 jusqu'à 1^{er} juin de l'année.

Limitons pour l'instant nos observations sur le tabac seulement.

Pour l'année 1929 la gestion du monopole du tabac s'est présentée de la façon suivante :

Encaissements = 5.672.066.219 lei ; Dépenses = 2.222.666.913 ; Excédents = 3.449.399.306 lei. Maintenant si on compare les encaissements de 1929 par rapport aux prévisions budgétaires pour le même article, on obtient les chiffres suivants :

Réalisations en 1928 : 5.473.778.412 lei ; Prévisions pour 1929 : 6.283.000.000 lei ; Evaluations en plus : 809.221.588 lei ; Réalisations pour 1929 : du 1^{er} janvier au 7 février 1929 : 527.485.952 lei ; du 8 février au 31 décembre 1929 : 5.107.207.306 lei ; Total : 5.634.693.258 lei ; Différence par rapport aux prévisions de 1929 : 648.306.742 lei.

Maintenant, si on voulait savoir l'excédent budgétaire pour tous les monopoles en 1929, on obtiendrait les chiffres suivants : dépenses effectives pour

(13) Pour faire ses dépenses la R.M.S. disposait de deux moyens : 1^o de crédits budgétaires annuels nécessaires au paiement du personnel et pour l'achat du matériel ; 2^o d'un fonds d'exploitation nécessaire aux approvisionnements des tabacs et matières premières. Il n'y avait pas dans ce fonds d'exploitation un capital proprement dit, parce que toutes les dépenses y effectuées étaient payées des encaissements des monopoles et restituées pour la réintégration des revenus, de crédits budgétaires, au fur et à mesure de la distribution des tabacs et de la mise en fabrication des matières premières.

1929 : 2.787.494.065 lei ; encaissements réalisés en
1929 : 6.909.960.124 lei ; excédent budgétaire pour
1929 : 4.122.466.059 lei.

De cet excédent 310.584.427 lei ont été encaissés par l'Etat sous l'administration de la R.M.S. depuis le 1^{er} janv. au 7 fév. 1929 et 3.811.881.632 lei par la B. N. R. pour le compte de la C. A. M. jusqu'à la fin de l'année. En ajoutant à cet excédent la redevance versée par la « Société Roumaine des Allumettes » pour le deuxième semestre, l'excédent total pour 1929 s'élève à un total de : 4.373.243.559 lei.

C'est le plus grand excédent qu'on ait jamais obtenu depuis la création des monopoles.

Les dépenses pour l'exploitation du monopole du tabac ont atteint en 1929, 39 %.

Puisque le monopole du tabac est le plus important de tous, je saisisrai l'occasion d'y présenter les quelques bilans cristallisant les résultats de l'exploitation des monopoles par la C. A. M. depuis sa création jusqu'à la fin de 1932. Cela nous dispensera d'entamer de nouveau la même question lorsque les autres monopoles seront étudiés.

Ci-après va suivre le bilan et le compte de profits et pertes pour la première année d'existence de la C. A. M.

(14) Donc ce fonds n'a jamais été autre chose qu'un expédient comptable pour l'établissement et la régularisation de la trésorerie de la R.M.S. vis-à-vis de l'Etat. Pour cette raison, la C.A.M. a aboli le fonds d'exploitation comme opération de trésorerie, mais elle n'en a pas moins conservé celui-ci comme forme de liquidation du budget de 1929 en utilisant à cet effet les normes exigées par la Comptabilité Publique pour l'exécution du budget de l'Etat.

ACTIF

I. Disponibilités :

Numéraire et créances non-décomptées :

a) La caisse de la C. A. M.....	983.429		
b) Dépôts de vente et autres unités de la C.A.M.....	187.169.960		
c) Administrations financières	38.060.971	226.214.360	

Dépôts à la B. N. R. :

a) Compte values étrangères	2.989.749		
b) Compte values, spécial	404.789.875		
c) Compte B (paiements pour l'exploitation des monopoles)	112.226.012	520.005.636	

Banques étrangères :

Comptes ordinaires		289.258	745.509.254
--------------------------	--	---------	-------------

II. Valeurs réalisables :

1) Tabacs bruts étrangers et indigènes.....	1.183.334.489		
2) Matières premières et diverses.....	301.422.417		
3) Semi fabriques et fabriques (Marchandises).....	454.468.697	1.939.225.603	
4) Avances pour le compte des tabacs et matières premières	273.424.690		
5) Avances en acréditifs pour le paiement des tabacs, la récolte de 1929.....	160.079.145	433.503.835	
6) Le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac....		11.000.000	
7) Société « Chibriturile » :			
a) Redevance à encaisser de la vente des allumettes pour le deuxième semestre 1929.....	92.758.976		
b) La différence jusqu'au minimum obligatoire pour 6 mois de 1929 (conv. 7-11-1929).....	113.506.762	206.265.738	
8) Actions à la première société roumaine d'explosifs.....		3.000.000	
9) La première société roumaine d'explosifs, dividendes pour 1929, à encaisser		540.000	
10) Le ministère des finances :			
Païement pour le compte de la redevance :			
a) sur les monopoles.....	2.479.122.487		
b) sur les allumettes.....	44.511.762	2.523.634.249	5.117.169.425

III. Immobilisations :

1) Terrains de culture et terrains vagues, bâtiments divers	1.625.838.192		
2) Machines de production, force motrice, installations....	455.276.720		
3) Mobilier du bureau et d'atelier, véhicules, etc.....	135.966.833		
4) Objets remis à la société « Chibriturile » avec l'obligation d'être restitués en nature.....	5.477.587	2.222.559.332	2.222.559.332

IV. Concessions :

Le droit d'exploiter les monopoles de l'Etat conformément à la loi du 7 février 1929, évalué à 300.000.000 de dollars

50.155.500.000

50.155.500.000

58.241.738.011

V. Comptes d'ordre :

1) Dépôts de vente, marchandises en dépôt.....	93.900.956		
2) Dépôts provisoires	3.856.774		
3) Garanties (fournisseurs et gestionnaires).....	23.964.495		
		121.722.225	

Président, (ss) D. GUSTI.

Directeur Général, (ss) STANESCO.

ONOPOLIS DU ROYAUME DE ROUMANIE

(80 bis)

CEMBRE 1929

PASSIF

I. Exigibilités :

1) Créances à paier pour :			
a) Tabacs et matières premières.....	68.924.557		
b) Frais d'exploitation	73.709.817	142.634.374	
2) Créances acquittées, de ventes non-décomptées.....		148.734.527	
3) Divers créditeurs		17.228.565	308.597.466

II. Amortissements :

1) Aux bâtiments industriels et aux habitations	39.392.569		
2) Machines et installations mécaniques.....	38.001.247		
3) Au mobilier, véhicules et ustensiles.....	20.315.534	97.709.350	
4) Réserve d'inventaire		150.000.000	247.709.350

III. Etat :

La contre-valeur de l'inventaire prélevé par la C.A.M. le 7-11-1929		4.625.611.270	4.625.611.270
---	--	---------------	---------------

IV. La contre-valeur de la Concession :

Les engagements de l'Etat représentant :

1) La première tranche d'obligations 7% 1929, pour l'emprunt de stabilisation et développement 1929 en :			
Dollars	69.000.000	69.000.000	
Francs français	561.638.000	22.000.000	
Livres sterling	2.000.000	9.000.000	

Dollars..... 100.740.758 16.841.782.935

dont :

a) obligations en circulation au 31 décembre 1929	16.666.562.109
b) obligations amorties le 31 décemb. 1929	175.220.826

Total..... 16.841.782.935

2) Le reste de 199.259.242 dollars-or dus à l'Etat par l'émission des obligations additionnelles.....	33.313.717.065	50.155.500.000	50.155.500.000
---	----------------	----------------	----------------

Le bénéfice net :

fonds statutaires :

a) La réserve extraordinaire.....	100.000.000		
b) Le fonds de roulement.....	100.000.000	200.000.000	
c) La redevance due à l'Etat.....	2.704.319.925	2.704.319.925	2.904.319.925
			58.241.738.011

V. Comptes d'ordre :

1) Société « Chibriturile » marchandises en consignation..	93.900.956
2) Deponents de dépôts provisoires.....	3.856.774
3) Deponents de garanties	23.964.495
	121.722.225

DEBIT

I. Dépenses non imputables à l'exploitation :

- 1) Dépenses de matériel et de personnel pour l'Administration Centrale
- 2) Dépenses générales, aides, subventions, et entretiens....

59.970.864

37.242.181

97.213.045

II. Pertes :

- Différence de prix par rapport à l'inventaire de matériaux remis à la société Chibriturile.....

16.566.487

III. Les obligations de l'emprunt de stabilisation, 1^{re} Tranche :

- 1) Obligations 7 % 1929 retirées de circulation en 1929....
- 2) Le coupon d'obligation 7 % 1929 acquitté.....
- 3) Frais d'émission et administration de l'emprunt en plus le timbre fiscal français.....

175.220.826

1.181.169.348

33.349.769

1.389.739.943

IV. 1) Amortissements :

- a) Bâtiments
- b) Machines et installations
- c) Mobilier, etc.

39.392.569

38.001.247

20.315.534

97.709.350

- 2) Réserve d'inventaire

150.000.000

247.709.350

Total.....

1.751.218.825

V. Le bénéfice net réparti conformément à la loi du 7 février 1929, comme il suit :

- a) Fonds statutaires :

- 1) Fonds extraordinaires pour investissement.....
- 2) Fonds de roulement.....

100.000.000

100.000.000

200.000.000

La redevance de l'Etat.....

2.704.319.925

2.904.319.925

Total.....

4.655.538.750

Président, (ss) D. GUSTI.

Directeur Général (ss) STANESCO

LA REDEVANCE

Paiements opérés au cours de l'année pour le compte de la redevance :

- sur les monopoles
- sur les allumettes

2.350.435.495

44.511.762

2.394.947.257

A décompter : les sommes encaissées des revenus de la C.A.M. par l'Etat, du 7 février au 31 mars 1929.....

98.278.762

A décompter : les paiements effectués par la C. A. M pour l'Etat depuis le 7 février-31 mars 1929.....

55.782.900

154.061.662

Solde : reste à paier de la redevance :

- Débiteur
- Créditeur

206.265.738

25.580.062

180.685.676

Total.....

2.729.694.595

ITS ET PERTES

(80 ter)

EMBRE 1929

CREDIT

I. <i>Le bénéfice de l'Exploitation des monopoles</i>		3.994.432.877
II. <i>Encaissements divers :</i>		
1) Intérêts et commissions encaissés.....	255.274.144	
2) Dividendes actions P.S.R. d'explosifs.....	540.000	
3) Matériaux et produits abriqués remis à la Société « Chi- biturile » (Conv. 7 évrier 1929).....	70.507.442	
4) Extraordinaires, restitutions, amendes, locations, fabri- ques d'allumettes	84.006.787	
5) La redevance de la vente des allumettes pour le deuxième semestre (Conv. 7 février 1929).....	250.777.500	661.105.873
Total.....		4.655.538.750

DE L'ETAT

La redevance due pour 1929 :		
sur les monopoles	2.453.542.425	
sur les allumettes.....	250.777.500	2.704.319.925
A décompter : les sommes encaissées de revenus de l'Etat par par la C.A.M. depuis 7 février-31 mars 1929.....	9.853.831	
A décompter : paiements effectués par l'Etat pour la C.A.M. du 7 février-31 mars 1929.....	15.520.839	25.374.670
Total.....		2.729.694.595

*Analyse du bilan de la C. A. M. arrêté
le 31 décembre 1929*

Le bilan de la C. A. M., le 31 décembre 1929, présente un actif net de 57.685.431.195 lei par rapport au capital prélevé le 8 février 1929 s'élevant à 54.781.111.270 lei. Il en résulte un bénéfice net de 2.904.319.925 lei.

A. — ACTIF

1) Disponibilités, valeurs réalisables amortissements	Lei	8.086.238.011
2) Concessions : le droit d'exploiter les monopoles, évalué à 300.000.000 de dollars-or de l'Amérique du Nord.	Lei	50.155.500.000
Total actif	Lei	58.241.738.011

B. — PASSIF

1) Exigibilités	Lei	308.597.466
2) Amortissements et réserve d'inventaire	Lei	247.709.350
		556.306.816
Actif net	Lei	57.685.431.195

Par rapport à la situation du 8 Février 1929 qui fut la suivante :

1) L'inventaire de la R.M.S. prélevé par la C.A.M.	4.625.611.270
2) La contre-valeur du droit d'exploiter les monopoles en échange de laquelle la C.A.M. s'est obligée d'émettre les obligations pour les emprunts de l'Etat jusqu'à la concurrence de 300 millions de dollars-or.	Lei 50.155.500.000
	54.781.111.270

Il résulte une augmentation d'actif ou un bénéfice net de Lei 2.904.319.925

Ayant en vue les comptes de « profits et pertes » on a marqué à passif la somme de 247.709.350, dont 150.000.000 lei comme réserve d'inventaire et 97.709.350 lei, destinés à l'amortissement des investitions, maintenues à l'actif à leur valeur initiale.

*Bref examen du Compte de Profits et Pertes
de la C. A. M. pour 1929*

1) Le bénéfice brut et dépenses non imputables à l'exploitation :

De l'exploitation des monopoles, sous l'administration de la C.A.M. (8 Février-31 Décembre 1929) on a réalisé un bénéfice brut de Lei 3.994 432.877

Le produit de la vente.... Lei 6.153.548.687

moins les dépenses d'exploitation afférentes à celle-ci (le prix de revient des produits fabriqués) Lei 2.159.115.810

En ajoutant à ce bénéfice les divers encaissements et la redevance de « Stab »..... Lei 661.105.873

Il résulte un bénéfice total pour 1929 de.. Lei 4.655.538.750

De cette somme, il convient de déduire :

a) Dépenses non imputables à l'exploitation Lei 97.213.045

b) La perte résultant des différences de prix aux matières premières et aux produits fabriqués livrés à la « Société Chibriturile » Lei 16.556.487

c) Amortissements et réserves d'inventaire Lei 247.709.350

d) Le service de l'emprunt. Lei 1.389.739.943 1.751.218.825

Il reste un bénéfice net de..... Lei 2.904.319.925

La répartition du bénéfice net

Le bénéfice net de 2.904.319.925 lei, conformément à la loi du 7 février 1929, fut réparti comme il suit :

Lei	100.000.000	pour le fonds de roulement de la « Caisse ».
Lei	100.000.000	pour le fonds extraordinaire.
Lei	2.704.319.925	redevance due à l'Etat.
Lei	2.904.319.925	total.

L'excédent résultant du compte de « Profits et Pertes » par rapport à l'excédent résultant de l'exécution du budget

L'excédent indiqué par le compte de « Profits et Pertes » s'élève à la somme de..... Lei 4.294.059.868 réparti ainsi :

- a) Bénéfice net Lei 2.904.319.925
- b) Le service de l'emprunt.. 1.389.739.943

Total	Lei	4.294.059.868
-------------	-----	---------------

On ajoute la différence entre les encaissements et les paiements effectués par la R.M.S. entre le 1^{er} Janvier et le 7 Février 1929..... Lei 310.584.427

Excédent résultant du compte de « Profits et Pertes »	Lei	4.604.644.295
---	-----	---------------

Excédent de l'exécution du budget.....	Lei	4.372.466.059
--	-----	---------------

Dépassement par rapport à l'excédent budgétaire	Lei	232.178.236
---	-----	-------------

provenant des encaissements de la C.A.M. (intérêts, dividendes, etc).

La liquidation de la Redevance

La redevance due à l'Etat en 1929, conformément au résultat final du compte de « Profits et Pertes » fut fixée à : 2.704.319.925 lei, répartis comme il suit :

2.453.542.425 lei, à l'exploitation des monopoles ;
 250.777.500 lei de la vente des allumettes pour le deuxième
 semestre de 1929.

2.704.319.925 lei total.

Ces sommes ont été liquidées de la façon
 suivante :

Somme due à l'Etat à titre de redevance de 8.11 -31/XII/929	Lei	2.453.542.425
Jusqu'au mois de Décembre on a payé la somme de	Lei	2.350.435.495
Le décompte entre la C.A.M. et le Ministère des Finances :		
a) Solde en faveur de la C.A.M...	154.061.662	
b) Solde en faveur de l'Etat..	Lei 25.374.670	128.686.992
	Lei	2.479.122.487
Somme en plus payée à l'Etat et qui sera dé- comptée de la redevance de 1930.....	Lei	25.580.062
	Lei	2.453.542.425
Somme due à l'Etat comme redevance de la vente des allumettes	Lei	250.777.500
En ajoutant la somme précédente.....	Lei	2.453.542.425
On obtient la redevance due à l'Etat en 1929, selon le résultat final du compte de « Profits et Pertes »		
	Lei	2.704.319.925

La somme de 250.777.500 lei représentant la re-
 devance de la vente des allumettes fut liquidée de
 la manière suivante : Lei 44.511.762 redevance payée
 par la Société « Chibriturilé » pour le deuxième se-
 mestre ; le reste, conformément à la convention fut
 liquidé ainsi :

Lei 80.000.000 au mois de janvier 1930.
 Lei 12.758.976 au mois de Février 1930.
 Lei 113.506.762 au mois de Septembre 1930.

Les résultats de l'exploitation du monopole du tabac par la C. A. M. en 1930, accusèrent un progrès indéniable. La superficie cultivée dans cette année s'éleva à 34.401 hectares et le nombre des cultivateurs à 85.762. Pourtant la récolte totale ne put atteindre le chiffre de l'exercice précédent : 24.500.000 kilos en 1930 par rapport à 25.997.913 kilos en 1929.

Les tabacs de la récolte de 1929 ayant subi la manipulation définitive à peine au 31 décembre, ont enregistré une diminution de 15%, de sorte qu'il n'est resté après la fermentation qu'une quantité nette de 22.097.913 kilos.

Les six manufactures de tabac ont employé en 1930 pour les besoins de la consommation intérieure 11.306.331 kilos de tabacs indigènes et 55.185 kilos de tabacs étrangers supérieurs, payés par la C. A. M. avec 25.850.183 lei.

Quand aux tabacs exportés ils se sont montés en 1930 à un chiffre total de 709.110 kilos, représentant une valeur de 47.839.792 lei.

Les produits fabriqués par nos six manufactures du tabac indigène, destinés à satisfaire la consommation intérieure, représentent selon le prix du tarif, une valeur de 5.330.069.451 lei.

Mais la quantité des tabacs vendus en 1930 est sensiblement inférieure à celle de 1929 : 12.362.518 kilos de tabac (haché, pour la pipe, cigarettes et cigares) en 1930 par rapport à 13.795.828 kilos en 1929 soit une différence en moins de 1.433.310 kilos ou en pourcentage 10,38 %.

A partir de 1930, conformément à l'article 10 des statuts, le conseil d'administration de la C. A. M.

fut à même d'établir le budget des dépenses et des recettes de cette institution, sans qu'il ait, comme l'année précédente, l'obligation de continuer un budget qui avait été déjà dressé par le Ministre des Finances pour la R. M. S.

Le budget de prévisions de la C. A. M. pour 1930 comparativement à celui de 1929 accuse aux recettes un excédent d'environ 759 millions lei, aux lei (3.049.732.000 lei de dépenses effectives en 1930), par rapport à 2.675.098.461 lei de dépenses effectives en 1929.

Maintenant si on apprécie les réalisations pour la même année, on constate que les recettes ont été de 396.366.691 lei inférieures aux prévisions, cela comme suite du marasme économique existant dans le pays.

Quand aux dépenses, tenant compte que la crise empirait de plus en plus la marche générale des affaires, en influençant manifestement la vente des produits monopolisés, le Conseil d'Administration de la C. A. M. comprima toutes les dépenses afin d'éviter un déficit budgétaire.

Grâce à cette mesure on a réussi non seulement à couvrir le déficit provenant des rentrées, mais encore à réaliser un excédent d'environ 90 millions par rapport aux prévisions budgétaires.

(A proprement parler les recettes en 1930 n'accusent qu'une augmentation de 24.000.000 lei par rapport à 1929 tandis que les dépenses sont inférieures de 110.000 lei par rapport à 1929).

L'excédent fourni par l'exercice 1930 est de

7.033.365.309 lei, recettes réalisées, dont en déduisant les dépenses effectives en somme de 2.564.811.596 = 4.468.553.713 lei (15).

Le bilan de la C. A. M. pour 1930 se solde à l'actif et au passif par 58.430.913.486 lei et le compte des profits et pertes, joint au bilan accuse un solde créditeur de 3.001.335.875 lei, ce qui représente le bénéfice net de la Caisse en 1930.

Conformément aux stipulations du contrat intervenu entre l'Etat et la C.A.M., celle-ci doit, après avoir rempli toutes les obligations découlant du contrat d'emprunt et couvert tous les frais d'exploitation et d'administration des monopoles, verser le reste à l'Etat à titre de redevance. C'est ainsi qu'elle a versé à la B. N. R. au compte général de trésorerie de l'Etat 2.991.765.996 lei, les 9.569.879 lei restants, représentant la différence entre la somme ci-dessus et le bénéfice net, seront réglés ultérieurement, par voie de compensation, avec le Ministère des Finances, sur les sommes dues par celui-ci à titre de commission à la C.A.M. pour les timbres fiscaux vendus par ses dépôts.

Nous présentons ci-dessous le bilan de la C.A. M., arrêté au 31 décembre 1930 et le compte des profits et pertes clôturé à la même date.

(15) Cet excédent dépasse même celui de 1929, dont le montant, de 4.373.243.559 lei fut considéré comme un record.

ACTIF

Concessions. — Droit régalien d'exploitation des monopoles de l'Etat, concédé et transféré par la loi du 7 février 1929, évalué par la loi à 300.000.000 de dollars-or des Etats-Unis de l'Amérique

50.155.500.000

Immobilisations :

Terrains de culture et terrains vagues
Bâtiments
Edifices industriels
Machines et installations techniques
Véhicules à traction mécanique
Véhicules à traction animale
Mobilier de bureau
Mobilier d'atelier
Divers
Objets remis à la Société Chibriturile avec obligation pour celle-ci de les rendre en nature.....

421.941.516

307.396.333

920.129.460

1.649.467.309

455.276.720

5.312.473

6.949.833

42.764.678

62.256.207

18.683.642

135.966.833

5.477.587

2.246.188.449

Valeurs réalisables :

Tabacs bruts, indigènes et étrangers.....
Matériel de consommation
Produits semi-fabriqués et produits finis.....
Redevance due par la soc. Chibriturile sur le 4^e trimest. 1930
Débiteurs divers
Ministère des finances, compte redevance, sur les monopoles sur les allumettes

1.279.533.477

593.887.494

404.885.623

2.278.306.594

150.421.155

58.356.422

2.341.252.671

609.752.029

2.951.004.700

5.438.088.871

Disponibilités :

Numéraires aux unités de la C.A.M.....
Dépôts à la B.N.R. : a) Compte de trésorerie 27.....
b) Compte spécial de l'Emprunt de Stabilisation, 1^{er} versement, 5^e semestre
c) Réserve Emprunt de Stabilisation égale à 3 versements mensuels, conformément au contrat.....
Banques étrangères, comptes courants ordinaires.....
Actions de la première soc. d'Explosifs, propriété de la C.A.M.

91.346.746

113.485.283

338.968.029

43.061.522

543.800.058

1.274.586

300.000

591.136.166

58.430.913.486

Comptes d'ordres :

1) Dépôt de vente (produits en dépôts).....
2) Dépôts provisoires
3) Garanties (fournisseurs et gestionnaires)

820.000

12.415.743

56.000.000

69.235.783

Capital :

Contre-valeur du droit régalien d'exploitation des monopoles de l'Etat représentant :

1 La première tranche émise en obligations 7 % 1929, emprunt de stabilisation 1929, en

Dollars	69.000.000	69.000.000
Francs français	561.638.000	22.007.758
Livres sterling	2.000.000	9.733.000

100.740.758

a) Obligations en circulation au 31-12-1930 16.483.444.005
dont :

b) Obligations amorties jusqu'au 31-12-1930 358.338.930 16.841.782.935

16.841.782.935

Reste de 199.259.242 dollars-or payables à l'Etat pour compléter le prix de la concession et qui sera persé sur le produit de l'émission d'obligations additionnelles 33.313.717.065 50.155.500.000

Contre-valeur de linventaire pris de la R.M.S., conformément à la loi du 7 février 1929..... 4.625.611.270

Fonds extraordinaires :

a) Fonds d'exploitation (roulement)	100.000.000	
b) Réserve d'inventaire	150.000.000	
c) Fonds extraordinaires d'investissements	100.000.000	350.000.000

Amortissements :

a) Bâtiments et édifices industriels	79.085.138	
b) Mobilier, véhicules, outils	76.968.374	
c) Machines et installations mécaniques	40.631.068	196.684.580 55.327.795.850

Exigibilités :

Créditeurs divers	60.499.054	
Recettes probables	41.282.707	101.781.761 101.781.761
Bénéfice net		3.001.335.875
		58.430.913.486

Comptse d'ordre :

Société des allumettes, marchandises en consigne.....	820.040	
Dépôts provisoires	12.415.743	
Garanties	56.000.000	69.235.783

DEBIT

<i>Frais de production :</i>			
Salaires et primes productives :		469.740.047	
Ferment. du tabac.....	72.367.389		
Fabric. —	162.273.216		
Exploit. du sel	55.989.492	290.630.097	
Contre-valeur du tabac réceptionné de la récolte			
1929	405.307.663		
Contre-valeur du tabac réceptionné de la récolte			
1930	115.918.783	521.226.446	
Avance sur la récolte 1930.....		126.540.928	1.408.137.518
<i>Frais Généraux :</i>			
Administration centrale	242.811.885		
Service de l'emprunt.....	350.194		
Dépôt centra lde matériel et serv. auxiliaires.....	5.765.102		
Culture et récpetion du tabac.....	69.867.571		
Fermentation du tabac.....	28.319.686		
Conservation du tabac.....	12.631.498		
Fabrication du tabac.....	171.900.181		
Vente du tabac.....	87.366.306		
Exploitation et vente du sel.....	221.845.137		
Exploitation et vente des explosifs.....	2.308.185	843.165.745	
<i>Remises :</i>			
Tabac	303.538.752		
Papier à cigarettes	1.746.996		
Jeux de cartes	828.820		
Sel	6.282.733		
Explosifs	1.111.032	313.508.333	2.564.811.596
<i>Frais pour l'Emprunt de stabilisation et de développement 1929</i>			
Coupon 1930 (3° et 4° semestre).....	1.169.981.135		
Amortissement 1930 (3° et 4° semestre)	187.772.997	1.357.754.132	
Frais provenant de l'administration de l'emprunt de stabili-			
sation 1929		10.488.476	1.368.242.608
<i>Fonds de renouvellement :</i>			
a) Bâtiments	39.692.569		
b) Machines	38.967.127		
c) Mobilier	20.315.534	98.975.230	98.975.230
Bénéfice net			3.001.335.875
			7.033.365.309
<i>Ministère des Finances, compte de redevance :</i>			
Paiements effectués en compte de la redevance 1930 :			
sur les monopoles	2.341.252.671		
sur les allumettes	609.752.029	2.951.004.700	
Sommes encaissées par l'Etat sur les recettes de la C.A.M.		40.761.296	2.991.765.996

Recettes provenant de la vente de tabac.....	5.609.451.929	
Papier à cigarettes	57.981.901	
Jeux de cartes	34.382.366	
Sel	555.002.466	
Explosifs	108.276.072	6.365.094.734

Location « Stab »	20.000.000	
Recettes extraordinaires	31.000.000	
Redevance « Stab », 1930	609.752.029	661.653.542

Intérêts créditeurs	3.149.850
---------------------------	-----------

Loyers encaissés	3.476.183	7.033.365.309
------------------------	-----------	---------------

7.033.365.309

Redevances dues à l'Etat sur les monopoles.....	2.374.000.000	
sur les allumettes.....	590.000.000	2.964.000.000
Excédent de recettes dû à l'Etat.....		27.765.996
		2.991.765.996

Pour épuiser les recherches sur le monopole du tabac, il faut étendre le domaine de nos observations sur les deux dernières années : 1931 et 1932. Nous ne saurions pas entamer l'étude de ce monopole et des autres pour 1933 puisque cette année n'étant pas encore complètement écoulée, les résultats de fin d'année nous feraient défaut.

*L'exploitation du monopole du tabac du point
de vue commercial et financier (1931 et 1932)*

On a cultivé en 1931, 16.316 hectares de tabac, le nombre des planteurs pour la même période étant de 42.258. Le commencement de la réception fut fixé au 8 janvier 1932. Afin que les cultivateurs puissent accomplir leur tâche, la Direction générale de la C. A. M. leur a fait des avances en argent et matériaux pour une valeur égale à 56.962.295 lei, le remboursement de ces avances devant se faire sitôt que la réception aura lieu. Les dépôts centraux de tabacs bruts ont procuré pendant l'année 1931 à nos six manufactures 10.056.826 kilos de tabacs bruts indigènes. La C. A. M. n'en fut pas moins obligée d'avoir recours pour la fabrication des produits de luxe et ds cigares, aux tabacs étrangers. Le chiffre des importations s'éleva pour la période envisagée à 85.353 kilos de tabacs.

Les exportations n'atteignirent, pour le même intervalle, que 113.751 kilos de tabacs bruts indigènes.

La vente des produits de tabac à l'intérieur du pays, évaluée à 4.768.746.533 lei en 1931 fut sensi-

blement inférieure à celle de l'année précédente, évaluée à 5.609.451.929 lei.

Maintenant si on achemine nos observations sur les quantités, on obtient les chiffres suivants : 10.867.700 kilos de tabacs vendus en 1931 par rapport à 12.383.000 kilos de tabacs vendus en 1930.

Le 1^{er} janvier 1932 le contrat conclu entre l'ancienne Régie et la Direction Générale de P. T. T. venant à échéance il ne fut plus renouvelé. Suivant ce qui a été dit au début de cet ouvrage, la distribution des produits monopolisés aux villageois se faisait par l'entremise des offices postaux, par un personnel n'ayant pas l'éducation nécessaire à cet effet. Le défaut de moyen de transport et de dépôts propres pour la conservation des produits monopolisés couronnait les inconvénients sus-mentionnés.

Pour écarter tous ces obstacles la C. A. M. sans beaucoup d'hésitations, concéda la distribution des produits monopolisés dans la campagne à une société commerciale, dénommée «Discom».

Cette société, disposant d'un personnel instruit et de moyens de locomotion propres, assurera l'approvisionnement des débits ruraux avec les quantités de tabac nécessaires et au besoin elle étendra son champs d'activité même dans les villes.

En échange de ses services «Discom» percevra pour toute la durée de la concession fixée à 15 ans, une commission, en se soumettant, en échange, au contrôle des organes d'inspection de la C. A. M.

Le service de l'inspection n'a pas manqué de recevoir lui aussi des modifications.

En 1928 le pays avait été partagé en onze cir-

concriptions d'inspection, ayant chacune à sa tête un sous-inspecteur. Par dessus il avait à la Direction Générale de la R. M. S. , 5 inspecteurs avec délégation d'inspecter dans tout le pays.

Au cours de l'année 1931, les onze circonscriptions d'inspection ont été abolies, leurs titulaires étant mis à la disposition de l'Administration Centrale.

Désormais, le centre enverra les inspecteurs aux unités extérieures, en épargnant le temps destiné à l'échange de correspondance et à l'expédition des rapports. De cette façon, les dépenses d'inspection ont sensiblement diminué et le changement continu des routes a rendu plus efficaces les inspections.

Le budget de la C. A. M. pour 1931 se présente de la façon suivante :

Prévisions au chapitre « Recettes » pour une	
valeur égale à	Lei 7.004.225.000
répartis comme il suit :	
a) de l'exploitation des monopoles.....	Lei 6.424 000.000
b) divers revenus provenant des exploita-	
tions de la C.A.M.....	Lei , 78.700.000
c) du monopole concédé (des allumettes)	Lei 501.555.000
Total	Lei 7.004.225.000

Au chapitre «Dépenses» le budget pour 1931 de la C. A. M. englobe 2.551.440.503 lei, des recettes, jusqu'à la concurrence du montant des recettes, c'est-à-dire 4.452.814.497 lei étant l'excédant budgétaire qui conformément à la loi du 7 février 1929 doit couvrir les charges de l'emprunt de stabilisation et la redevance due à l'Etat.

L'Exécution du Budget (réalisation).

Au chapitre «recettes», la C. A. M. en exploitant les monopoles en 1931 ne réalisa que 6.155.263.329 lei, donc un déficit de 848.991.671 lei par rapport aux prévisions budgétaires.

Quand aux «dépenses» la C. A. M. , par une politique de compression rationnelle des frais d'exploitation, réalisa une économie de 755.996.291 lei, donc les dépenses pour l'année envisagée n'atteignirent que 1.795.444.212 lei (16).

Le 18 mars 1931 la C. A. M. , conformément à l'article 6 de la loi du 7 février 1929 contracta un nouvel emprunt extérieur d'une valeur égale à 1.325.000.000 francs français, amortissable en 40 ans.

Dénommé « L'emprunt de Développement de 1931 », il porte un intérêt de 7,50 %, ayant des échéances semestrielles. Le cours d'émission des obligations en fut de 86,5 % et la côte d'amortissement de 3.958.184 %.

Puisque dans le budget de 1931 on n'avait pas prévu les sommes nécessaires à la constitution de la semestrialité et de la réserve contractuelle concernant cet emprunt, la C. A. M. a prélevé ces sommes de la redevance due à l'Etat, le règlement de comp-

(16) Outre le budget des revenus et dépenses provenant de l'exploitation des monopoles, la C.A.M. dresse annuellement un budget annexe pour les revenus et les dépenses de ses caisses spéciales à savoir : a) le fonds pour l'amélioration de la culture du tabac et pour l'assurance des cultivateurs, et b) la Caisse Générale de subventions et pensions des ouvriers travaillant dans les établissements de la C.A.M.

tes devant avoir lieu ultérieurement entre celui-ci et la C. A. M.

Ci-après va suivre le bilan et le compte de profits et pertes pour l'année 1931.

ACTIF

Concessions. — Droit régalien d'exploitation des monopoles de l'Etat, concédé et transféré par la loi du 7 février 1929, évalué par la loi à 300.000.000 de dollars-or des Etats-Unis de l'Amérique

50.155.500.000

Immobilisations :

Terrains de culture, logements et édifices industriels
Machines et installations techniques, mobiliers et divers..
Objets remis à la Société Chibriturile, avec obligations de les restituer en nature à l'expiration du contrat

1.701.711.634

446.991.076

2.148.702.710

5.477.587

2.154.180.297

Valeurs réalisables :

Tabacs bruts
Matériel de consommation
Produits fabriqués et semi-fabriqués.....

1.437.198.858

302.289.741

994.104.839

2.733.593.438

Avances accordées sur la récolte 1931.....

48.885.257

Primes de superficie pour la récolte 1931.....

6.028.112

54.913.369

Reliquats des années 1931 comptabilité en 1932.....

9.158.215

Soc. « Chibriturile », reliquat de la redevance 1931....

332.641.834

Ministère des finances, compte redevance versée en sus pour l'année 1931

298.741.507

Débiteurs divers

77.232.838

3.506.281.201

Ministère des finances, compte redevance, sur les monopoles sur les allumettes

1.788.512.147

168.913.166

1.957.425.313

Disponibilités :

Numéraires aux unités de la C.A.M.....

38.301.109

Dépôts à la Banque Nationale de Roumanie :

a) Compte Trésorerie « 27 »

117.251.001

b) Compte spécial du service des obligations privilégiées (1^{er} versem.) du 7^e semestre, Emprunts de Stabilisation 1929 et 5/6 du 2^e versement semestriel. Emprunt de développement 1931

401.373.956

c) Réserve de l'Emprunt de Stabilisation 1929, égale à trois versements mensuels, conformément au contrat d'emprunt....

338.968.029

d) Réserve de l'Emprunt de développement 1931, égale à 5/8 de la valeur de trois versements mensuels, conformément au contrat d'emprunt

108.120.579

965.713.565

1.004.014.674

Banques étrangères, comptes courants ordinaires.....

917.905

Actions de : Primei Societati de Explosivi, propr. C.A.M.....

3.000.000

1.007.932.579

Total général.....

58.781.319.390

OPÉRATIONS

Engagements : « Discom ».....

31.395.278

Divers garanties

166.774.840

Dépôts divers et évidences

20.645.000

218.815.118

Total.....

218.815.118

Président, (ss) D. GUSTI.

Le Directeur général (ss) St. STANESCO

Capital :

Contre-valeur du droit régalien d'exploitation des monopoles de l'Etat représentant :

1 La première tranche émise en obligations 7 % 1929,			
Dollars	69.000.000	69.000.000	
Francs français	561.638.000	22.000.000	
Livres sterling	2.000.000	9.733.000	16.841.782.935

Dollars 100.733.000

dont :

a) Obligations en circulation
au 31 décembre 1931. Lei 16.273.380.083

b) Obligations amorties jus-
qu'au 31 déc. 1931... Lei 568.402.852

Lei 16.841.782.935

2) Seconde tranche de l'Emprunt de Stabili-
sation et de développement 1931 en obliga-
tions 7 1/2 % de Fr. fr. . . 1.325.000.000 51.754.500 8.678.564.500

Dollars 152.487.500

a) Obligations en circulation au 31 décem-
bre 1931 Lei 8.660.431.688

b) Obligations amorties jus-
qu'au 31 déc. 1931 Lei 18.132.812

Lei 8.678.564.500

3) Reste de 147.512.500 dollars-or payables à l'Etat pour le
complètement du prix de la concession à verser sur le
produit de l'émission d'obligations additionnelles 24.635.152.565 50.155.500.000

2. Contre-valeur de l'inventaire repris de la Régie des Mono-
poles de l'Etat, conformément à la loi du 7 Février 1929 4.625.611.270

3. Fonds extraordinaires :

a) Fonds de roulement 111.673.925

b) Réserve d'inventaire 150.000.000

c) Fonds extraordinaires d'investissements 88.326.075 350.000.000 55.131.111.270

4. Amortissements :

i) Des années précédentes :

a) Bâtiments 79.085.138

b) Machines et installations 76.968.374

c) Mobilier, véhicules, ustensiles 40.631.068 196.684.580

2) de l'année courante :

a) Bâtiments 35.183.279

b) Machines et installations 34.537.084

c) Mobilier, véhicules, ustensiles 17.581.826 87.302.189 283.986.769

Exigibilités à Terme :

Plus-value des produits figurant à l'actif à leur prix de vente 561.733.302

Remises afférentes à 1931 et passées dans les écritures de 1932 441.063

Remises afférentes à 1931, comptabilisées en 1932 19.578.090 581.752.455

Exigibilités Immédiates :

Emprunts à la Caisse de Dépôts et Consignations et à la
« Société des Habitations à Bon Marché » 70.808.542

Le Ministère des Finances, reliquat de redevances des allu-
mettes pour l'année 1931 332.641.834

Divers créiteurs 90.951.373 494.401.749

Total passif 56.491.252.243

Bénéfice net 2.290.067.147

Total général 58.781.319.390

D'ORDRE

Discom. divers engagements 31.395.278

Divers deponents des garanties 166.774.840

Divers dépôts provisoires et diverses évidences 20.645.000 218.815.118

Total 218.815.118

Les censeurs, (ss) N. Arghir, Costin, Anghelovici. Le Chef du Service de la Comptabilité centrale,
(ss) I. G. APOSTOLESU

DEBIT

<i>Frais de production :</i>			
Matières premières et matériels consommés en 1931.....		703.017.853	
Salaires des ouvriers employés directement dans la fabrication			
a) aux dépôts de fermentations	51.192.432		
b) aux manufactures	141.541.274		
c) aux salines	44.543.551	237.227.257	940.295.110
<i>Frais généraux d'exploitation :</i>			
a) Traitement du personnel	75.073.028		
b) Subvention à la caisse de secours et de retraites des ouvriers, Caisse Cercuielle et Caisse des Métiers.....	9.064.500		
c) Transport des produits fabriqués	43.745.024		
d) Subvention à la Caisse générale des retraites.....	40.727.500		
e) Annuités et intérêts sur les cartiers des ouvriers et des fonctionnaires	11.039.505		
f) Restitutions de sommes encaissées à tort et constituées comme revenu extraordinaire	8.696.620		
g) Commission « Fumosan »	6.829.140	195.175.317	
h) Diverses dépenses pour l'administr. générale de la Caisse		50.448.500	245.623.817
Dépôt central de matériaux		9.336.579	
Circonscriptions de cultures et inspectorats de culture		59.130.601	
Centres de réceptions		5.138.388	
Dépôts de fermentation		33.390.241	
Dépôts de tabacs bruts		17.949.731	
Manufactures		160.045.886	
Dépôts de vente		65.350.898	
Salines		125.114.617	
Dépôts spéciaux de sel		12.044.070	
Dépôt central « Laculete ».....		1.102.774	
Dépôt central des explosifs.....		1.019.672	
Exploitations diverses		3.848.328	494.271.785
<i>Remises sur la vente des :</i>			
Produits de tabac		272.709.431	
Papier à cigarettes		1.559.997	
Jeux de cartes		760.593	
Sel		33.727.434	
Explosifs		943.736	
Commission payée à la Régie Autonome P.T.T. pour distribution des produits C.A.M. par les offices postaux.....		70.012.104	379.713.295
<i>Fonds de renouvellement (amort.) :</i>			
a) Bâtiments		35.183.279	
b) Machines et installations techniques		34.537.084	
c) Mobilier, véhicules, ustensiles		17.581.826	87.302.189
<i>Emprunt de Stabilisation et de Développement :</i>			
1. Emprunt de Stabilisation 1929 :			
a) Coupon	1.153.519.628		
b) Amortissement	205.409.029	1.358.928.657	
c) Frais de l'administration de l'emprunt.....		15.518.171	1.374.446.828
2. Emprunt de Développement 1931 :			
a) Coupon	327.626.953		
b) Amortissement	18.132.812	345.759.765	
c) Frais de l'administration de l'emprunt.....		1.269.493	347.029.258
Total des dépenses.....			3.868.682.282
Bénéfice net			2.290.067.147
Total général.....			6.158.749.429
<i>Compte Redevance. Versements effectués dans le compte de la Redevance due à l'Etat</i>			
1) Sur les monopoles : a) Versements effectifs.....		1.788.512.147	
b) Les charges de l'emprunt de Dev. 1931.....		742.257.527	
c) Sommes versées en plus à l'Etat qui doivent être comptabilisées et sur la redevance 1932, et de laquelle le Ministère des Finances est débité dans le bilan.....		298.741.507	2.829.511.181
2) Sur les allumettes : a) Versements effectifs.....		168.913.166	
b) Somme due au Ministère des Finances dans le compte de la redevance provenant du monopole des allumettes et de laquelle le ministère des Finances est crédité dans le bilan		332.641.834	501.555.000
Total.....	Lei		3.331.066.181
Le Président : Sc. D. GUSTI.		Le Directeur Général, St. STANESCO	

DECEMBRE 1931

CREDIT

a) Produits de tabac :				
à l'exportation	5.755.264			
dans le pays.....	4.762.991.269	4.768.746.533		
b) Papier à cigarettes		45.913.179		
c) Jeux de cartes		27.556.934		
d) Explosifs		88.623.323		
e) Sel : à l'exportation	11.260.031			
dans le pays	521.436.845	532.696.876	5.463.536.845	5.463.536.845

<i>Revenus accessoires :</i>				
Redevance allumettes		501.555.000		
Loyer payé par la Soc. Chibriturile		20.000.000		
Diverses recettes extraordinaires		162.971.850		
Exploitations diverses		7.199.634		
Surplus, refabrications, etc.		3.486.100	695.212.584	

Total général.....			6.158.749.429	
<i>Ministère des Finances (le 31 Déc. 1931) :</i>				
Redevance due aux Ministères des Finances selon les résultats de l'exportation pendant 1931 :				
1. a) Sur les monopoles.....	2.530.769.674			
b) Au compte de la redevance 1932.....	298.741.507	2.829.511.181		
2. Sur les allumettes		501.555.000		
Total	Lei		3.331.066.181	

Le Chef du service de la Comptabilité générale :
I. Gh. APOSTOLESKO.

Les Censeurs, N. ARGHIR, COSTIN, ANGHELOVICI

*L'exploitation du monopole du tabac pendant
l'exercice de 1932.*

Le poids total des tabacs récoltés en 1932 a été de 7.733.713 kilos. La Direction Générale de la C. A. M. a financé, cette année également, la récolte respective en avançant aux cultivateurs 31.727.946 lei sous forme de numéraire et matériel et 3.917.889 lei à titre de primes de superficie.

A l'instar des années précédentes, la C. A. M. ne pouvant se dispenser de tabacs exotiques et de tabacs étrangers de qualité supérieure, a importé 105.405 kilos de pareils produits.

L'exportation des tabacs pendant la même année se monte à 10.243 kilos.

La fabrication des produits de tabac pour la période envisagée s'élève à 10.800.132 kilos.

Comparativement à la vente qui, en 1932, se chiffre par 11.198.185 kilos, la production accuse une baisse de 398.053 kilogrammes, soit une différence de 3,555 % (17).

Résultats financiers de l'exercice 1932

Sur le chiffre total des recettes prévues, soit

(17) Bien que les chiffres ci-dessus présentés semblent contradictoires, ils sont pourtant rigoureusement exacts. Outre les quantités de tabac obtenues chaque année, il y a dans les dépôts de fermentation et les dépôts de tabacs bruts des stocks restant des années précédentes dont la situation au 31 décembre 1932 est la suivante : tabacs de la récolte 1928 : 156.143 kilos ; de la récolte 1929 : 7.244.988 kilos ; de la récolte 1930 : 20.123.455 kilos, et de la récolte 1931 : 9.666.188 kilos, soit un total de 37.190.774 kilos.

6.230.442.413 lei, il a été réalisé 6.090.461.019 lei, soit une différence en moins de 139.981.394 lei.

Grâce à la compression des dépenses que la C. A. M. s'est proposée dès que la crise a éclaté, compression qu'elle a su poursuivre avec persévérance, les dépenses se sont soldées en 1932 avec une économie de 427.881.063 lei par rapport aux allocations budgétaires établies à 2.425.442.413 lei. Le fait que les dépenses de l'année 1932 ont été légèrement majorées par rapport à celles de l'année précédente ne doit pas nous étonner parce que cela tient à ce que le montant de la remise sur les tabacs s'est accru des 218.001.344 lei versés à titre de commission à la société « Discom », conformément au contrat établi.

En déduisant le total des dépenses du chiffre des recettes, on obtient en 1932 un excédent réel de 4.092.889.669 lei, soit 287.899.699 lei de plus que celui prévu par le budget. Cet excédent, conformément à la loi portant création de la C. A. M., sera réparti pour couvrir les charges des deux emprunts et la redevance de l'Etat.

Ci-dessous le bilan et le compte de profits et pertes vont mettre en évidence les résultats financiers de l'exercice envisagé.

LE BILAN DE LA CAISSE AUTONOME

ARRÊTÉ AU

ACTIF

Concessions. — Droit régalien d'exploitation des monopoles de l'Etat, concédé et transféré par la loi du 7 février 1929, évalué par la loi à 300.000.000 de dollars-or des Etats-Unis de l'Amérique

50.155.500.000

Immobilisations :

Terrains de culture, logements et édifices industriels 1.702.092.179
Machines et installations techniques, mobiliers et divers.. 446.726.474 2.148.818.653

Objets remis à la Société Chibriturile, avec obligations de les restituer en nature à l'expiration du contrat 5.477.587 2.154.296.240

Valeurs réalisables :

Tabacs bruts 1.418.928.090
Matériel de consommation ,192.806.827
Produits fabriqués et semi-fabriqués..... ,686.041.181 2.297.776.098

Avances accordées sur la récolte 1932 32.115.578
Primes de superficie pour la récolte 1932..... 3.856.889 35.972.467

Soc. « Chibriturile » reliquat de la redevance 1932..... 332.311.483
Débiteurs divers 356.016.784 688.328.267 3.022.076.832

Ministère des finances, compte redevance, sur les monopoles sur les allumettes 1.072.848.302 501.555.000 1.574.403.302

Disponibilités :

Numéraires aux unités de la C.A.M..... 31.246.729
Dépôts à la B.N.R. : a) Compte de trésorerie 27..... 174.236.030

b) Compte spécial du service des obligations privilégiées (1^{er} versement du 9^e semestre, Emprunt de Stabilisation 1929 et 5/6 du 4^e versement semestriel, Emprunt de Développement 1931) 401.436.837

c) Réserve de l'Emprunt de Stabilisation 1929, égale à trois versements mensuels, conf. au contrat d'emprunt 338.968.029

d) Réserve de l'Emprunt de Développement 1931, égale à trois versements mensuels, conf. au contrat d'emprunt 172.924.093 913.328.959 1.118.811.718

Total Général.....
Le Président, C. HOIESCU.

58.025.088.092

DÉCEMBRE 1932

PASSIF

Capital :

Contre-valeur du droit régalien d'exploitation des monopoles de l'Etat représentant :

1 La première tranche émise en obligations 7 % 1929,		
Dollars	69.000.000	69.000.000
Francs français	561.638.000	22.000.000
Livres sterling	2.000.000	9.733.000

Dollars..... 100.733.000 16.841.782.935

dont :

a) Obligations en circulation au 31 décembre 1932	Lei 16.011.661.044
b) Obligations amorties jusqu'au 31 décembre 1932	Lei 830.121.891

Lei 16.841.782.935

2. Seconde tranche de l'Emprunt de Stabilisation et de Développement 1931, en obligations 7 ½ % de Francs français 1.325.000.000.....	51.754.500
---	------------

8.678.564.500

Dollars..... 152.487.500

dont :

a) Obligations en circulation au 31 décembre 1932	Lei 8.622.031.545
b) Obligations amorties jusqu'au 31 décembre 1932	Lei 56.532.955

Lei 8.678.564.500

3. Reste de 147.512.500 dollars-or payables à l'Etat pour complètement du prix de la concession à verser sur le produit de l'Emission d'Obligations additionnelles.....

24.635.152.565 50.155.500.000

2. Contre-valeur de l'inventaire repris de la Régie des Monopoles de l'Etat, conformément à la loi du 7 Février 1929

4.625.611.270

3. Fonds extraordinaires :

a) Fonds de roulement.....	111.673.925	
b) Réserve d'inventaire	150.000.000	
c) Fonds extraordinaires d'investissements	88.326.075	350.000.000

4. Amortissements :

1) Des années précédentes :			
a) Bâtiments	114.268.417		
b) Machines et installations	111.505.458		
c) Mobilier, véhicules, ustensiles	58.212.894	283.986.769	
2) de l'année courante :			
a) Bâtiments	25.183.279		
b) Machines et installations	24.537.084		
c) Mobilier, véhicules, ustensiles	7.581.826	57.302.189	341.288.958 55.472.400.228

Exigibilités à Terme :

Plus-value des produits figurant à l'actif à leur prix de vente	427.109.958	
Reliquats afférents à 1932 et passés dans les écritures en 1933	23.390.025	
Emprunts à la Caisse de Dépôts et Consignations et à la Société des Habitations à bon marché.....	46.445.006	
Diverses garanties, cautions, etc.....	256.169.594	753.114.583

Exigibilités Immédiates :

Créanciers divers	234.439.071
-----------------------------	-------------

Total..... 56.459.953.802

Bénéfice net 1.565.134.210

Total général..... 58.025.088.092

Les censeurs, I. GARNETU, P. COSTIN, I. STIRBAT

Le Chef du service de la comptabilité centrale,
I. G. APOSTOLESU.

Frais de production :

Frais de production :		458.872.877	
Matières premières et matériel consommés en 1932			
Salaires des ouvriers employés directement dans la fabrication :			
a) Aux dépôts de fermentation.....	35.901.468		
b) Aux manufactures.....	128.094.609		
c) Aux salines	32.727.191	196.723.268	655.596.145
Frais généraux d'exploitation :			
Administration centrale :			
a) Traitement du personnel	69.853.218		
b) Transport des produits	158.230.619		
c) Subvent. à la Caisse de secours et de retraites des ouvriers	22.008.800		
d) Subvention à la Caisse générale de retraites.....	63.010.680		
e) Commission sur la vente des produits de la C.A.M. par l'intermédiaire des bureaux de poste, reliquat 1931.....	12.238.431		
f) Dénicotinisation du tabac	8.191.317		
g) Divers	68.556.176	402.089.241	
Dépôts centraux de matériel.....		5.050.443	
Circonscriptions de culture et inspectorats de culture.....		42.932.620	
Centres de réception		4.918.551	
Dépôt de fermentation		18.217.625	
Dépôts centraux de tabacs bruts.....		8.154.965	
Manufactures		115.472.663	
Dépôts de vente		43.282.062	
Salines		57.932.468	
Dépôts spéciaux de sel.....		4.947.203	
Dépôt central des explosifs.....		419.814	
Dépôt de vente des explosifs		478.808	
Exploitations diverses		2.852.522	706.748.985
Remises sur la vente des :			
Produits de tabac		586.130.580	
Papier à cigarettes		4.138.705	
Jeux de cartes		2.236.197	
Sel		40.357.977	
Explosifs		806.975	633.670.434
Fonds de renouvellement (amortissement) :			
a) Bâtiments		25.183.279	
b) Machines et installations techniques		24.537.084	
c) Mobilier, véhicules, ustensiles		7.581.826	57.302.189
Emprunts de Stabilisation et de Développement :			
Emprunt de Stabilisation 1929 :			
a) Coupon	1.093.526.734	1.355.245.773	
b) Amortissement	261.779.039	18.130.897	1.373.376.670
c) Frais d'administration de l'emprunt.....			
Emprunt de Développement 1931 :			
a) Coupon	653.052.317		
b) Amortissement	38.400.145	691.452.462	
c) Frais d'Administration de l'emprunt.....			
Contrat des Routes :			
Charges de l'exercice 1932.....		404.171.726	2.477.355.423
Total des dépenses.....			4.530.673.176
Bénéfice net			1.565.134.210
Total général.....			6.095.807.386

MINISTÈRE DES FINANCES

Redevance effectivement déposée : a) sur les monopoles.....	1.072.848.302	
b) sur les allumettes.....	501.555.000	1.574.403.302
Total.....		1.574.403.302

Le Président, C. HOISESCU.

Le directeur général, St. STANESCU.

OFITS ET PERTES

ÉCEMBRE 1932

(96 ter)

CREDIT

Recettes provenant de la vente de :

a) Produits de tabac : dans le pays..... 4.647.110.359
à l'exportation 1.125.002

4.648.235.361

b) Papier à cigarettes

33.658.939

c) Jeux de cartes

23.686.205

d) Sel : dans le pays..... 541.745.159
à l'exportation 27.392.465

569.137.624

e) Explosifs

85.448.913

5.361.167.042

Revenus accessoires :

Redevance allumettes

501.555.000

Loyer payé par la société « Chibriturile ».....

20.000.000

Diverses recettes extraordinaires

200.799.106

Exploitations diverses

6.939.871

Surplus, refabrications, etc.

5.346.367

734.640.344

Total général..... 6.095.807.386

PTE REDEVANCE

Redevance due à l'Etat selon les résultats de l'exploitation :

a) sur les monopoles

1.063.579.210

b) sur les allumettes

501.555.000

1.565.134.210

Redevance versée en plus et devant être passée dans les écritures au compte de la redevance due par la C.A.M. au ministère des finances sur l'exercice 1933.....

9.269.092

Total.....

1.574.403.307

Les censeurs, I. GARNETU, P. COSTIN, I. STIRBAT.

Le Chef du service de la comptabilité centrale,
I. G. APOSTOLESCU.

LE MONOPOLE DU SEL

Aperçu historique sur le monopole du sel

Dans les deux Principautés roumaines, une tradition déjà ancienne, permettait aux princes régnants de percevoir pour le compte exclusif de leur trésorerie, les revenus provenant de l'exploitation des gisements de sel. Cette pratique dura assez longtemps puisqu'elle ne cessa que lorsque le « Règlement Organique » fut institué par l'administration russe dans les deux Principautés roumaines de 1831-1836.

Il est difficile de fixer le commencement de l'exploitation du sel dans nos deux Principautés. D. P. Martian, basé sur un document qui date de 1222, écarte toute possibilité d'en conclure qu'à cette époque il y avait dans les pays roumains des gisements de sel en exploitation.

Le docteur C.-J. Istrati, dans son admirable monographie sur le sel, se rallie aux assertions de Martian. Le sel étant tellement à la portée des habitants dans certaines régions, il ne valait pas la peine de l'exploiter.

Un document inclus dans la collection d'Hurmuzaki vient nous révéler vers 1373 une activité assez intense pour l'extraction du sel dans la Principauté de la Valachie.

Pour la Moldavie, des auteurs, comme le prince

N. Sutu et V. Obreja, en fixent le commencement de l'exploitation du sel à 1380.

Le sel extrait de nos gisements servait non seulement pour la consommation intérieure, mais aussi à l'exportation, dans la Turquie, la Serbie, etc., ainsi que le prouve le contrat conclus le 14 Janvier 1836 entre le prince de Serbie, Milos Obrenovici et le prince de Valachie, Alexandrou Chica.

Del Chiaro, lors de son voyage dans les Principautés roumaines, s'en réfère à la supériorité du sel roumain, destiné tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation dans la Turquie, la Serbie, la Bosnie et la Pologne méridionale.

Au XVIII^e siècle, suivant les dires des frères Tumasli dans leur histoire, on extrayait des Salines de la Valachie 17.000.000 ocà (1) de sel, dont 3.000.000 ocà restaient à l'intérieur du pays, le reste servant à l'exportation.

L'affermage était la forme la plus accoutumée pour l'exploitation du sel jusqu'au Règlement Organique ; l'exploitation en régie ne s'employait qu'assez rarement. Quelquefois les princes régnants octroyaient des affranchissements en faveur des abbayes, c'est-à-dire qu'on leur permettait d'extraire gratuitement le sel jusqu'à concurrence de leurs besoins. Le Règlement Organique, par son article 126, enleva le bénéfice de l'exploitation du sel, ayant appartenu jusque-là exclusivement aux princes régnants, en leur compensant la perte subie par la fixation d'une liste civile.

(1) ocà ; ancienne mesure de poids valant 1.278 kilos.

Il n'y avait à partir de cette date qu'une seule forme d'exploitation des salines : adjudication par licitation publique à celui qui offrira le prix le plus élevé. Pour mieux protéger l'adjudicateur, on défendait l'importation du sel, mais on lui imposait en échange un prix maximum de vente à la sortie du lieu d'extraction. L'exportation de cet article fut également réservé aux adjudicateurs. Dans l'intérieur du pays, la vente était libre avec une toute petite augmentation de prix par unité de poids. Le monopole ne s'appliquait qu'à l'exploitation proprement dite.

Pendant presque toute la période réglementaire, le baron Meitani fut celui qui se fit adjuger l'exploitation des salines, d'abord de la Valachie et ensuite de la Moldavie.

N'étant tenu d'aucune limitation, celui-ci inonda les marchés étrangers avec le sel roumain, en provoquant la baisse de son prix. Lors du renouvellement des contrats, les prix antérieurs ne purent plus être obtenus. Les finances du pays s'avilirent bientôt. Les recettes du sel s'abaissèrent de 1,680.000 lei en 1831 à 740.740 lei en 1835 (pour la Valachie).

Dans cette situation extrêmement difficile pour le budget de l'Etat, on voit figurer pour la première fois la proposition que les salines soient exploitées en régie. Il ne fallut pas trop pour que cette suggestion soit rejetée, l'Etat ayant une réputation des plus mauvaises lorsqu'il agissait comme entrepreneur.

Par conséquent, les salines continuèrent d'être affermées jusqu'en 1862, moment où le système jus-

que-là pratiqué fut remplacé par la régie de l'Etat. A cet effet on a créé le 1^{er} Janvier 1862 un service spécial pour l'administration des salines, attaché auprès du Ministère des Finances qui géra la gestion de celles-ci jusqu'en 1881, moment où la R.M.S. assumait ce monopole.

*Régime juridique du sel suivant la loi
du 20 Mars 1912, et ses succédanés*

La loi du 22 Août 1929 n'a pas touché à la loi du 20 Mars 1912 en ce qui concerne le régime du sel.

Conformément à la loi du 20 Mars 1912, ce régime est le suivant :

Le droit d'exploiter les gisements de sel, les marais salants, les lacs et les sources salées de toute sorte, dans le but d'extraire le sel, appartient exclusivement à l'Etat, sans qu'il soit obligé de payer quelque taxe ou redevance, au propriétaire de la superficie.

Quand bien même, les taxes établies par les anciens documents en faveur des établissements de l'Ephorie des hôpitaux civils, pour le sel extrait de Slanic, tout comme celles établies en faveur de l'Epi-tropie Saint Spiridon de Jassy pour l'hôpital Tg-Ocnoa, restent en vigueur.

Les eaux et les sources salées peuvent être exploitées par les propriétaires de la superficie dans un but exclusivement thérapeutique, avec l'avis

préalable de la Régie, qui pourra prendre toute sorte de mesures pour empêcher que le sel ne soit extrait et employé pour la consommation ou pour les besoins industriels. Il n'est pas nécessaire que la Régie ait une autorisation afin qu'elle fasse des explorations des gisements de sel dans n'importe quelle propriété ; elle devra toutefois, conformément à la loi des mines, dédommager le propriétaire de la surface pour tout dommage causé à celui-ci, comme suite inhérente de l'exploration ou de l'exploitation.

Quiconque extraira clandestinement le sel, de quelque façon que ce soit, soit de sa propriété soit de celle d'autrui, commet une contravention qui sera constatée et punie conformément à la loi.

Le transport du sel par les particuliers ne peut être effectué sans une autorisation délivrée par la Régie.

Pour les salines situées à côté de pénitenciers, où il y a des condamnés à travaux forcés, la Régie pourra employer ceux-ci à l'extraction du sel ; l'Administration des prisons est obligée à procurer la surveillance nécessaire. La loi de 1912 s'occupe ensuite du tarif du sel en blocs, destiné à la consommation intérieure, en fixant les prix de la manière suivante :

- a) à l'entrée des salines, 9 lei les 100 kilos ;
- b) à ses dépôts ou aux stations de voie ferrée, 10,50 lei les 100 kilos ;
- c) pour le sel moulu, en sacs, 1 leu en plus pour chaque centaine de kilos ;
- d) le sel moulu dénaturé en sacs ou briqueté pour le bétail, 3,50 lei les 100 kilos ;

e) pour les besoins de l'agriculture ou de l'industrie, le sel sera vendu à 1,20 lei les 100 kilos ;

f) pour les besoins de l'industrie des produits alimentaires, le prix du sel dénaturé ne pourra excéder 3 lei les 100 kilos.

S'agissant de qualités de luxe, que la Régie mettra en consommation, les prix seront fixés en dehors des tarifs sus-mentionnés, par le Conseil d'administration avec l'avis préalable du Ministre des Finances.

Quelque soit le tarif, pour n'importe quelle qualité de sel, il devra nécessairement être publié dans le « Moniteur Officiel ».

La vente du sel, tant pour les besoins humains que pour ceux du bétail, en reste libre comme auparavant ; néanmoins, le gouvernement pourra, sans avoir recours à une loi spéciale, instituer le monopole même sur la vente.

On excepte le sel dénaturé pour les besoins industriels, qui sera vendu directement par la Régie, les bénéficiaires ne pouvant, sans commettre une contravention, détourner sa destination.

Il est également interdit, sous peine de contravention, qu'on régénère le sel obtenu à prix réduit, pour qu'il soit mis ensuite dans la consommation ou dans le commerce.

Afin qu'on facilite la création de grandes exploitations industrielles, comme la fabrication de la soude ou d'autres produits, il est pratiquement possible, avec l'avis du Conseil d'administration et l'approbation du Conseil des Ministres, qu'on cède une

saline ou un gisement de sel exclusivement à cet effet.

Toujours dans le même but, le Conseil des Ministres pourra établir d'autres tarifs pour la vente du sel industriel.

Une dernière disposition a trait à la possibilité pour la Régie, avec l'avis conforme du Conseil des Ministres, de créer des dépôts de sel en dehors du pays, soit pour son propre compte, soit en accordant des concessions en échange de garanties suffisamment fortes.

Sauf les dépôts particuliers pour la vente du sel, la loi du 7 Février 1929 n'a apporté aucune innovation concernant le régime de ce produit monopolisé.

En effet, en vertu des articles 2, 3 et 4 des statuts de la C.A.M. et de l'article 95 de la loi sur l'administration et l'exploitation des monopoles, il est possible d'ouvrir, en dehors des dépôts officiels de sel existants, des dépôts particuliers pour la vente du sel. Un règlement en fixe les conditions que doivent accomplir les requérants, les normes de fonctionnement, les droits et les obligations des titulaires, les tarifs de vente de ces dépôts.

Vu le bouleversement du système monétaire après la grande tourmente, il n'est pas inutile de présenter les nouveaux tarifs du sel conformément au « Règlement pour la création et le fonctionnement des dépôts particuliers pour la vente du sel ».

- 1) Le sel moulu et en blocs, 3 lei le kilo ;
- 2) Le sel de luxe et Husca, 6 lei le kilo ;
- 3) Le sel « Higiena », 14 lei le paquet.

Pour les dépôts sis dans des endroits dépourvus de stations de voie ferrée, les prix ci-dessus mentionnés pourront subir une augmentation de 25 lei par tonne et kilomètre.

Une bonification de 2.000 lei est accordée aux titulaires des dépôts pour chaque wagon de 10.000 kilos sur les prix officiels de vente du sel. Aujourd'hui comme auparavant, il n'y a pas pour les détenteurs de ces dépôts aucun droit d'exclusivisme, de sorte que quiconque peut commander le sel directement à la saline, en avançant le prix et sans prétendre quelque rabais que ce soit.

Il est permis pourtant aux dépositaires de vendre au-dessous des prix fixés par la Régie.

En conclusion, le règlement ayant trait à la création des dépôts particuliers pour la vente du sel, pris en vertu des articles 2, 3 et 4 des statuts de la C.A.M. ne porte atteinte au principe de la liberté de vente du sel ; on multiplie simplement les endroits pour la distribution de celui-ci (2).

Les lois du 2 Juillet 1930 et du 2 Avril 1931 se sont bornées à mettre les dispositions de la loi pour l'administration et l'exploitation des monopoles de l'Etat de 1912 d'accord avec l'institution ayant succédé à la R.M.S., c'est-à-dire la C.A.M. Du reste, rien qui nous attire l'attention.

(2) Grâce à l'application du nouveau règlement le nombre des dépôts particuliers qui était de 103 à la fin de 1929 est monté à 423.

*Le monopole du sel du point de vue économique,
commercial et financier*

Dans la Roumanie d'avant la guerre, il y avait quatre salines, à savoir : 1) Ocnele Mari, département de Vâlcea, 2) Slanic, département de Prahova, 3) Doftana, département de Prahova, qui cessa de fonctionner en 1901, et 4) Târgu-Ocna, département de Bacău. La capacité de production de ces salines fut évaluée de 106-110 millions de tonnes par an. Du point de vue économique, le sel présente le double avantage, d'abord de faire rester dans le pays les sommes nécessaires à l'achat du sel pour l'alimentation des hommes et des animaux, et ensuite de procurer des ressources au Trésor de l'Etat par l'exportation de cet article à l'étranger.

De plus, le sel sert comme engrais dans l'agriculture, dans l'industrie, pour la fabrication de la soude qui sert elle-même à l'industrie du savon, à l'industrie tannante, à la verrerie, etc.

Suivant les analyses faites par les spécialistes (Dr. C. I. Istrati Posepny), le sel roumain est d'une pureté exceptionnelle, arrivant à Slanic presque chimiquement pur (99,8 % Cl 2 Na).

Nous donnons ci-après l'analyse du sel de Slanic :

Humidité	0,0212 — 0,0583
Insolubles	0,0100 — 0,0270
- Sulfate de calcium	0 — 0,0802
Sulfate de magnésie	0 — 0,0174

Chlorure de magnésie..	o	— 0,1566
Chlorure de chaux	o	— 0,0750
Iode	o	— 0,0110
Chlorure de sodium ...	99,7536	— 99,9406

Depuis 1862, date à laquelle remonte l'administration et l'exploitation des salines par l'Etat et jusqu'en 1904, on a extrait de nos salines 3.273.327.387 kilos de sel, dont 2.167.672.860 kilos ont été consommés à l'intérieur, et 1.105.654.527 kilos ont été exportés.

Les sommes dépensées pour l'extraction et le transport étant de 56.055.920, les encaissements pour cette période se chiffrant à 239.288.707 lei, il en résulte un bénéfice net de 183.232.787 lei.

Les dépenses pour l'exploitation du monopole du sel ont diminué incessamment depuis 1862 en s'abaissant de 29,02 % à cette date à 21,06 en 1903-1904. C'est la saline de Slanic (département de Prahora) qui donne le sel le plus pur et les quantités les plus grandes. Pour nous faire une idée, il suffit de mentionner que la production de celle-ci s'est accrue de 17.661.748 kilos en 1895 à 31.090.963 kilos en 1904, si on prend les quantités destinées à satisfaire la consommation intérieure et de 20 millions 912.914 kilos en 1895 à 38.277.950 kilos si on considère le sel destiné à l'exportation.

Dans le tableau suivant, je consigne les résultats obtenus par la Régie en exploitant le monopole du sel depuis 1904, jusqu'en 1923 :

Les Années financières	Le montant		Le Bénéfice net
	Le montant des Encaissements	des Dépenses	
	(en milliers de lei)		
1904.....	7.425	1.643	5.782
1905.....	7.769	1.706	6.063
1906.....	8.004	1.523	6.481
1907.....	8.411	1.992	6.419
1908.....	8.186	2.270	5.916
1909.....	8.917	2.932	5.985
1910.....	8.864	2.667	6.197
1911.....	8.801	2.410	6.391
1912.....	8.702	2.271	6.431
1913.....	9.359	2.413	6.946
1914.....	9.681	2.775	6.906
1915.....	9.581	2.675	6.906
1916.....	—	—	—
1917.....	—	—	—
1918.....	—	—	—
1919.....	26.420	6.235	20.185
1920.....	73.605	18.613	54.992
1921.....	124.193	34.154	90.039
1922.....	150.397	53.163	97.234
1923.....	166.904	68.126	98.778

L'impôt perçu par l'Etat sur un kilo de sel, en considérant le prix de celui-ci d'avant la guerre, à savoir 10 1/3 centimes le kilo est de 8 centimes, le reste représentant les frais d'extraction et de transport.

Dans les années d'avant la guerre les pays importateurs de sel roumain étaient : la Bulgarie, la Serbie, la Russie et les colonies françaises d'Afrique. La consommation par tête d'habitant pour la même période en fut évaluée à 10 kilos.

A la veille de la grande guerre (1914-1915), il a fallu, pour satisfaire à la consommation intérieure, 87.713.000 kilos de sel, la quantité consommée par tête d'habitant étant, à peu de choses près, de 11 kilos.

En nous reportant au nombre de sa population d'alors, on constate que chaque individu versait à l'Etat 1,062 lei-or pour le sel consommé pendant une année.

Dans la Grande Roumanie, il y a onze salines en exploitation, savoir : trois dans l'ancien Royaume : Ocnele-Mari (dép. Valcea), Slanie (dép. Prahova) et Târgu-Ocna (dép. Bacău) ; une en Boucovine : Cacica (dép. Câmpu-Lung) ; deux au Maramuresh : Costiu et Ocna Sugatag, et cinq en Transylvanie : Ocna Sioiului (dép. de Sibiu), Uiorara (dép. d'Alba), Turda (dép. Turda), Ocna-Dej (dép. de Somes) et Praid (dép. d'Orhei).

A Camara-Sighet, il existe un établissement servant à moudre le sel et à la fabrication des sels de luxe.

Les 11 massifs en exploitation représentent une réserve de sel d'environ 15 1/2 milliards de tonnes et placent la Roumanie parmi les plus riches territoires productifs du monde.

Seul le massif de Slanie (dép. de Prahova) représente une réserve d'environ 12 milliards de tonnes.

Nous avons mis en évidence la rentabilité concernant le monopole du sel depuis 1904 jusqu'en 1923. Nous nous contenterons de présenter les chiffres de la consommation intérieure, de l'exportation de dépenses et des bénéfices à partir de cette année jusqu'en 1929, moment où la C.A.M. prenant naissance, on étudiera pour la période qui s'étend désormais le monopole du sel dans le cadre de cette institution.

La consommation intérieure, l'exportation, les

dépenses d'administration et le bénéfice net au cours des six dernières années ont évolué comme il suit :

Années	Quantité vendue à l'intérieur (Tonnes)	Quantité exportée (Tonnes)	Total (Tonnes)	Valeur totale de la consom- mation et des ex- portations (en millions de lei)	Dé- penses d'adminis- tration (en millions de lei)	Bénéfice net (en millions de lei)	Pourcentage des dépenses par rapport aux recettes
1923 (9 mois)	172.545	62.725	235.270	169,9	—	—	—
1924 ..	223.887	35.210	259.097	234,9	128,3	106,5	54,65
1925 ..	247.144	59.990	307.134	323,6	154,1	169,5	46,62
1926 ..	243.214	79.534	322.748	626,8	216,6	410,2	34,56
1927 ..	238.459	59.627	298.086	643,5	239,5	404,1	37,20
1928 ..	248.622	71.787	320.409	604,5	301,6	302,9	49,90

Dans la première année d'existence de la C.A. M., y compris la période depuis le 1^{er} Janvier au 7 Février 1929, la valeur du sel vendu fut de 553.391.047 lei, les dépenses d'exploitation s'élevant à 307.963.668 lei, d'où il appert un bénéfice net égal à 250.427.379 lei. En pourcentage, les frais d'exploitation par rapport au chiffre des encaissements atteignirent 55 %.

Les pays importateurs dans cette période ont été : la Yougoslavie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et les Indes Britanniques.

Dès que la C.A.M. fut créée, le Conseil d'Administration de celle-ci songea à moderniser les méthodes jusqu'alors existantes pour l'extraction du sel, et cela surtout pour la saline de Slanic (3).

(3) Au 7 février 1929 la C.A.M. a prélevé de l'Etat 206 terrains ayant des gisements de sel avec une superficie totale de 14.872.072 mc. Ces terrains ont été évalués à 25.420.000 lei. A la surface il y avait 507 bâtiments de toute sorte, dont la valeur est d'environ 147.952.000 lei. La valeur des installations, des machines et du mobilier appartenant aux exploitations minières se chiffre à 112.436.000 lei.

La mise en œuvre du plan de modernisation comportait trois phases :

1) Le changement de la méthode actuelle d'exploitation et son remplacement par une méthode appliquée aux exploitations similaires à l'étranger ;

2) Une répartition aussi rationnelle que possible du personnel travaillant tant au dedans qu'à l'extérieur ;

3) L'introduction des haveuses et des perforatrices pneumatiques et électriques.

Pour l'accomplissement de ces travaux on a déjà prévu dans le budget de 1930 une somme de 12.000.000 de lei, le montant total d'investissement étant évalué à 45.000.000 de lei.

Jusqu'à la fin de 1929, ont été exécutés les travaux suivants : la délimitation du champ d'abattage et la désignation des machines de force et de production. Les autres travaux seront effectués au fur et à mesure des disponibilités inscrites à cet effet dans les budgets successifs de la C. A. M. On a projeté des améliorations similaires aux salines d'Uioara et de Dej. En procédant de la sorte, on espère rabaisser sensiblement les frais d'exploitation en augmentant tant le rendement de nos salines que le bénéfice net du monopole du sel en général.

Grâce aux méthodes nouvellement appliquées par la C.A.M., la quantité totale de sel produite par nos salines en 1930, monta à 296.090.161 kilos, ayant une valeur, calculée selon les prix du tarif, de 660.042.823 lei. La valeur du sel vendu pour la même période (1^{er} Janvier-31 Décembre 1930) s'élève à 555.002.466 lei. Elle est représentée par une quan-

tité de 236.467.000 kilos vendus dans cette année dont 40.280.000 kilos ont été exportés comme il suit : 30.280.000 kilos en Yougoslavie et 10.000.000 de kilos en Bulgarie.

Le bénéfice réalisé dans les deux années d'activité de la C.A.M. fut respectivement de 250.427.379 lei en 1929 et de 220.318.455 lei en 1930. Outre la dépression économique accentuée davantage en 1930 par rapport à l'année précédente, les dépenses d'investissement pour la modernisation de nos trois salines, ont également contribué à la diminution du bénéfice net pour 1930.

Dans la quantité de sel produite par les salines roumaines en 1930 figure, en dehors des 11 massifs précédemment mentionnés, la saline de Camara Sighet avec une production de 12.306.846 kilos et les lacs salés de Touzla avec une production de 2.155.457 kilos.

Les efforts des facteurs dirigeants de la C.A.M. se sont acheminés également en vue de l'amélioration des produits de sel si bien qu'à l'heure actuelle le sel est mis en vente sous les formes suivantes :

- a) Sel en blocs.
- b) Sel moulu de luxe.
- c) Sel moulu ordinaire.
- d) Sel moulu en grains.
- e) Sel moulu « Higiena ».
- f) Sel évaporé, raffiné « Husca ».
- g) Sel moulu et dénaturé pour le bétail.
- h) Sel moulu et dénaturé pour diverses industries.

i) Sel moulu dénaturé et briqueté pour l'usage du bétail.

j) Sel en solution pour l'industrie de la soude.

k) Sel de mer non moulu.

Pour en finir avec ce chapitre, il nous reste à présenter ci-après les résultats de l'exploitation du sel par la C.A.M. pour 1931 et 1932.

Les résultats de l'exploitation du monopole du sel pendant 1931 et 1932

Nos salines ont produit en 1931, 254.808.000 kilos de sel qui, par rapport à la production de 1930 (296.090.161 kilos) représente une diminution de 41.282.161 kilos, soit une baisse de 15,95 %.

La raison de ce rendement tellement abaissé se trouve d'abord dans l'amointrissement du chiffre des exportations et ensuite dans la réglementation de la production de chaque saline afin qu'on épuise les énormes stocks abattus aux années précédentes.

Par dessus, en 1931, les salines : d'Ocna Sibiului, de Cosciu, de Turda et les exploitations de sel marin de Tuzla (sud de la Bessarabie) ont été fermées à cause des grands frais que leur fonctionnement réclamait.

La consommation intérieure pour la même année s'élève à 224.462.000 kilos qui, comparativement au chiffre de l'exercice précédent (236.467.000 kilos) représente une déduction de 12.005.000 kilos ou en pourcentage 5,07 %. Cette diminution est due presque exclusivement au ralentissement ou à la cessa-

tion de l'activité des industries, grandes consommatrices de sel.

Pourtant, la valeur du sel vendu pour la consommation intérieure en 1931, s'élevant à 521 millions 346.845 lei, a dépassé d'environ 3 % le chiffre correspondant de l'année précédente (503.724.164 lei).

Le surplus de 3 % aux encaissements par rapport à la diminution de 5,07 % aux quantités, s'explique d'abord par l'augmentation des tarifs de vente et ensuite par la mesure que la bonification à accorder aux concessionnaires au lieu qu'elle soit déduite directement de la valeur du sel vendu, soit comptabilisée au chapitre « dépenses ».

Lorsqu'il s'agit de l'exportation, le chiffre correspondant à l'année 1931, à savoir 18.450.000 kilos, représente une diminution de 21.550.000 kilos par rapport au chiffre de l'année précédente, qui avait été d'environ 40.300.000 kilos. La valeur du sel exporté en 1931 est de 11.260.031 lei par rapport à la valeur du sel exporté l'année précédente, qui avait été de 51.278.302 lei.

La production des salines s'est élevée à 288 millions 70.230 kilos en 1932, représentant une valeur de 640.991.717 lei, selon le prix du tarif. En 1932, la consommation intérieure a absorbé 240.521.368 kilos de sel valant 541.745.159 lei, soit une différence en plus de 10.059.252 kilos ou en pourcentage 7,15 par rapport à l'année précédente.

En 1932, la consommation par tête d'habitant était de 13.178 kilos, tandis qu'en 1931 elle ne fut que de 12.434 kilos.

A la suite d'un contrat passé avec la Yougoslavie, l'exportation du sel a été très fortement augmentée, atteignant le chiffre total de 33.090.000 kilos^e et dépassant de 79,35 l'exportation de 1931 (18.450.000 kilos).

LE MONOPOLE DES ALLUMETTES

Le monopole des allumettes fut institué dans les circonstances suivantes :

A partir de 1883-1884, la situation financière du pays s'empira. Trois budgets successifs furent arrêtés vec déficits, savoir : celui de 1883-84 avec un déficit de 861.870 lei, celui de 1884-1885 avec un déficit de 14.294.756 lei, et celui de 1885-1886 avec un déficit de 5.493.247 lei. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement fut obligé à vendre en 1886-87 les biens de l'Etat pour une valeur de 4.365.000 lei afin qu'il équilibrât le budget de cette année.

Il convenait pourtant, tout en adoptant provisoirement cet expédient, de trouver des revenus permanents qui puissent alimenter les budgets futurs.

Le gouvernement alors existant, au lieu de penser aux monopoles, voulut instituer un impôt sur les successions directes et sur les dots, impôt déjà établi par certaines législations étrangères.

Quoique assez modéré au point de vue de sa côte, cet impôt fut hostilement rejeté par la Chambre. Le gouvernement aux abois en proposa le monopole des allumettes.

Par la loi du 31 mars 1886, celui-ci fut institué sur la vente des allumettes seulement, la fabrication en restant libre.

Il y avait alors dans le pays trois fabriques d'allumettes, à savoir : à Filaret, à Cotroceni et à Buciumi (département de Jassy) et une fabrique de bûchettes de bois à Piatra-Neamt. Ces fabriques menaient une lutte acerbe contre les allumettes de provenance étrangère, qui satisfaisaient la consommation intérieure dans une proportion de trois quarts par rapport aux allumettes indigènes.

Le monopole n'étant institué que sur la vente, l'Etat s'arrogea toutefois le contrôle sur toutes ces fabriques en leur accordant exclusivement son approvisionnement en allumettes.

De cette façon, la concurrence étrangère se trouvait écartée, les fabriques alors existant pouvant se baser sur une clientèle stable et de bon rendement.

L'Etat n'en rapporta pas les revenus espérés de ce demi-monopole si bien qu'il dût, le 31 mai 1887, instituer le monopole sur la fabrication des allumettes également. Il fallait évidemment que l'Etat rachetât toutes les fabriques du pays ainsi que les stocks existants de produits fabriqués, qui furent évalués à 1.192.500 lei. L'administration du monopole des allumettes fut attachée à la R. M. S. Par la loi de 1889 on a modifié les articles 9, 18 et 19 de la loi du 31 mai 1887 en enlevant la fixation du prix des allumettes ayant appartenu jusqu'alors à la loi, pour la confier au Conseil d'Administration de la

R.M.S. En même temps on a co-intéressé les communes urbaines à un dixième du produit net de la consommation des allumettes dans le ressort de chacune d'elles.

La loi de 1899 accomplit une lacune assez regrettable de notre législation en instituant une sévère répression contre la contrebande des allumettes et des cartes à jouer.

*Le régime du monopole des allumettes
suivant la loi du 20 mars 1912 et ses succédanés*

Conformément à cette loi, il appartient exclusivement à l'Etat le droit de fabriquer, d'importer et de mettre en vente les allumettes sur toute l'étendue du pays. Ceux qui vont importer, fabriquer et mettre en vente clandestinement ce produit, commettront une contravention, qui sera punie par la présente loi.

C'est le conseil d'administration, avec l'avis conforme du Ministre des finances, qui fixe le type des allumettes qui seront mises en vente.

La fixation des tarifs doit obéir aux normes suivantes : 1) la proposition du prix de vente par le conseil d'administration de la R.M.S. ; 2) l'approbation du ministre des finances ; 3) cinq centimes pour chaque centaine d'allumettes avec une tolérance de 10 % en plus ou en moins. S'il s'agit de spécialités de luxe ou de produits similaires importés et mis en consommation par la Régie, les prix pourront être fixés en dehors des bases sus-mentionnées, au point numéro 3.

Comme pour les autres produits monopolisés, les prix des allumettes seront publiés dans le « Moniteur officiel ».

Les appareils mécaniques d'allumage de toute sorte, comme les briquets, ainsi que les appareils pour l'allumage des lampes à gaz aérien et en général tout objet qui produit le feu sans être mis en contact avec une matière en combustion, de même que les produits artificiels comme le « ferrocerium » ou autres qui constituent les amorces de ces appareils, pourront être fabriqués dans le pays ou importés avec l'autorisation et sous le contrôle de la R.M.S.

Pour leur vente en détail il faut une autorisation spéciale de la part de la R. M. S. Pour tous pareils objets, amorcés ou non, on paiera une taxe de monopole de 2 lei ; s'ils sont importés, cette taxe sera indépendante de la taxe douanière afférente au matériel de confection, ou à la taxe de marque, s'il s'agit de métaux précieux.

Les appareils pour l'allumage des lampes à gaz aérien paieront une taxe de monopole de 0,50 lei par pièce.

Pour les amorces, la taxe de monopole sera de 2 lei pour chaque douzaine. Les objets en question, avant d'être livrés à l'importateur, ou avant d'être mis en vente par le fabricant, seront munis d'un cachet au ministère des finances, sans qu'ils soient soumis à la perception d'une autre taxe de monopole, à moins qu'il ne s'agisse de métaux précieux.

Les amorces, pour être mises en consommation,

doivent être emballées et banderolées par la Régie afin qu'on constate la perception de la taxe de monopole.

Les contraventions aux dispositions ci-dessus énoncées seront punies à l'instar des contraventions au monopole des allumettes.

Par l'article 2 de la «Loi concernant la création de la Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie», celle-ci fut autorisée à ouvrir des tractations avec la Svenska Tändsticks Actiebolaget en vue de l'exploitation par cette dernière du monopole des allumettes, conformément à un contrat qui doit intervenir entre la C. A. M. et le «Stab» (Svenska Tändsticks Actiebolaget en abrégé : Stab).

Quelles sont les principales dispositions de ce contrat?

En vertu de l'autorisation donnée par la loi concernant la création de la C. A. M. , celle-ci concède au «Stab» l'exploitation du monopole des allumettes (droit exclusif de fabrication, de vente, d'importation et d'exportation des allumettes) en Roumanie pour une période de 30 ans, à partir du 1^{er} juillet 1929.

Le «Stab» s'engage à constituer en collaboration avec l'Etat roumain une société anonyme roumaine dont le siège sera à Bucarest. Pour ne pas altérer sa structure initiale, toutes les actions seront nominatives et le «Stab» assume l'obligation de le conserver sous son contrôle durant toute la concession. Pour l'utilisation des fabriques roumaines d'allumettes et de tous les biens immeubles nécessaires à l'exploitation du monopole des allu-

mettes sur lesquels l'Etat en reste propriétaire «Stab» lui payera un loyer annuel de 20.000.000 lei, payable en quatre tranches trimestrielles égales avec anticipation.

Lors de l'expiration du contrat, «Stab» s'engage à restituer les fabriques, les machines et les annexes en bon état de fonctionnement, capables de produire autant qu'il est nécessaire pour satisfaire la consommation intérieure.

Pour assurer au «Stab» une rentabilité aussi grande que possible, l'importation des allumettes est interdite en Roumanie à l'exception de «Stab» pourvu que celui-ci exportât dans un délai de deux ans une quantité égale d'allumettes (en nombre).

Si des cas de force majeure (incendie, grève de longue durée, inondation) faisaient obstacle au fonctionnement des fabriques d'allumettes en les empêchant de satisfaire aux besoins du pays, «Stab» aurait non seulement le droit mais l'obligation d'importer les quantités d'allumettes nécessaires à la consommation intérieure, sans qu'il soit obligé d'exporter une égale quantité.

«Stab» s'engage également à fournir pour satisfaire à la consommation intérieure un type ordinaire d'allumettes, chaque boîte ayant approximativement 45 pièces. Cette qualité d'allumettes sera vendue partout en Roumanie avec un prix de détail de 20 lei le paquet de 10 boîtes jusqu'au 31 décembre 1929, de 25 lei du 1^{er} janvier 1930 au 30 juin 1930 et de 30 lei à partir du 1^{er} juillet 1930. Ce prix de vente de 30 lei le paquet de 10 boîtes restera en vigueur aussi longtemps que les salaires, le prix du bois, du

chlorate de potasse et du phosphore se maintiendront au niveau moyen du premier semestre de l'année 1929.

A chaque intervalle de deux ans, une révision des prix sera possible, soit à la demande du « Stab », soit à celle de la C. A. M. pour l'hypothèse d'une modification des prix qui eût dépassé pendant le dernier semestre qui précède l'expiration du délai de deux ans, avec plus de 10 % la moyenne des prix du premier semestre de l'année 1929.

En cas de majoration des prix « Stab » aura le droit d'élever le tarif de vente, en cas de réduction il s'engage à diminuer le prix de vente.

La formule de calcul s'établit de la façon suivante :

La moyenne des salaires des fonctionnaires et des ouvriers calculés par personne et par journée de travail sera considérée comme représentant 40 % du prix de l'allumette, le bois 30 %, le prix du chlorate de potasse 20 % et celui du phosphore 10 %. Même dans le cas de l'augmentation d'un de ces éléments, « Stab » s'engage cependant à ne pas se prévaloir de son droit d'accroître le prix du paquet d'allumettes fixé à 30 lei, qu'après un délai de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 1929.

Lorsqu'une modification du prix serait intempestive ou impossible momentanément, on pourrait concevoir une augmentation ou une diminution des bâchettes d'allumettes contenues dans une boîte, tout en maintenant intact le prix de vente.

Durant toute la période de la convention, les taxes d'importation (des allumettes ou des matières

premières) ne pourront subir aucune augmentation.

Outre les allumettes dénommées « ordinaires » « Stab » aura le droit de fournir toutes sortes d'allumettes spéciales, de bois, de papier ou de cire, soit en boîtes soit en enveloppes, dont les prix seront librement fixés par « Stab ».

« Stab » aura, pendant la durée de cette convention, le droit d'imposer à son profit les briquets de toutes sortes, à une taxe de 200 lei.

Lorsque la consommation des allumettes ne s'augmenterait pas proportionnellement à l'accroissement de la population, « Stab » pourra obtenir une élévation de l'impôt pesant sur les briquets.

Les tarifs sur les chemins de voie ferrée pour les allumettes et les matières qui servent dans leur industrie, jouiront du même taux que les autres catégories de marchandises.

Les affranchissements fiscaux appartenant à l'heure actuelle à la C. A. M. seront étendus à toutes les opérations, à tous les bénéfices industriels et commerciaux réalisés en Roumanie par « Stab » ou par un quelconque de ses représentants, en vertu de la présente convention.

Quant à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, il est expressément interdit au « Stab » d'employer plus de 15 personnes à côté de celles qui sont effectivement engagées en ce moment.

La distribution des allumettes continuera d'être faite par les mêmes personnes qu'auparavant (vendeurs en gros et en détail) pourvu que celle-ci soient obligées de vendre les allumettes dans des conditions qui ne soit pas plus onéreuses pour « Stab » que les

conditions consenties pour le monopole roumain. Toutefois on conçoit pour «Stab» la possibilité de remplacer l'actuelle organisation de la vente par une autre, en respectant cependant les droits des invalides et des veuves de guerre.

«Stab» devra payer à la C. A. M. pour chaque boîte d'allumettes contenant 45 pièces et vendue aux débitants de quelque catégorie qu'ils soient, une redevance de 1 leu jusqu'au 31 décembre 1929, de 1,25 lei du 1^{er} janvier jusqu'au 30 juin 1930 et de 1,50 lei du 1^{er} juillet 1930 jusqu'à l'expiration de la convention.

Le paiement de la redevance sera fait trimestriellement, savoir aux 15 avril, 15 juillet, 15 octobre et 15 janvier. Lorsque la totalité de la redevance payée par «Stab» à la Caisse n'atteindra pas la somme de 3.000.000 dollars par ans, «Stab» s'oblige à payer, lors de l'acquittement de la redevance pour le dernier trimestre, le reste jusqu'à la concurrence de la somme sus-mentionnée.

Pour éviter les risques des oscillations monétaires, on a stipulé que toutes les sommes en lei dûes par «Stab» seront payées sur la base de la valeur moyenne du leu sur le marché de Londres pendant le mois de janvier 1929. Si la valeur or du leu dépassait une tolérance de 5 % par rapport à la valeur de base, les sommes en question seront proportionnellement modifiées.

Afin d'être à même de remplir toutes ces obligations et d'acheter les matières premières et les machines qui lui sont nécessaires, «Stab» pourra indé-

pendamment de toute prescription légale, se procurer toutes les devises étrangères à cet effet. «Stab» s'engage à acheter à la parité les obligations de la première émission (1), pour une valeur nominale de 30.000.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique, s'obligeant en même temps à faire le versement du prix le plus tard jusqu'au 15 août 1929.

Durant 3 ans, à compter de l'émission, il lui est expressément interdit de vendre sur le marché ces obligations.

Pour faciliter les émissions à l'avenir de la C. A. M. «Stab» s'assume l'obligation de prélever de chaque émission un nombre d'obligations d'une valeur nominale de 20 % de la valeur totale de l'émission et de s'abstenir de vendre sur le marché ces obligations pour une durée de deux ans, à partir de chaque émission.

Quant au prix d'achat de ces obligations, la convention intervenue entre «Stab» et la C. A. M. le fixe à celui de New-York pour les émissions similaires, moins la commission des banquiers, les paiements résultant de ces engagements ne pouvant venir à échéance avant le 15 février 1930 pour la première moitié du prix, et du 15 août 1930, pour le reste.

Et voilà tout ce qui peut nous intéresser sur le régime juridique des allumettes. Si quelques toutes petites modifications ont été introduites par la loi du 2 juillet 1930 et du 2 avril 1931, pour le monopole des allumettes, celles-ci ont été déjà men-

(1) De l'emprunt de stabilisation et de Développement de 1929.

tionnées lorsqu'on a étudié le régime juridique du tabac.

*Le monopole des allumettes du point de vue
économique et financier*

Il est hors de doute que les allumettes constituent pour les hommes des objets d'une utilité remarquable. Le feu, tellement indispensable à l'homme est mis vivement à sa portée, par l'intermédiaire des allumettes. Elles sont un adjuvant de tout premier ordre dans le processus de la transformation de la nature, par l'homme. Une bûchette de bois ayant à sa tête une substance chimique, nous donne le feu. Il est vrai que l'allumette n'est qu'une flamme éphémère, mais c'est tout. La bûchette une fois allumée est susceptible d'engendrer à l'infini le feu. Contrairement, son défaut nous obligerait à entretenir un feu perpétuel, à moins qu'il n'existe d'autres moyens pour la remplacer. On ne saurait prétendre que l'Etat soit mal venu d'instituer le monopole sur les allumettes. D'abord parce qu'il s'agit en l'espèce d'une minime contribution de la part de l'usager et ensuite puisque l'impôt est perçu en échange d'un produit fabriqué dont la valeur intrinsèque est difficilement détachable de la part prélevée par l'Etat. D'ailleurs, son établissement ne rencontra aucune obstruction, si ce ne fut celle des fabricants.

Bien que les recettes provenant de ce monopole ne soient pas grandes, leur marche n'en fut pas moins ascendante depuis sa création et jusqu'au présent, exception faite pendant la guerre.

Au début il n'y eut que le monopole de la vente (1^{er} juillet 1886, 1^{er} Avril 1887) et pour cette époque les revenus de l'Etat se chiffèrent à 1.034.632 lei. L'année suivante, l'Etat assumant le monopole de la fabrication également, les revenus se sont élevés à 2.010.715, pour qu'ils atteignissent 2.881.760 lei en 1903-1904 et 4.804.610 lei en 1914-1915

En exceptant les trois années de guerre, voici les résultats de l'exploitation de ce monopole depuis 1904 jusqu'en 1923.

Les années financières	La valeur des encaissements	Dépenses d'administration	Le bénéfice net
(EN MILLIERS DE LEI)			
1904-1905....	2.834	835	1.999
1905-1906....	3.107	979	2.128
1906-1907....	3.484	944	2.540
1907-1908....	3.653	1.031	2.622
1908-1909....	3.124	1.756	1.368
1909-1910....	3.173	1.783	1.390
1910-1911....	3.454	1.572	1.882
1911-1912....	3.885	1.769	2.116
1912-1913....	4.120	1.762	2.538
1913-1914....	4.476	2.096	2.381
1914-1915....	4.805	2.272	2.533
1915-1916....	5.211	2.460	2.701
1919-1920....	13.941	8.627	5.314
1920-1921....	88.148	37.048	51.100
1921-1922....	129.033	56.454	72.579
1922-1923....	166.402	89.203	77.199
1923-1924....	203.971	120.337	83.684

Les fabriques de Cotroceni et Buciumi (dép. de Iassy) à cause de la modicité de leur rendement furent bientôt fermées, de sorte qu'en 1919, il n'y avait que la fabrique de Filaret qui fonctionnait (2). Après la guerre, l'agrandissement du territoire nous

(2) Cette fabrique seule satisfaisait les exigences de la consommation intérieure de l'ancien Royaume.

obligea à racheter les deux fabriques particulières d'allumettes existantes à Cluj et Temissoara, si bien qu'à l'heure actuelle il existe en Roumanie trois fabriques d'allumettes, à savoir : Filaret (Bucarest), Cluj et Temissoara. Malgré l'existence de ces trois fabriques, la Grande Roumanie a dû recourir, pour satisfaire sa consommation, aux allumettes étrangères (3).

Tandis qu'en 1914-1915 la quantité consommée par tête d'habitant était de 11,5 boîtes, dès que les affaires reprirent leur pulsation normale, cette quantité s'éleva à 19 boîtes en 1923 et s'est maintenue à peu de choses près autour de ce chiffre, jusqu'en 1932.

Je donnerai ci-après les résultats de l'exploitation du monopole des allumettes pour les six années qui ont précédé la création de la C. A. M.

Années	Quantité vendue (Boîtes) en milliers	Valeur	Dépenses (en milliers de lei)	Bénéfice net	Pourcentage des dépenses par rapport aux recettes
1923 (9 mois)	277.256	203.971	120.337	83.634	59
1924....	335.661	340.225	216.228	123.997	63,55
1925....	325.816	492.581	232.009	260.572	47,10
1926....	341.028	676.275	294.231	382.045	43,511
1927....	321.641	643.044	324.804	318.240	50,511
1928....	205.967	611.758	286.812	324.946	46,88

(3) Pourtant l'importation des allumettes diminua au fur et à mesure que la Régie augmentait sa production, et par conséquent le chiffre des importations baissa de 67.000.000 lei en 1923 à 58.620 en 1927. Depuis 1929, la production de nos fabriques dépassant les exigences de la consommation, on ne recourut plus à l'étranger.

La C.^aA. M. a remis au « Stab », le 1^{er} Juillet 1929, les trois fabriques d'allumettes existantes à Bucarest, Cluj et Timisoara, avec les machines, les installations et le mobilier ainsi que les matières premières et les produits fabriqués se trouvant dans ses dépôts à cette date.

Les matières premières et les produits fabriqués ont été évalués à 70.507.442 lei, « Stab » recevant, à titre d'usage seulement, pièces et outils, pour une valeur de 5.477.487 lei.

La vente des allumettes pour le premier semestre de 1929 fut faite par les deux institutions qui se sont succédées, à savoir la R.M.S. jusqu'au 8 Février 1929 et la C.A.M. depuis cette date jusqu'au 30 Juin 1929, pour une valeur totale de 376.100.924 lei, dont 83.042.037 lei par la R.M.S. et 293.058.887 lei par la C. A. M. (4).

A partir du 1^{er} Juillet 1929, le monopole des allumettes étant concédé au « Stab », la vente des allumettes jusqu'à la fin de l'année ne donna que 275.000.000 de lei par rapport aux prévisions ayant fixé le chiffre de 340.000.000 de lei.

Conformément à la convention du 7 Février 1929, la redevance due par « Stab » du 1^{er} Juillet 1929 au 31 décembre 1929 pour la vente des allumettes était de 251.777.500 lei.

On n'a encaissé de cette somme, jusqu'à la fin de l'année, que 44.511.762 lei, représentant la rede-

(4) Les dépenses afférentes à cette somme s'élevant à 113.395.64 lei, il appert pour cette période un bénéfice net égal à 262.705.320 lei.

vance de la vente effective des allumettes pour le premier trimestre de la concession (1^{er} Juillet-30 Septembre 1929), le reste devant être liquidé en 1930 après l'expiration du deuxième trimestre (1^{er} Octobre-31 Décembre 1929).

En établissant le budget pour 1930, la C.A.M. avait fixé la redevance due par la Société « Chibriturile » à 488.000.000 de lei, ce qui représentait une vente probable de 354.000.000 de boîtes, dont 170.000.000 de boîtes à 1,25 lei la pièce, et 184.000.000 de boîtes à 1,50 lei la pièce (5).

Les réalisations pour l'année 1930 ont été les suivantes : 496.254.330 lei, comme redevance intégralement versée par « Stab » sur la vente effective de 1930 ; par rapport aux prévisions ci-dessus mentionnées, il résulte un excédent de 8.245.330 lei ;

113.506.762 lei comme reste de la redevance conventionnelle due par « Stab » pour l'exercice 1929, qui, par rapport aux prévisions du budget de 1930, donne un excédent de 11.506.762 lei, soit un total pour les deux excédents de 19.752.092 lei.

« Stab » figurait dans le budget de 1931 avec la somme de 501.550.000 lei qu'il devait à la C.A.M. à titre de redevance pour le monopole concédé. La société accomplit promptement ses obligations en

(5) A ces 488.000.000 lei ont été ajoutés encore 102.000.000 lei, évalués également de manière approximative, à titre de reste de la redevance due par la société « Chibriturile » pour le second semestre de l'exercice 1929, étant donné qu'au moment où l'on était entrain d'établir le budget pour l'exercice 1930 (octobre 1929) il était impossible de prévoir le quantum de la redevance que la société « Chibriturile » aurait à verser sur la vente réelle des allumettes en 1929.

versant à la Caisse la somme prévue dans le budget pour l'exercice afférent.

Malgré la baisse continuelle de la consommation, les recettes de la C.A.M. pour 1932 provenant du monopole des allumettes n'ont pas baissé, car elles se sont maintenues au chiffre de la redevance minimum fixée par le contrat de concession, à savoir 501.550.000 lei.

Ci-dessous je présenterai les chiffres indiquant les expéditions aux fins de vente des tiges d'allumettes sorties des fabriques de la société « Chibriturile » dans les années 1930, 1931 et 1932, et le nombre d'allumettes consommées par jour et par tête d'habitant pour les mêmes périodes.

Les années		
1930	1931	1932
13.765.119.800 tiges	7.481.944.840 tiges	7.229.863.000 tiges
2,09 allumettes	1,14 allumettes	1,10 allumettes
par jour et par tête d'habitant.	par jour et par tête d'habitant.	par jour et par tête d'habitant.

LE MONOPOLE DES CARTES A JOUER

Ce monopole fut établi en même temps que le monopole des allumettes, le 31 Mars 1886.

Si l'établissement du monopole des allumettes avait attiré les protestations des fabricants, l'institution du monopole sur les cartes à jouer ne rencontra aucune résistance.

On n'eût pas pu en effet, arguer comme pour

les allumettes, qu'il s'agissait, en l'espèce, d'un article de première nécessité.

D'ailleurs, les cartes à jouer avaient déjà été soumises, par la loi du timbre, à une taxe de 3 lei la paire.

Cette taxe ne rapportait que très peu à cause de la contrebande qui se pratiquait sur cet article.

En 1889, la loi du 31 Mars 1886 subissant une modification dans le sens d'une énergique répression de la contrebande, le nombre des paires de cartes à jouer s'éleva de 57.119 en 1888 à 150.449 dans l'année suivante, les encaissements de la Régie s'élevant, eux aussi, de 136.196 lei en 1888 à 290.215 lei en 1889.

La loi du 12 Mars 1912 contient les dispositions suivantes en ce qui concerne le monopole des cartes à jouer :

C'est le conseil d'administration, avec l'approbation du Ministre des Finances, qui fixe les types des cartes à jouer qui seront mises en consommation. Le prix de vente pour chaque type est fixé également par le Conseil d'administration avec l'approbation du Ministre des Finances, ayant en vue les normes suivantes : pour les cartes à jouer de première qualité, 4 lei le jeu, pour celles de deuxième qualité, 2 lei le jeu.

Chaque jeu de cartes sera muni du cachet de la R. M. S. et vendu sous une banderole. Contraire-

ment, les cartes à jouer seront confisquées et les possesseurs punis conformément à la loi.

S'agissant de clubs, de casinos, de cercles et de sociétés, tous les jeux devront subir un timbre spécial, prouvant leur destination.

Après le premier approvisionnement, il ne serait pas possible aux propriétaires des établissements sus-mentionnés d'obtenir de nouvelles cartes qu'en déposant autant de paires usées, combien ils demandent en échange.

Les administrateurs, les gérants ou les propriétaires de ces maisons sont responsables de toute transgression aux dispositions précitées.

Outre les augmentations de tarifs concernant les différents jeux, augmentations imposées par la baisse de la valeur du leu, conséquence de l'inflation monétaire d'après la guerre, il n'est rien autre chose qui nous retienne l'attention sur le régime de ce monopole. A l'heure actuelle on a mis en vente 7 types de jeux de cartes dont les prix varient entre 86 à 312 lei.

*Le monopole des cartes à jouer
du point de vue financier*

De 1886-87 à 1903-04, les encaissements de la R. M. S. ont monté de 136.196 lei à 528.134 lei, et le nombre des jeux de cartes de 32.748 à 168.566.

Donc, tandis que le nombre des jeux de cartes s'est cinq fois augmenté dans cet intervalle, les encaissements ont triplé, avec un certain dépassement par rapport au chiffre initial. Le tableau d'en bas nous indique quels ont été les encaissements, les dépenses et les bénéfices nets de ce monopole depuis 1904 jusqu'à la fin de 1923.

Les années financières	La valeur des encaissements	Dépenses d'administration	Le Bénéfice net
(EN MILLIERS DE LEI)			
1904-1905....	557	85	471
1905-1906....	618	96	522
1906-1907....	681	94	587
1907-1908....	793	108	685
1908-1909....	714	120	594
1909-1910....	673	131	542
1910-1911....	741	122	619
1911-1912....	893	130	763
1912-1913....	935	120	815
1913-1914....	973	132	841
1914-1915....	946	184	762
1915-1916....	1.050	183	867
1919-1920....	1.721	234	1.487
1920-1921....	3.692	808	2.884
1921-1922....	5.534	1.383	4.151
1922-1923....	12.341	4.731	7.610
1923-1924....	12.188	5.969	6.219

A la veille de la guerre la consommation intérieure en jeux de cartes s'éleva à 258.026 paires, représentant une valeur de 946.126 lei.

Le tableau ci-dessous présenté mettra en évidence les résultats de l'exploitation du monopole des cartes à jouer dans les dernières années précédant la création de la C. A. M.

Années	Quantité vendue (Jeux) en milliers	Valeur	Dépenses (en milliers de lei)	Bénéfice net	Pourcentage des dépenses par rapport aux recettes
1923 (9 mois).	164	12.188	5.969	6.219	48,97
1924....	248	22.106	7.316	14.790	33,10
1925....	250	31.734	8.324	23.410	26,23
1926....	257	32.977	7.861	25.115	23,84
1927....	306	38.075	6.179	31.896	16,23
1928....	310	38.010	8.640	29.370	22,72

En 1929, l'exploitation du monopole des cartes à jouer donna les résultats suivants :

Le montant des encaissements fut égal à 34.719.840 lei, celui des dépenses à 5.624.231 lei, le bénéfice net se chiffrant à 29.095.609 lei. Le pourcentage des dépenses par rapport aux recettes, égal à 17.

Du total des encaissements réalisés en 1929, 5.728.870 lei représentent les encaissements de la R. M. S. du 1^{er} janvier au 7 février 1929 et 28.990.970 lei, ceux de la C. A. M. pour le reste du temps jusqu'à l'expiration de l'année.

Par rapport aux prévisions budgétaires il résulte un déficit de 7.280.160 lei.

La situation en 1930 se présenta de la façon suivante :

Prévisions budgétaires : 38.000.000 lei ; recettes 34.382.366 lei ; déficit 3.617.634 lei.

Malgré l'acuité de la crise dans cette année, le montant des encaissements s'est maintenu à peu près au même niveau qu'en 1929, tandis que les dépenses passèrent de 5.624.231 lei en 1929 à 8.259.887 lei en 1930.

LE MONOPOLE DE LA POUDRE ET DES AUTRES EXPLOSIFS

Celui-ci n'appartient guère à la catégorie des monopoles fiscaux, comme les autres précédemment étudiés. Lors de l'établissement de ce monopole, l'idée de fiscalité joua un rôle tout à fait effacé.

L'Etat se soucia surtout de l'approvisionnement de l'armée avec de la poudre de bonne qualité et quantitativement suffisante.

Déjà, depuis le règne de Stirbey-Voda, on avait mis les bases de la poudrerie de « Târgsor », destinée à satisfaire les exigences de l'armée.

Mais il ne s'agissait pas en l'espèce d'un monopole, ni de fabrication, ni de vente, car quiconque aurait pu créer une autre fabrique, et rien n'empêchait les particuliers qu'ils apportent la poudre de chasse de l'étranger.

L'Etat se contentait de fabriquer à Târgsor la poudre nécessaire à l'armée, ayant même fort souvent recours aux fabriques étrangères. Or, ne pouvant pas se borner à la capacité de production de sa poudrerie, l'Etat en se procurant une certaine quantité de poudre à l'étranger, ne réussissait pas la plupart du temps à éviter la dissimilitude de qualités. Cela causait de grands torts à l'armée !

Guidé par l'instinct de la défense nationale, le

gouvernement de 1880 proposa aux Chambres législatives un projet de loi ayant trait à la concession de la fabrication de la poudre nécessaire à l'armée, projet dont les principales dispositions étaient les suivantes :

a) droit exclusif de fabrication accordé au concessionnaire ;

b) l'obligation pour celui-ci de produire normalement 150.000 kilos de poudre de toute sorte et exceptionnellement, en cas de guerre, 500.000 kilos de poudre pour l'armée ;

c) le concessionnaire devait déposer une caution de 100.000 lei pour garantir l'Etat contre tout risque de transgression du contrat.

d) on concevait comme possible la résiliation du contrat si dans les six mois à dater de la conclusion de celui-ci le concessionnaire n'aura pas justifié qu'il possède le capital nécessaire à la construction de la fabrique, et dans un an, il n'aura pas commencé les travaux, dans ce dernier cas en perdant la caution ;

e) en échange l'Etat accordait au concessionnaire, gratuitement, un terrain d'une étendue de 20-30 hectares pour la construction de la fabrique ;

f) on dispensait la fabrique de tout impôt direct envers l'Etat, le département ou la commune, ainsi que de la taxe d'enregistrement ;

g) on dispensait en même temps le salpêtre et le sulfate de tout droit de douane (droits d'entrée) pour toute la quantité nécessaire à la fabrique ;

h) le gouvernement s'engageait d'acheter annuellement pour les besoins de l'armée une quantité

minima de 100.000 kilos de poudre, celle destinée pour le commerce intérieur ou pour l'exportation pouvant être fabriquée proportionnellement à la demande ;

i) la durée de la concession fut fixée à 15 ans.

A la suite de la licitation tenue au Ministère de la Guerre, la concession s'adjudgea à la société « Dallemagne et Müller » avec l'obligation pour celle-ci de mettre la fabrique à même de fonctionner le plus tard au mois de mai 1883 (1).

Lorsque cette concession fut accordée on établissait en Roumanie le monopole de la fabrication de la poudre puisque l'Etat s'obligeait à ne plus accorder à personne, au moins pour 15 ans, le droit de fabriquer la poudre.

La vente en échange ne subissait aucune entrave parce que les concessionnaires pouvaient distribuer la poudre de quelque façon que ce soit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

A cause de diverses explosions intervenues pendant les trois ans de fonctionnement de la fabrique, l'Etat dût penser au rachat.

Il ne fallut pas trop pour que l'Etat prenne, le 9 avril 1888, la possession de la fabrique de Laculete avec toutes ses installations, dépendances, machines, outils, de même que la quantité de poudre fabriquée se trouvant dans ses dépôts, pour une somme représentant le prix d'achat, évoluée à 2.234.101 lei

(1) L'emplacement de la fabrique fut décidé à Laculete près de Pucioasa, malgré les efforts du rapporteur de la loi soutenant Târgsor comme beaucoup plus propre à cet effet.

Depuis 1888-89, moment où l'Etat s'installa à la place de l'ancien exploitant, jusqu'en 1899-1900, les recettes provenant de la vente de la poudre firent partie du budget du Ministère de la guerre ; désormais, l'Etat en monopolisant la vente de la poudre également, les revenus de ce monopole figurent parmi les revenus de la R. M. S.

*Le régime juridique de ce monopole
conformément à la loi du 20 mars 1912 et de ses
succédanés*

Comme pour les autres monopoles, l'Etat détient pour la poudre et les autres explosifs, conformément à la loi du 20 mars 1912, le droit exclusif de fabrication, d'importation et de vente.

Le Conseil d'Administration, avec l'approbation du Ministre des Finances, décide quels seront les types des explosifs livrés à la consommation.

Pour la fixation des prix de vente des explosifs, on tiendra compte des bases suivantes :

a) poudre de chasse de première qualité, 10 lei le kilo.

b) poudre de chasse de seconde qualité, 6 lei le kilo.

c) poudre pour les exploitations minières 2 lei le kilo.

Pour les spécialités de luxe, importées ou fabriquées par la R. M. S., celle-ci n'est pas tenue de normes ci-dessus mentionnées.

Les prix devront, comme pour les autres pro-

duits monopolisés, être publiés dans le « Moniteur Officiel ».

Pourvu qu'elle se soumette aux mesures de sûreté, édictées par l'autorité communale, la Régie pourra créer des dépôts de poudre partout où la nécessité requérera.

C'est le Ministre de la Guerre qui doit procurer la garde de ces dépôts.

Quiconque sera trouvé en détenant des explosifs, procurés hors de la R. M. S., sans avoir préalablement obtenu une autorisation de la part de la préfecture, sera puni comme si c'était un contrebandier. La loi portant la création de la C. A. M. et les lois consécutives du 2 juillet 1930 et du 2 avril 1931 ont laissé intactes les dispositions ci-dessus analysées.

*Le monopole de la poudre et des autres explosifs
du point de vue financier*

Au commencement de cet ouvrage, lorsqu'on a discuté la question des monopoles, nous nous sommes prononcés clairement pour la répartition de ceux-ci en : 1) monopoles fiscaux et 2) monopoles établis en vue d'un intérêt général de sûreté de l'Etat.

C'est dans cette deuxième catégorie qu'il faut placer le monopole de la poudre et des autres explosifs.

L'Etat ne poursuit pas avec ce monopole une fin financière, et il ne le conçoit pas comme un

moyen de se procurer des ressources budgétaires. En établissant ce monopole, l'Etat s'est surtout préoccupé de pourvoir à l'armée de la poudre et des explosifs de bonne qualité et en quantités suffisantes. De puissantes raisons de la défense nationale lui imposaient cela.

Si conjointement l'Etat réalise quelques bénéfices en exploitant ce monopole, il ne convient guère de confondre les résultats avec les buts.

Poursuivons maintenant la marche de ce monopole, en grandes lignes, depuis son exploitation par l'Etat jusqu'en 1932.

En 1888-89, l'Etat rachète la fabrique de Laculete et dans cette année même la fabrique produisit 104.770 kilos de poudre, distribuée de la façon suivante :

34.875 kilogrammes de poudre pour l'armée, 47.052 kilogrammes de poudre de chasse et 22.843 kilogrammes de poudre de mine. Les sommes perçues par l'Etat en échange atteignirent 601.867 lei ; les dépenses se soldèrent à 284.084. Le bénéfice net réalisé par l'Etat fut de 317.783 lei, le pourcentage des recettes par rapport aux dépenses de 52,80.

A partir de 1899-1900, les revenus de ce monopole figurent parmi les revenus de la R. M. S. puisque dans cette année le monopole de la vente étant lui aussi institué, c'est la Régie, par l'intermédiaire de ses débits, qui distribue la poudre et ses dérivés.

L'Etat créa à Duesti une fabrique de poudre sans funée pour les besoins de l'armée de sorte qu'à

partir de 1901 la fabrique de Laculete ne produisit que la poudre pour le commerce.

En 1898-99, la quantité de poudre vendue s'éleva à 159.262 kilos, les sommes encaissées à 847.662 lei, les dépenses d'exploitation à 234.472 lei, le bénéfice net à 613.190 lei, le pourcentage des recettes par rapport aux dépenses à 72,40.

S'agissant de l'année 1903-1904, les chiffres sont les suivants : poudre vendue 74.832 kilos, sommes encaissées 600.574 lei, dépenses d'exploitation 216.639 lei, le bénéfice net 383.935 lei, le pourcentage des recettes par rapport aux dépenses 63,93.

La diminution de la quantité vendue s'explique facilement, la Régie n'ayant plus l'Etat comme client dès que la poudrerie de Duesti commença à fonctionner (1901).

A la veille de la guerre (1914-1915), bien que la quantité des explosifs vendue eût été supérieure à celle de l'année 1903-1904, à savoir 177.294 kilos, le montant des encaissements à peine atteignit 592.450 lei.

A un total de recettes de 7.473.758 lei en 1920-1921, il n'y eut qu'un très modique bénéfice net, savoir 973.682 lei.

Pour nous mieux renseigner, j'expose ici la marche de ce monopole depuis 1904 jusqu'en 1924, en prenant comme points d'appui le chiffre des encaissements, des dépenses et des bénéfices nets pour les années proposées.

Les années financières	La valeur des encaissements	Dépenses d'administration	Le Bénéfice net
(EN MILLIERS DE LEI)			
1904-1905....	542	250	292
1905-1906....	540	304	236
1906-1907....	506	245	261
1907-1908....	571	250	321
1908-1909....	616	283	333
1909-1910....	584	322	262
1910-1911....	568	398	170
1911-1912....	653	403	250
1912-1913....	818	428	390
1913-1914....	696	480	216
1914-1915....	592	481	111
1915-1916....	533	417	116
1919-1920....	558	448	110
1920-1921....	7.474	6.500	974
1921-1922....	16.435	11.799	4.636
1922-1923....	28.763	19.510	9.254
1923-1924....	41.568	28.394	13.174

Partant de 1923, voici les résultats de l'exploitation de ce monopole jusqu'en 1929 :

Années	Quantité vendue en tonnes	Valeur	Dépenses (en milliers de lei)	Bénéfice net	Pourcentage des dépenses par rapport aux recettes
1923					
(9 mois).	285	41.568	28.394	13.174	68,31
1924....	599	109.429	70.822	38.607	64,72
1925....	803	143.202	105.918	37.304	73,96
1926....	848	161.226	97.080	64.146	60,21
1927....	838	153.688	137.725	15.962	89,61
1928....	744	127.197	115.155	12.042	90,53

En 1929, on a encaissé de la vente des explosifs 140.383.352 lei, on a dépensé 120.231.862 lei, en réalisant un bénéfice net de 20.151.490 lei ; le pourcentage des recettes par rapport aux dépenses n'est que 15. C'est une très petite rentabilité.

Pour 1930, les résultats sont les suivants :

Prévisions 115.000.000 de lei ; réalisations

108.276.072 ; dépenses 99.272.756 lei ; bénéfice net 9.003.316 lei.

La baisse des chiffres de vente des explosifs dans ces dernières années provient du fait qu'un certain nombre d'entreprises minières ou industrielles employant ces produits ont suspendu leur activité, à cause de la crise qui s'accroît de plus en plus.

L'année suivante, tandis que la consommation de la poudre, des mèches et des capsules a enregistré des diminutions respectivement de 11,76 %, 33,29 % et 32,05 %, comparativement à l'année précédente, la vente des amorces s'est augmentée de 35,26 %. Le montant des encaissements de ce monopole pour 1931 se chiffre à 88.623.323 lei, avec une différence en moins de 19.652.749 lei ou 18,15 % par rapport à l'exercice précédent (108.276.072 lei).

En 1932, il a été vendu d'explosifs pour 85 Millions 448.913 lei qui, par rapport à la vente de l'année précédente, représente une diminution de 3,58 %. Le déficit de cet exercice provient du fait qu'à partir du 1^{er} janvier 1932 le tarif concernant les articles dépendant de ce monopole a été abaissé.

LE MONOPOLE DU PAPIER A CIGARETTES.

L'établissement de ce monopole fut l'œuvre d'une situation financière extrêmement difficile sévissant chez nous entre 1899-1900.

Une mauvaise récolte avait tellement abaissé les revenus de l'État que le chiffre des encaissements n'atteignit en 1899-1900 que 193.957.867 lei par rap-

port aux encaissements de l'année précédente, évalués à 236.339.578 lei. Il n'y avait d'autre issue de cette impasse que la recherche de nouvelles ressources pour l'Etat, c'est-à-dire la création de nouveaux impôts.

Une fois entré dans cette voie, le gouvernement du 11 avril 1899, n'édicte pas moins que 10 impôts dont 3 directs et 7 indirects. Le dernier de ces impôts indirects c'était le monopole du papier à cigarettes. Puisqu'il n'y avait pas en Roumanie d'alors une industrie nationale de ce genre, les Chambres législatives acceptèrent sans aucune hésitation l'institution de ce monopole et les quelques récriminations de ceux qui pratiquaient le commerce du papier à cigarettes furent vite apaisées par l'allocation d'une somme de 250.000 lei, destinés à leur dédommagement. Par dessus l'Etat s'obligeait à racheter toutes les quantités de papier à cigarettes existant dans le pays ainsi que les machines, outils et matériaux pour la fabrication des cahiers et tubes.

Grâce aux suggestions du rapporteur de la loi, on introduisit dans le texte définitif présenté au Parlement un article qui octroyait à l'Etat, outre le monopole de la vente, le monopole de la fabrication lui aussi. Dans ces circonstances, la loi du 17 mars 1900 baptisa le dernier venu au monde de la série des monopoles faisant l'objet de notre étude. Mais à peine né et mis à même de fonctionner, ce monopole dût être cédé, le 1^{er} septembre 1900, pour un prix de 15.000.000 lei à un syndicat de banques, afin que l'Etat puisse subvenir aux plus urgentes de ces charges.

Conformément à la convention intervenue entre l'Etat et le syndicat de banques composé de : Disconto Gesellschaft, S. Bleichröder de Berlin et la Banque Générale Roumaine de Bucarest, la cession devait se prolonger jusqu'en 1913, c'est-à-dire pendant 12 ans et sept mois.

Voici les principales clauses de la cession :

Le syndicat devait verser à l'Etat, au jour de l'entrée en vigueur de la convention 6.075.000 marks, c'est-à-dire la moitié du prix, l'autre moitié devant être versée comme il suit : marks 3.037.500 le 3 décembre 1900 et marks 3.037.500 le 3 mars 1901.

Le syndicat de banques s'obligeait de payer en même temps un intérêt de 6 % par an à la somme 12.150.000 marks (1)^e du 1^{er} septembre 1900^e jusqu'au jour du premier versement, et pour les deux autres versements un intérêt de 5 % par an. L'Etat roumain s'engageait de payer au syndicat de banquiers du 15 septembre 1900 au 1^{er} avril 1901, au moins 1.241.683 lei et pour le reste du temps jusqu'à l'expiration de la cession 2.128.600 lei annuellement. Si le bénéfice net du monopole du papier à cigarettes dépassait la somme de 2.128.600 lei par an, l'Etat roumain partageait à moitié l'excédent avec le syndicat de banquiers, en cas contraire l'Etat roumain devait compléter les tranches annuelles de telle manière qu'elles soient toujours au moins de 2.128.600 lei.

(1) Les 12.150.000 marks, évalués au cours du leu d'alors faisaient 15.000.000 lei.

Pour les 15.000.000 lei prêtés à l'Etat lors de la cession du monopole du papier à cigarettes, le syndicat de banques recevait de la part de celui-ci les sommes suivantes :

Du 1 ^{er} septembre 1900 au 1 ^{er} avril 1901	1.241.683
12 ans de 2.128.600 lei chacun	25.543.200
Total	26.784.883

Il appert que l'Etat s'était onéreusement obligé à l'égard des cessionnaires puisque, s'il eût eu les 15.000.000 lei représentant le prix de la cession, il n'aurait pas été obligé de dépenser environ 27 pour les obtenir.

Pourtant la clause relative au partage des exécutés entra bientôt en jeu, si bien que l'Etat put compenser dans une certaine mesure la différence entre ce qu'il avait obtenu et ce qu'il devait rembourser. Quant au régime juridique de ce monopole, la loi du 12 mars 1912 et ses succédanés contient les mêmes dispositions que pour le monopole des cartes à jouer.

Les bases pour la fixation des prix de vente du papier à cigarettes sont les suivantes : (loi du 12 mars 1912).

a) le cahier de cent feuilles, 10 centimes pour le papier de première qualité.

b) le cahier de cent feuilles, 5 centimes pour le papier de deuxième qualité.

*Le monopole du papier à cigarettes
du point de vue financier*

Le bénéfice de l'Etat provenant du monopole du papier à cigarettes ne représenta pas grand chose dans les premières années, puisque celui-ci (l'Etat) dût racheter les stocks de papier à cigarettes se trouvant dans les dépôts des particuliers, les machines, les ustensiles, etc, ainsi qu'à faire les dépenses d'installation nécessaires au nouvel état de choses. Cela lui couta 1.142.193 lei dans les premiers sept mois du monopole (2). Mais à partir de 1904 et jusqu'à la veille de la guerre, ce monopole lui valut des bénéfices qui se rangent de la façon suivante :

Les années financières	La valeur des encaissements	Dépenses d'administration	Le Bénéfice net
—	—	—	—
	(E N M I L L I E R S D E L E I)		
1904-1905....	4.160	3.559	601
1905-1906....	4.487	3.778	708
1906-1907....	4.703	3.512	1.191
1907-1908....	5.197	3.805	1.392
1908-1909....	5.436	4.317	1.119
1909-1910....	5.641	5.063	578
1910-1911....	5.898	4.584	1.313
1911-1912....	6.387	5.011	1.376
1912-1913....	6.760	3.686	3.074
1913-1914....	7.700	1.570	6.129
1914-1915....	8.015	2.749	5.266
1915-1916....	8.855	3.239	5.615

Nous ne possédons pas les données concernant les résultats de l'exploitation du monopole du papier à cigarettes pendant la guerre (1916-1917, 1917-1918,

(2) Dans les 3 1/2 ans d'existence, le monopole cédé ne rapporta à l'Etat que 185.506 lei.

1918-1919) ; mais sitôt la paix conclue, grâce au rétablissement de l'ordre dans l'administration de la Régie, les résultats se présentèrent comme il suit :

Les années financières	La valeur des encaissements	Dépenses d'administration	Le Bénéfice net
(EN MILLIERS DE LEI)			
1919-1920....	9.263	3.797	5.467
1920-1921....	55.823	36.555	19.268
1921-1922....	92.089	47.090	44.999
1922-1923....	204.906	69.950	134.956
1923-1924 (3).	180.732	80.419	100.313
1924-1925....	332.665	95.105	237.549
1925-1926....	486.548	122.891	363.657
1926-1927....	522.840	151.183	371.657
1927-1928....	500.869	123.879	376.990
1928-1929....	176.532	41.898	134.634

Depuis la création de la C.A.M. et jusqu'à la fin de 1932, l'exploitation du monopole du papier à cigarettes a donné les résultats suivants :

En 1929, le montant des encaissements provenant de ce monopole s'éleva à 51.573.593 lei dont 5.383.302 du 1^{er} janv. au 7 février 1929 et 46.190.291 du 8 février jusqu'à la fin de l'année. Le montant des dépenses, tout en étant de 17.611.787, il appert pour cet exercice un bénéfice net de 33.961.806 lei. Le nombre des cahiers de papier à cigarettes vendus pour la même période se chiffre à 11.777.626. En 1930, le chiffre des encaissements dépassa de 6.408.308 lei celui de l'année précédente à savoir 57.981.901 par rapport à 51.573.593 lei. Si on déduit de ce chiffre les 19.494.764 lei représentant les frais d'exploitation, on obtient un bénéfice net de

(3) 9 mois seulement.

38.487.137 lei pour cette année. La quantité de papier à cigarettes vendue en 1930 monta elle aussi à 13.522.880 cahiers.

En 1931, le monopole du papier à cigarettes rapporta 45.913.179 lei, d'où en déduisant les dépenses d'exploitation, d'une valeur égale à 5.051.471 lei, il résulte un bénéfice net de 40.861.708 lei. Pour la même période, le nombre de cahiers de papier à cigarettes vendu en fut de 10.522.627 soit 3.000.253 cahiers de moins par rapport à l'année précédente.

La supériorité de cet excédent s'explique par la modicité des frais d'exploitation.

En 1932, les encaissements du monopole en question n'atteignirent que 34.658.939 lei, d'où en déduisant les dépenses en somme de 5.824.996 lei, il reste un bénéfice net de 28.833.943 lei.

La quantité de papier à cigarettes vendue en 1932 a été de 8.273.175 cahiers.

Vu cette diminution de la consommation du papier à cigarettes dans ces deux dernières années, nous ne saurions pas cacher ici les répercussions de la crise générale qui sévit en Roumanie.

L'ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ CENTRALE DE LA C. A. M.

Sous l'ancienne administration de la R. M. S., il n'y avait pas une comptabilité systématique qui tînt journellement l'évidence des opérations. Chaque service extérieur constituait une gestion publique ayant une comptabilité propre ; quant aux comptes, ils étaient arrêtés mensuellement et envoyés par l'en-

tremise de la Direction générale à la Cour des Comptes pour qu'ils y souffrissent le contrôle juridictionnel.

La comptabilité centrale de la R. M. S. comportait deux sections : a) la direction de la comptabilité proprement dite, tenant l'évidence de tous les revenus de l'institution et b) la section des ordonnancements, tenant l'évidence de toutes les dépenses, sans qu'il existe entre ces deux branches une liaison grâce à laquelle nous puissions saisir la juste situation de chaque unité.

Les bases du nouveau système.

Pour la mise en œuvre du système nouvellement conçu on a tenu compte de la structure de la R.M.S., à savoir : a) Administration centrale ; b) services extérieurs au nombre d'environ 260, répandus dans le pays entier.

Selon le système actuel, les établissements de la C. A. M. sont de simples pourvoyeurs de documents comptables, la tâche d'enregistrement et de la tenue des évidences appartenant exclusivement à la comptabilité centrale.

Les unités extérieures de la C. A. M. sont classées en groupes numérotés, d'après le système décimal (Dewey), adapté à la structure et à l'organisation des services, de sorte que dans la nouvelle comptabilité chaque unité possède un numéro-symbole de 3 chiffres et lorsqu'une opération doit être enregistrée, l'unité extérieure émet un document qui porte

lui aussi un numéro-symbole. Ce document considéré comme de valeur est imputé au chef de service lorsqu'il est perdu.

Le plan des comptes.

Celui-ci est divisé en chapitres et chaque chapitre en groupes des comptes. Chaque numéro de chapitre est formé d'un seul chiffre faisant partie du numéro de groupe et chaque numéro du groupe, formé de deux chiffres, constitue le symbole du compte inscrit dans le Grand Livre.

Les comptes du Grand Livre sont sous-divisés pour chaque unité dans un ou plusieurs comptes et mis en évidence par les plans normaux indicateurs, également numérotés.

De cette façon la matière tellement vaste et compliquée se trouve partagée en 120 comptes environ et approximativement 15.000 comptes auxiliaires.

Le rôle de la comptabilité centrale

Les documents remplis arrivent journellement des unités extérieures à la Comptabilité centrale où ils sont rangés en enveloppes indiquant les jours de leur arrivée.

Les documents d'un même jour ne quittent l'enveloppe respective que lorsqu'ils ont parcouru toute la filière d'opérations depuis l'inscription dans le journal jusqu'à la conclusion du bilan brut journalier.

Ils souffrent d'abord le contrôle arithmétique consistant dans un nouveau calcul de tous les éléments contenus dans un même document et ensuite la discrimination des sommes, qui consiste à noter à côté de chacune d'elles le symbole du compte afférent.

Les documents ayant souffert ces opérations sont enregistrée dans les « Listes Journalières ». Cette étape une fois finie, les documents sont livrés aux machines de comptes courants où chaque poste est comptabilisé à son compte en enregistrant simultanément les symboles, d'une façon automatique.

D'après la liste journalière ou le journal, on accomplit la liste générale des sommes pour les mêmes comptes et ce sont les sommes des listes générales qui servent à l'enregistreent des opérations dans le Grand Livre.

Les opérations enregistrées dans le Grand Livre servent à leur tour à la conclusion du bilan brut journalier.

L'automatisme du contrôle dans le système de comptabilité nouvellement appliqué par la C. A. M. doit offrir la concordance entre la liste journalière des soldes, d'avec les comptes respectifs du bilan brut.

Lorsque ces opérations d'ordre comptable sont terminées, l'enveloppe contenant les documents passe au service financier où a lieu un rigoureux contrôle des dépenses effectuées, conçu du point de vue de la conformité des dépenses avec les allocations budgétaires et avec les instructions en vigueur. C'est le contrôle réel des documents.

Après cette dernière opération, les documents sont enlevés de leurs enveloppes et classés par unité, selon leur numéro courant. C'est à cette occasion qu'intervient le contrôle numérique des documents.

Depuis le document de base et jusqu'au bilan brut, les étapes de travail sont tellement enchaînées que l'accomplissement d'une opération quelconque réclame nécessairement l'achèvement de l'opération précédente. C'est l'automatisme de la procédure.

Le bilan brut permet qu'on accomplisse chaque jour trois situations centralisatrices, à savoir : financière, des recettes et des dépenses.

Il y a également des situations mensuelles conclues sur la base des bilans bruts concernant : a) les revenus et les dépenses de chaque catégorie de production ; b) les revenus et les dépenses de chaque unité appartenant à la C.A.M.

De cette façon la conclusion du bilan de fin d'année se trouve énormément facilité puisqu'on n'a qu'à ajouter au dernier bilan brut journalier les chiffres d'inventaire et les opérations de fermeture.

Pour la mise en œuvre du système mentionné, on a doté la Comptabilité centrale de la C. A. M. avec : six machines électriques pour l'enregistrement des opérations (le Journal et le Grand Livre) (1), 3 machines électriques pour l'addition et le calcul et 4 machines pour les situations statistiques et la correspondance.

Le nombre des fonctionnaires employés s'est réduit à moitié par rapport au passé.

Le 1^{er} février 1930 a pris naissance la section du contrôle des amortissements et des coupons qui, par

un double contrôle mécaniquement effectué, assure la parfaite évidence des obligations échues et des coupons devenus exigibles.

En 1931, les facteurs dirigeants de la C. A. M., poursuivant fidèlement le plan qu'ils se sont proposés, ont introduit le nouveau système de comptabilité appliqué jusqu'alors exclusivement aux valeurs, aux mouvements des matériaux également. La comptabilité des produits fabriqués et des matériaux emploie deux sortes de documents : a) les situations journalières pour les premières et les bons d'entrée et de livraison pour les seconds (inclusivement les tabacs).

Ces documents sont numérotés conformément aux principes de la comptabilité mécanique (succession numérique, système de chiffres et symboles, exemplaires multiples) et étroitement liés aux documents représentant les valeurs. Les unités extérieures de la C. A. M. envoient chaque jour à la Comptabilité centrale des situations concernant le mouvement quantitatif des produits fabriqués et des matériaux, en même temps que les actes exprimant leur valeur. La comptabilité centrale par son double contrôle est à même de conclure un bilan brut journalier et une situation hebdomadaire concernant le mouvement des produits fabriqués et des matériaux dans le pays entier. Voici graphiquement les diverses étapes parcourues par chaque document comptable :

Le dépouillement, le contrôle
numérique et chiffré des
documents.

Le triage des documents sui-
vant la nature des comptes,
conformément au plan général
des comptes et les plans
normaux.

L'enregistrement dans les
comptes auxiliaires (cartho-
tes) à l'aide des machines
d'après les documents comp-
tables principaux.

L'enregistrement des docu-
ments comptables annexes
dans le journal à l'aide des
machines à additionner, d'a-
près les listes du journal.

La totalisation des sommes de
chaque compte du Grand Li-
vre sur des listes de soldes,
d'après les comptes auxiliaires
(balance de vérification
partielle).

La récapitulation des sommes
enregistrées sur les listes de
journal d'après les comptes
du Grand Livre (listes récap-
itulatives).

Le collationnement
Par la comparaison des listes
de soldes avec les listes réca-
pitulatives et leur mise
d'accord.

La balance générale de vérifi-
cation conclue journellement.

Les situations journalières
pour la Direction générale
de la C. A. M.

Le contrôle comptable et légal
par le service financier.

CONCLUSIONS

Lorsqu'on présente au lecteur un ouvrage tellement imbu de chiffres comme celui-ci, il importe dans le plus haut degré de lui fournir les moyens les plus propres pour en saisir l'essentiel. Ce sont les conclusions.

Les finances de l'Etat parfois déficitaires ont trouvé dans les monopoles un puissant appui.

A l'heure actuelle il eût été impossible à l'Etat de subvenir à ses charges, sans puiser une majeure partie de ses ressources ds divers monopoles.

La création des divers monopoles exploités par la R. M. S. a coïncidé à des états de précarité de nos finances.

Outre le monopole du tabac, du sel et des explosifs existant dans la plupart des Etats, la Roumanie fut parmi les premiers pays qui institua le monopole des allumettes, des cartes à jouer et du papier à cigarettes.

De ces monopoles, celui du tabac est le plus notable puisqu'à lui seul il représente 70 % du montant des revenus bruts des monopoles, les cinq autres représentant le reste de 30 %.

Lorsqu'on compare les recettes des monopoles par rapport au total des recettes budgétaires, les recettes du tabac représentent en 1928 environ 17 % et à peu près 5 % les recettes des autres monopoles.

Les recettes des monopoles occupent le troisième rang dans l'ensemble des recettes budgétaires de l'Etat, si on prend comme base les années précédant la création de la C. A. M. et du point de vue fiscal leur rôle fut assez important puisqu'elles couvrirent dans la même période plus de 20 % du total des recettes budgétaires.

Pour avoir servi comme pourvoyeurs des revenus à l'Etat, sous l'égide de la R. M. S., les monopoles n'en ont pas moins contribué au processus de notre stabilisation monétaire lorsque la C. A. M. prit naissance.

En effet, l'Etat roumain dût, à la veille de la stabilisation monétaire contracter un grand emprunt nécessaire au redressement économique et financier du pays.

Il ne lui fut loisible d'avoir recours à l'étranger qu'à condition qu'il garantisse le paiement du coupon et le remboursement du capital avec les revenus d'un grand établissement industriel.

C'est alors qu'il concéda l'exploitation des monopoles ayant appartenu dans le passé à la R. M. S. à la Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie, pour un prix de 300.000.000 dollars-or des Etats-Unis d'Amérique, soit 50.155.500.000 lei au cours de la stabilisation.

Conformément à l'article 6 de la convention signée entre l'Etat et la Caisse Autonome des Monopoles, celle-ci doit, après avoir assuré le paiement ponctuel des arrérages semestriels aux banques du con-

sortium et couvert tous les frais d'exploitation et d'administration des monopoles, verser le bénéfice net obtenu à l'Etat, à titre de redevance.

La C. A. M. s'est promptement acquittée de toutes ses obligations concernant les charges des deux emprunts, contractés en 1929 et en 1931 en versant en même temps au compte de l'Etat une somme de plus de 10.000.000.000 lei à titre de redevance.

Cela prouve que la C. A. M. dont l'activité embrasse un domaine aussi vaste que multiple, a réussi, grâce à ses admirables conducteurs, à accomplir l'œuvre d'assainissement de nos finances à l'intérieur et l'affermissement de notre crédit à l'étranger.

Vu : *Le Doyen,*
Edgard ALLIX.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
LE MONOPOLE DU TABAC	8
Aperçu historique sur l'introduction du tabac en Europe	8
L'introduction du tabac en Roumanie et l'établissement	
du monopole sur lui	11
Examen analytique de la loi du 20 mars 1912	19
Analyse sommaire de la loi du 7 février 1929	40
Le monopole du tabac du point de vue économique	51
L'organisation technique et commerciale du monopole	
du tabac	55
Le monopole du tabac du point de vue financier	64
L'analyse du bilan de la C.A.M. arrêté le 31 déc. 1929	81
Bref examen du compte de Profits et Pertes de la C.A.M	
pour 1929	82
La répartition du bénéfice net	83
La liquidation de la redevance	83
Le bilan et le compte de Profits et Pertes de la C.A.M.	
pour 1930	88
L'exploitation du monopole du tabac du point de vue	
commercial et financier (1931-1932)	89
Le bilan et le compte de Profits et Pertes de la C.A.M.	
pour 1931	94
Le bilan et le compte de Profits et Pertes de la C.A.M.	
pour 1932	96
LE MONOPOLE DU SEL	97
Aperçu historique sur le monopole du sel	97
Régime juridique du sel suivant la loi du 20 mars 1912	
et ses succédanés	100
Le monopole du sel du point de vue économique, com-	
mercial et financier	105
Les résultats de l'exploitation du monopole du sel pen-	
dant 1931 et 1932	112
LE MONOPOLE DES ALLUMETTES suivant la loi du 20	
mars 1912 et ses succédanés	116
Le Monopole des allumettes du point de vue économique	
et financier	124
LE MONOPOLE DES CARTES A JOUER	129
Le monopole des cartes à jouer du point de vue financier	131
Le monopole de la poudre et des autres explosifs	134
Le régime juridique de ce monopole conformément à la	
loi du 20 mars 1912 et ses succédanés	137
Le monopole de la poudre et des autres explosifs du point	
de vue financier	138
Le monopole du papier à cigarettes	142
L'organisation de la comptabilité Centrale de la C.A.M.	148
Les bases du nouveau système	149
Le plan des comptes	150
Le rôle de la comptabilité centrale	150
CONCLUSIONS	155
Ouvrages Consultés	158

